

صكنا من الامم

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12330 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

DIMANCHE 16-LUNDI 17 SEPTEMBRE 1984

Le PCF repris en main

Le repli tactique de juin a permis à la direction de reconquérir du terrain sur les « contestataires »

Le comité central du Parti communiste, qui se réunit du 17 au 19 septembre, doit discuter, sur le rapport de M. Georges Marchais, de la situation politique et de la préparation du vingt-cinquième congrès du parti, prévu pour le mois de février. La situation au sein du PCF a notablement évolué depuis la réunion du comité central des 26 et 27 juin, marquée par le résultat des élections européennes (11,28 % des voix pour le PCF) et par les questions ou les critiques que ce résultat avait inspirées à certains responsables du parti.

M. Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central, a pu

débats du comité central, a déclaré M. Plissonnier, c'est le rassemblement. Nous voulons rassembler les Français qui ont cru aux engagements de la gauche.

Le discours de la direction du PCF, officialisé par M. Marchais le 8 septembre, est fixé. « La pratique du programme commun a été une erreur », a dit M. Plissonnier; le PCF « est arrivé au terme d'une expérience de vingt-cinq années »; « le parti ne renoncera jamais à la politique d'unité, mais on ne va pas proclamer l'union de la gauche l'Union de la gauche ». M. Plissonnier a précisé toutefois : « Électoralement,

Révolution culturelle à la libyenne

Comment le colonel Kadhafi entend conduire son pays vers une « société libre et heureuse »

De notre envoyé spécial

Tripoli. — Quatre mois après les « événements » du 8 mai — linote à laquelle on a recours ici pour désigner la bataille rangée qui a opposé, au centre de la capitale, des opposants islamistes à la garde révolutionnaire — l'ordre paraît rétabli d'un bout à l'autre de la Jamahiriya (Etat des masses) libyenne. On entend plus parler, en tout cas, d'attentats et de sabotages dans des bases militaires et dans les supermarchés d'Etat, qui avaient marqué les premiers mois de l'année. Les échos de la contestation dans les milieux populaires et la grogne dans l'armée ont cessé d'être entendus. Les ordres des observateurs étrangers. Le colonel Kadhafi a annoncé triomphalement, dans un discours prononcé le 1^{er} septembre devant le congrès général du peuple (équivalent d'un parlement) qu'il était parvenu à « éradiquer les chiens errants de l'impérialisme américain comme on érase des choix » (sic).

La répression exercée essentiellement contre les musulmans traditionalistes a été impitoyable et parfois spectaculaire. La radio et le télévison ont diffusé, dans la première quinzaine de juin, les « confessions » de ceux qui auraient été entraînés au Soudan par des instructeurs américains pour se livrer à des actes de violence et pour assassiner les principaux dirigeants du pays. Les pendaisons publiques — une douzaine selon les autorités — qui s'ensuivirent ont également reçu la plus large publicité sur le petit écran. Les officiels ont été plus discrets sur les arrestations opérées qui se comptent par centaines, sinon par milliers. Beaucoup de suspects ayant été libérés après interrogatoire dans des camps de tri, il est pratiquement impossible d'avancer un chiffre fiable.

ERIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)



Le Parti travailliste israélien sera-t-il un « Likoud à visage humain » ?

De notre correspondant

Jérusalem. — Pour revenir au pouvoir après sept ans passés dans l'opposition, le Parti travailliste israélien a-t-il trahi ses idéaux, oublié ses principes ? Ou s'arrêtera-t-il à droite ? Telle est la question-clé que suscite son alliance avec le Likoud — ennemi juré hier encore — au sein d'un gouvernement d'union nationale imposé par les exigences de l'arithmétique parlementaire tenant à un système électoral paralytant.

Les plus féroces censeurs de l'actuelle direction travailliste l'accusent d'avoir « vendu son âme » au oem du réalisme et d'avoir fait passer son appétit de pouvoir avant les intérêts permanents du parti. « Au yeux de beaucoup », constate avec ironie l'éditorialiste du *Jerusalem Post*, le Parti travailliste est devenu un supermarché politique, offrant

toutes sortes d'idéologies à des prix raisonnables.

Sans nourrir la moindre illusion sur les rudes moments qui l'attendent, M. Pérès rétorque que, faite d'avoir pu déloger le Likoud, l'important est de l'avoir contraint à partager le pouvoir. Arrivé en tête, filé de justesse, aux législatives du 23 juillet, le Parti travailliste avait vocation à gouverner. Pourquoi aurait-il dû, ajoute M. Pérès, laisser gentiment sa place au Likoud en perte de vitesse ? La direction travailliste n'est pas loin de confier à l'expérimentée d'union nationale une valeur thérapeutique, puisqu'elle permettra de montrer aux Israéliens — au demeurant massivement favorables depuis longtemps à cette formule — que les héritiers de Beo Gourio et de Golda Meir

ne sont pas voués pour toujours à l'exil de l'opposition, qu'ils sont capables de faire mieux que le régime du Likoud, o'est pas éternel, quitte, dans un premier temps, à « préconiser l'oltrance ».

Mais la nécessité de fonder l'union sur « le plus petit dénominateur commun » exige soit de laisser en suspens les sujets de discorde, soit de les dissimuler sous le flou artistique de déclarations vagues, voire contradictoires. Pourtant, les ruses de la sémantique ont une limite. Sur deux points cruciaux pour l'avenir d'Israël — la colonisation dans les territoires occupés et le règlement de la question palestinienne — le parti de M. Pérès a accepté de sacrifier, à des degrés divers, les principes qu'il proclamait de longue date.

S'agissant des implantations juives en Cisjordanie et à Gaza, la doctrine travailliste était claire. S'il accédait au pouvoir, le parti de M. Pérès « gèlerait » le processus de colonisation dans les zones à fort peuplement arabe (environ 70 % de la superficie des territoires occupés), sans pour autant démanteler la moindre implantation déjà existante. La difficulté tient au fait que le Likoud, à l'approche des élections, s'est empressé d'accéder à l'« aoxexion rampante » de la Cisjordanie, en approuvant l'établissement, avant un an, de vingt-huit nouvelles implantations. Les travaillistes veulent ramener ce nombre à cinq ou six au maximum. Le différend n'a pas été tranché.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 3.)

dire, le vendredi 14 septembre, au cours d'un déjeuner de presse organisé à l'occasion de la parution de son livre, que le rapport alors présenté par M. Claude Popereit, membre du bureau politique, et qui avait été soumis au vote du comité central, avait bien été, en fait, adopté par lui, et à l'unanimité, dès lors que la résolution votée s'y référerait. Cette affirmation, de nature à surprendre certains membres du comité central, montra que le repli tactique de la direction du parti, à ce moment-là, a été utilement mis à profit, depuis, pour maîtriser le débat provoqué par les élections européennes.

Le changement de gouvernement et la décision de ne pas participer à celui de M. Laurent Fabius ont, de ce point de vue, été fort utiles, dans la mesure où ils ont permis de déplacer la discussion. Il n'est plus question de l'évolution du PCF, de ses modes d'organisation et de fonctionnement, de son analyse du « socialisme réel ». « Ce qui sera à la base des

c'est une autre affaire. On verra le moment venu. » Cette question de l'alliance électorale et de ses contraintes pourrait difficilement être laissée de côté par le comité central.

La direction du parti apparaît, quel qu'il en soit, soudée en un noyau, au sein duquel M. Plissonnier et M. Roland Leroy, directeur de l'*Humanité*, semblent jouer, autour de M. Marchais et avec MM. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, et Maxime Gremetz, chargé de la politique extérieure, un rôle essentiel. M. Plissonnier, homme de métier, M. Leroy, homme de pouvoir : deux dirigeants dont il peut être utile d'avoir en tête la personnalité pour comprendre l'évolution du Parti communiste dans les mois qui viennent.

PATRICK JARREAU.

(Lire page 8 les portraits de ROLAND LEROY et de GASTON PLISSONNIER.)

La télévision du matin

Vers une nouvelle répartition des missions et des tranches horaires entre les chaînes

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat aux techniques de la communication, rendra, au cours de la semaine prochaine, un arbitrage attendu sur les conditions de lancement de la télévision du matin et sur une nouvelle répartition des missions et créneaux horaires entre les trois chaînes : à Antenne 2 — l'audacieuse — la responsabilité des programmes de la trêche la plus matinale (7 h-9 h), les cinq premiers jours de la semaine; à TF-1 la charge des matins — plus serins — du week-end; à FR3 enfin, la carte ambitieuse de la régionalisation.

L'occasion pour les chaînes du service public de démontrer leur possible cohérence et complémentarité. Une complémentarité longtemps mise à mal par la retransmission simultanée sur les trois chaînes des

journaux régionaux de FR3 dont TF-1 pourait désormais se voir dispensée.

Que de temps perdu ! Dix ans peut-être. D'énergies gaspillées, d'initiatives découragées, d'idées ou d'espéros retoulées ! Dix ans sans doute, pendant lesquels les professionnels ont dû s'empêcher de rêver à de nouveaux espaces, tant semblaient cadencées les grilles de nos programmes et figés à jamais l'ensemble des créneaux. Dix ans, bientôt, que Marcel Jullian, alors PDG d'Antenne 2, s'était aventuré à évoquer le principe d'une télévision du matin et risqué à critiquer cette clause inouïe du cahier des charges qui impose aux deux premières chaînes un décrochage quotidien obligatoire à 18 h 15 pour les informations régionales de FR 3 ! Trois chaînes pour une même image, une

même image sur les trois chaînes... Archaisme à visée électoraliste, défendu pied à pied par la classe politique unanime, mais aussi démarche totalitaire qui ne laisse au téléspectateur aucune autre issue que d'éteindre son poste...

Que de temps perdu ! Pour porter enfin sur les chaînes du service public un regard d'ensemble, pour leur imposer des complémentarités et pour sortir du carcan midi-minuit.

ANNICK COLJEAN.

(Lire la suite page 20.)

Une semaine avec la France du grand large

AUJOURD'HUI : Les territoires du Pacifique
LIRE NOS ARTICLES ET REPORTAGES PAGES 9 A 12

SORTIE NATIONALE LE 19 SEPTEMBRE

OVATION DU PUBLIC. VOTE UNANIME DU JURY

PALME D'OR CANNES 84

HARRY DEAN STANTON - NASTASSIA KINSKI
DEAN STOCKWELL - AURORE CLEMENT - ET POUR LA PREMIÈRE FOIS HUNTER CARSON

PARIS, TEXAS

UN FILM DE WIM WENDERS ÉCRIT PAR SAM SHEPARD
MUSIQUE DE RY COODER

illé

pour les progrès les plus importants en matière de santé

COLETTA 211-40

asculin

pour la ville de...

NATHALIE MONT-SERVAN

FRANCO RRE

LE HOMMES

VOLPANS - TEL 211-40

RT SES GRIFFES

Dior Renoma Dormeuil Hasting

MODE MASCULINE ECONOMIE

PARIS (2^e) - 296 99 04

Dates

RENDEZ-VOUS

Samedi 15 septembre. - Strasbourg: Entrée en fonction du nouveau secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. F. Karasek.
RFA: Visite du président roumain, M. Ceausescu.
Dublin: Réunion des ministres des finances des Dix.
Dimanche 16 septembre. - Vienne: Réunion du comité de surveillance de l'OPPEP.
Jerusalem: Procès de résistants extrémistes arabes.
Lundi 17 septembre. - Japon: Visite de M. Jaeknes Chirac.
Bruxelles: Conseil des ministres des affaires étrangères et conseil des ministres de l'Agriculture des Dix.
Mardi 18 septembre. - Afrique du Sud: Inauguration de la nouvelle Assemblée comportant une chambre mixte et une chambre indienne.
Jeu 19 septembre. - Dublin: Réunion informelle des ministres des affaires sociales des Dix.
Vendredi 21 septembre. - Washington: Réunion des ministres des finances d'un groupe des vingt-quatre.
Manille: Douzième anniversaire de la loi martiale.

Sports

Mardi 19 septembre. - Football: Premier tour de la Coupe d'Europe des clubs champions: Bordeaux-Bilbao. Premier tour de la Coupe de l'UEFA: Paris-Saint-Germain - Heart-of-Midlothian (Ecosse), Monaco-CSKA Sofia.
Vendredi 21 septembre. - Football: Championnat de France (neuvième journée).
Samedi 22 septembre. - Moto-cyclisme: Quarante-huitième Bol d'Or sur le circuit du Castellet (Var).

Le Monde

Service des Abonnements
 7527 PARIS CEDEX 09
 C.C.P. Paris 4207-23
 ABONNEMENTS
 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
 341 F 605 F 839 F 1088 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
 PAYS VOIE NORMALE
 661 F 1245 F 1819 F 2360 F
ÉTRANGER
 (par message)
 L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
 FAYS-BAS
 381 F 685 F 979 F 1240 F
 II - SUISSE, TUNISIE
 454 F 830 F 1177 F 1536 F
 Par voie aérienne
 Tarif sur demande.
 Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien indiquer sur chaque chèque le numéro de leur demande.
 Changement d'adresse définitif ou provisoire (deux semaines au plus): les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
 Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
 Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets en espèces d'impression.

LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 9 DA; Maroc, 9 dir.; Tunisie, 500 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 35 fr.; Canada, 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 400 F CFA; Danemark, 7,20 Kr.; Espagne, 180 pes.; E.-U., 1,70 \$; Grèce, 35 p.; Inde, 75 dir.; Israël, 478 P.; Italie, 0,300 Lit.; Luxembourg, 25 L.; Norvège, 16,00 kr.; Pays-Bas, 2,50 f.; Portugal, 100 esc.; Royaume-Uni, 460 F CFA; Suède, 300 kr.; Suisse, 1,70 L.; Venezuela, 190 bs.

5, RUE DES ITALIENS
 7527 PARIS CEDEX 09
 Tél. MONDIPAR 626272 F
 C.C.P. 4207 - 23 PARIS
 Tél.: 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
 Gérant:
 André Laurens, directeur de la publication
 Ancien directeur
 Hubert Boncompagni (1944-1969)
 Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie de « Le Monde »
 S. r. l. des Italiens
 PARIS-IXE
 Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administrateur
 Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
 ISSN: 0398-2207

IL Y A DIX ANS, LA DÉPOSITION DE HAILÉ SELASSIÉ

Le dernier roi des rois sort de scène

12 septembre 1974: quelques passants filèrent dans une rue d'Addis-Abeba. Ils aperçurent un petit véhicule de vieillards dans lequel est assis un vieillard à l'attitude noble et digne, accompagné d'un jeune homme. Ce qui peut plonger leur regard dans la voiture reconnaissent l'empereur Haïlé Selassié. La radio, au milieu d'un ensemble de décisions du mystérieux Derg allant de la suspension de la Constitution et de la dissolution du Parlement à la proclamation de la loi martiale, vient d'annoncer sa déposition. Le jeune homme qui se tient à ses côtés est son petit-fils, Lakander Desta, ancien commandant en chef adjoint de la marine éthiopienne. Deux mois plus tard, il sera l'une des soixante personnalités de l'empire exécutées sommairement.

Haïlé Selassié ne reverra jamais le palais qu'il vient de quitter. Il partagera les derniers mois de sa vie, captif, traité d'ailleurs avec certains égards, entre une petite maison située dans les quartiers de la quatrième division et l'hôpital où il subira une intervention chirurgicale. Il mourra le 27 août 1975 à l'âge de quatre-vingt-trois ans dans des circonstances mal éclaircies, mais communiquées à la presse en des termes de nature à éveiller des doutes, sinon des soupçons.

Ainsi se termine le règne du roi des rois, héritier d'une couronne deux fois millénaire, d'une dynastie plusieurs fois centenaire, et qui a mené - personnellement et souverainement - les destinées de son pays pendant cinquante-huit ans.

Un tempérament d'acier

En 1960, lorsque je suis accrédité auprès de lui comme ambassadeur de France, son règne est à son apogée. Porté au pouvoir en qualité de régent et de prince héritier en septembre 1916, alors qu'il était encore le ras Tafari, par une assemblée de dignitaires ecclésiastiques et civils, couronné empereur en 1930, il a rendu d'immenses services à son pays. Avant la guerre de 1935, il a révoqué les féodalités à l'impulsion, obtenu l'adhésion de l'Éthiopie dans la Société des Nations, fait reculer la traite des esclaves, puis confirmé l'abolition de l'esclavage que les Italiens avaient proclamée en 1936. Ce qui lui vaudra une place à part dans l'histoire de l'Éthiopie sera d'avoir, à travers la campagne de 1935-1936 et la tourmente de la deuxième guerre mondiale, sauvé l'indépendance de l'empire, d'en avoir agrandi le territoire et le fédérant avec l'Érythrée et de l'avoir ainsi doté d'un accès à la mer.

Aujourd'hui, son souvenir s'est estompé dans les esprits. Une version facile tend à s'accréditer. On se représente Haïlé Selassié comme un potentat, habile aux manœuvres diplomatiques, certes, mais avide de luxe, menant en dictateur un empire archaïque, essentiellement attaché à prolonger un état de choses suranné et ne se penchant que de très haut sur la condition du peuple. Ce portrait presque caricatural est-il bien, même ramené à de plus justes nuances, celui du défenseur de l'indépendance éthiopienne? La personnalité de l'empereur fut-elle tout autre?

Traditionaliste, certes il l'est, mais essentiellement dans la forme. Du *hidj* (enfant) éthiopien, il lui reste quelque chose. C'est bien un empereur d'Orient qu'on ne croit le bon qu'on rencontre en liberté dans les jardins ou les deux guépards enchaînés aux colonnes du palais les jours de réception. L'étiquette byzantine vit toujours dans un hiérarchie qui interdit au souverain de s'asseoir en public, sinon derrière un paravent qui n'est escamoté que lorsqu'il a adopté le maintien de dignité figée qui sied à la majesté impériale.

Haïlé Selassié est petit, sec, fluet. Cet extérieur frêle cache un tempérament d'acier. Son accen-

est d'une exquise courtoisie, et son affabilité s'accompagne de réserve et d'une maîtrise de soi dont il ne se défait jamais. Aussi ne se livre-t-il pas facilement; il ne dit jamais que ce qu'il veut dire. Tout cela est chez lui non seulement une seconde nature, mais aussi une ascèse et une technique du pouvoir.

Les fastes que l'on prêtait volontiers à un descendant de la reine de Saba ne se manifestent que bien rarement, une ou deux fois par an, généralement à l'occasion de la visite d'un chef d'État étranger. Le lustre des réceptions de la cour d'Éthiopie résulte bien davantage du sens que l'empereur a du spectacle que d'une prodigalité qui ne m'a jamais paru dépasser celle des autres États en semblables occasions. Il tient à la grandeur barbare des immenses salles du « vieux géubi » (palais), à la parfaite ordonnance de la cérémonie, à l'éclat des uniformes et des livrées, à l'air des gardes postés à l'entrée, dans la tenue de bon sur la tête, la lance à la main et à l'avant-bras, le bouclier en peau d'hippopotame. Quand les invités se rendent à la salle du banquet par une galerie couverte, les trompettes d'argent lancent de longs appels dans la nuit. De tels défilés joints aux attitudes précieuses naturelles chez Haïlé Selassié contribuent à entourer le personnage d'une aura quasi mythique. Il peut difficilement s'en défaire. A dépeindre sa légende, il risque de perdre son charisme. Et pourtant, ce qui amènera sa perte tient peut-être aussi à ce style.



ROUZ

Mais cela ne signifie nullement qu'il dédaigne les compétences et néglige de s'entourer de conseils. Le gouvernement éthiopien n'est aucunement un agrégat de vieux chefs passés et de serviteurs obéissants. Tout au contraire, il est constitué d'hommes cultivés, d'esprit ouvert, connaissant le monde de leur temps, et presque toujours jeunes. Rares sont les ministres de plus de soixante ans; beaucoup ont reçu leur portefeuille avant quarante ans. Pour ne citer que quelques exemples, parmi ceux que j'ai connus, des hommes comme Akilou Hapte Wold, treize ans ministre des affaires étrangères, et dix-sept ans premier ministre, ou Mammo Tadesse, ministre d'État auprès du premier ministre à trente-quatre ans puis ministre de la justice, enfin ministre des finances, pouvaient se mesurer avantageusement aux dirigeants des pays les mieux dotés en personnel politique.

Le roi des rois est tout le contraire d'un homme cruel ou sanguinaire. Il disait ne pas connaître la haine, sentiment trop fruste pour lui. Dès 1924, il a supprimé toute la gamme des supplices et mutilations qui composaient le système répressif éthiopien (mains ou pieds coupés, etc.). Certes, la pratique du gouvernement impérial n'est pas marquée par un respect méticuleux des droits de l'homme et des libertés publiques; ni peut-être, surtout, des procédures assurant la sauvegarde telles qu'on les conçoit dans les pays authentiquement démocratiques. Certaines décisions, particulièrement pendant des périodes de crise, peuvent être entachées d'arbitraire. Elles sont peu fréquentes et en général d'importance mineure.

Après les rafles parmi les manifestants, notamment étudiants, les arrestations maintenues étaient rarement prolongées au-delà de quelques semaines. Les procès de caractère politique avaient pour objet des conspirations. Comme l'a dit un Anglais au dix-neuvième siècle, « le complot est le sport national des Éthiopiens ». Seules étaient impliquées dans ce genre d'affaires des personnalités influentes. Dans les cas dont j'ai eu connaissance, soit pendant mon séjour, soit au cours de recherches historiques, la culpabilité des accusés m'a paru établie et l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'État justifiée. Les poursuites se sont terminées assez fréquemment par des condamnations à mort. L'empereur a communiqué en peines de détention une très large majorité d'entre elles. De nombreux exemples de sa clémence sont enregistrés par l'histoire. Ce qui a refusé exceptionnellement furent presque toujours ceux qui avaient tué.

CORRESPONDANCE

Les républicains espagnols dans le débarquement de Provence

Eduardo Pons-Prades, ancien du 13^e régiment de marche de la Légion étrangère et historien, nous adresse la lettre suivante à propos de l'article consacré au quarantième anniversaire du débarquement en Provence (Le Monde daté 12-13 août).

« Votre article ne parle pas des républicains espagnols de la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère, dont, pourtant, les états de service ne souffrent la comparaison avec aucune autre unité alliée de la deuxième guerre mondiale. Jugez vous-même: campagne de Norvège (avril-juin 1940); Cameroun-Tchad (aux côtés de Leclerc), hiver 1940-1941; campagne d'Érythrée (printemps 1941); campagne du Moyen-Orient (Liban-Syrie), pendant l'été 1941. A partir de mars 1942, ils sont intégrés à la 1^{re} brigade de la France libre, et dans le dispositif - en Libye - de la VIII^e armée britanni-

que. Bir-Hakeim (mai-juin 1942). Campagne de Libye et de Tunisie (1942-1943). Campagne d'Italie (printemps-été 1944). Débarquement en Provence, au sein de la 1^{re} division blindée de la France libre, commandée par le général de Latre de Tassigny. Libération de la vallée du Rhône et progression vers l'Alsace (été-automne 1944).

Les républicains espagnols (presque tous anciens soldats de l'armée républicaine espagnole) de la 1^{re} division blindée se retrouvent, fin novembre 1944, au sud de Strasbourg avec leurs compatriotes de la 2^e division blindée (Leclerc). Plusieurs milliers de républicains espagnols ont contribué, de septembre 1939 à mai 1945, à libérer plus de vingt pays sur trois continents. La « récompense » des alliés est venue: laisser le franquisme se maintenir au pouvoir pendant trente années de plus.

Le complot « sport national »

Après les rafles parmi les manifestants, notamment étudiants, les arrestations maintenues étaient rarement prolongées au-delà de quelques semaines. Les procès de caractère politique avaient pour objet des conspirations. Comme l'a dit un Anglais au dix-neuvième siècle, « le complot est le sport national des Éthiopiens ». Seules étaient impliquées dans ce genre d'affaires des personnalités influentes. Dans les cas dont j'ai eu connaissance, soit pendant mon séjour, soit au cours de recherches historiques, la culpabilité des accusés m'a paru établie et l'inculpation d'atteinte à la sûreté de l'État justifiée. Les poursuites se sont terminées assez fréquemment par des condamnations à mort. L'empereur a communiqué en peines de détention une très large majorité d'entre elles. De nombreux exemples de sa clémence sont enregistrés par l'histoire. Ce qui a refusé exceptionnellement furent presque toujours ceux qui avaient tué.

C'était, en réalité, d'une manière beaucoup plus débonnaire que Haïlé Selassié mettait hors d'état de nuire les opposants non engagés dans la subversion active, mais peut-être tentés de le faire. Souvent il les nommait à des fonctions les obligeant à résider à Addis-Abeba. Ils pouvaient ainsi jouir des délices de la capitale, tout en restant sous son regard perçant mais vigilant. Ou il les envoyait comme ambassadeurs à l'étranger.

Pendant la période de troubles qui précéda sa chute, ce qu'il fit et surtout ce qu'il évita de faire, et qui l'eût peut-être sauvé, précéda le plus souvent de la volonté de ne pas terminer son règne dans le sang. Il n'y eut pas de guerre civile aussi longtemps que, fût-ce d'une manière factice, il demeura chef de l'État.

Ces méthodes héritées du passé et auxquelles on ne peut refuser un caractère d'humanité se doublèrent chez l'empereur de la volonté de moderniser l'État. Des influences qui s'étaient exercées sur

lui dans sa jeunesse - celle de son père, le ras Makonnen, celle de l'Église copte, ou d'un missionnaire français avec qui il fut jusqu'à la mort de ce dernier, lié d'une profonde amitié, Mgr Jarousseau - il n'avait reçu d'autre vocation que la doctrine de la monarchie de droit divin. Mais le rêve de ses jeunes années avait été la modernisation de l'Éthiopie, et dès qu'il fut prince héritier, il songea à doter son pays d'une Constitution. Il lui en donna deux, l'une en 1931, l'autre en 1955. Le texte de la dernière représentait une étape majeure dans la voie de la monarchie parlementaire.

Si le Sénat et surtout la Chambre des députés, composée de notables villageois et de petits fonctionnaires (instituteurs), n'eurent qu'une activité embryonnaire, ce fut parce que les parlementaires, dans un tel système, étaient eux-mêmes surpris et embarrassés du pouvoir qu'ils avaient reçu. Avec le temps, l'initiative et l'autorité des deux Chambres s'accrurent, sans qu'elles en arrivent à constituer un véritable contre-pouvoir à la couronne.

Haïlé Selassié pouvait-il faire davantage? Quel pas a-t-on amené à franchir, en quelques décennies, les étapes qui ont demandé aux autres des siècles d'évolution?

Les efforts de réforme

Il semble injuste de reprocher au roi des rois d'avoir négligé les problèmes qui touchent de près la condition du peuple. Mais sa méthode des « petits pas », méfiance envers le soudain et le spectaculaire, n'a pas mis en valeur les efforts nombreux et tenaces qu'il a faits. Pourtant il avait depuis 1928 adopté à plusieurs reprises des mesures pour améliorer le sort des « tenants » de la terre. Il prépara, à dater de 1968, une réforme agraire d'ensemble qui ne put être votée, les élections de 1974 n'ayant jamais eu lieu. Au « savoir qui améliore et modère toute chose », il réussit à créer une élite intellectuelle et fonda l'université d'Addis-Abeba. Mais il ne put mener l'œuvre d'alphabétisation aussi loin qu'il l'eût souhaité. L'Éthiopie comptait de son vivant un nombre de pays ayant les plus bas niveaux de production national brut par tête. Sur ce point, la comparaison reste en sa faveur. En 1974, elle avait derrière elle le Tchad, le Mali, la Somalie, la Haute-Volta, le Niger, le Rwanda et la Guinée. Tous ces pays, en dehors du Tchad et de la Somalie, l'ont aujourd'hui dépassée.

La famine du Wollo, qui fut si largement exploitée contre lui, prend un autre aspect quand on constate que depuis dix ans la pénurie alimentaire n'a fait que s'étendre en Afrique, que les gouvernements des pays sinistrés sont incapables d'y porter remède par leurs propres moyens et que l'aide internationale n'y parvient qu'imparfaitement.

Haïlé Selassié peut se définir essentiellement comme un prince chrétien. Il avait reçu en héritage un instrument: la monarchie absolue. Il ne pouvait disposer d'aucun autre avant de nombreuses années. Mais il s'en servit dans les limites que lui imposait le sentiment religieux. Il ne s'est nullement refusé à évoluer ou à réformer. « La force de l'histoire, disait-il, ne peut être contenue ni limitée. » Il l'a fait avec mesure, avec une égale horreur du désordre et de la contrainte. Il l'a tenté dans tous les domaines, politique, économique, social; on peut lui reprocher d'avoir progressé trop lentement dans certains, de n'avoir pas atteint ses objectifs dans d'autres, non de n'avoir pas entrepris. Pouvait-on faire mieux et plus vite? Ce qui s'est passé au cours des dix ans qui ont suivi sa déposition autorise tout au moins la question.

GONTRAN DE JUNIAC.
 Auteur du Dernier Roi des rois (Plon 1979).

LES ÉLECTIONS L'Union COD

Progrès importants
 De notre envoyé spécial
 Les élections législatives ont été marquées par une victoire importante de l'Union COD. Les députés élus ont exprimé leur soutien à la politique de réformes économiques et sociales. Les résultats ont été considérés comme une reconnaissance de la part du peuple pour les efforts de développement. Les députés élus ont promis de poursuivre la mise en œuvre des programmes de réforme. Les élections ont été marquées par une participation élevée des citoyens. Les résultats ont été considérés comme une victoire pour l'Union COD. Les députés élus ont exprimé leur soutien à la politique de réformes économiques et sociales. Les résultats ont été considérés comme une reconnaissance de la part du peuple pour les efforts de développement. Les députés élus ont promis de poursuivre la mise en œuvre des programmes de réforme. Les élections ont été marquées par une participation élevée des citoyens. Les résultats ont été considérés comme une victoire pour l'Union COD.

Révolution cu

La révolution cubaine a été marquée par des changements importants. Les dirigeants ont mis en œuvre des réformes économiques et sociales. Les résultats ont été considérés comme une victoire pour le mouvement révolutionnaire. Les dirigeants ont promis de poursuivre la mise en œuvre des programmes de réforme. Les élections ont été marquées par une participation élevée des citoyens. Les résultats ont été considérés comme une reconnaissance de la part du peuple pour les efforts de développement. Les dirigeants ont promis de poursuivre la mise en œuvre des programmes de réforme. Les élections ont été marquées par une participation élevée des citoyens. Les résultats ont été considérés comme une victoire pour le mouvement révolutionnaire.

مسألة من الأهل

صوتنا من الامم

Etranger

LES ELECTIONS LEGISLATIVES AU MAROC

L'Union constitutionnelle largement en tête

Progrès importants de l'USFP et recul de l'Istiqlal

De notre envoyé spécial

Rabat. — Les jeunes cadres de l'Union constitutionnelle ont leur avenir devant eux. Le scrutin des élections législatives, qui sont pleines de promesses. Il est à 13 h 30, ce samedi 15 septembre, lorsque M. Maati Bouabid, ancien premier ministre, fait cette déclaration à la télévision, alors que se précisait la victoire de son parti. Il a été précédé par M. Ali Yata, secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme (communiste), qui « déplore l'inter-vention de certaines autorités locales et quelques irrégularités ».

obtenus... 100 % des voix. Le symbole est clair : ce chef de tribu a renouvelé implicitement le serment d'allégeance au trône chrétien. Quelques autres résultats ont également une signification particulière. C'est le cas de l'élection de M. Karachoui, ancien rédacteur en chef d'Al Moharrir (Libération), organe de l'USFP, qui a passé plusieurs mois en prison après la suspension de ce journal à la suite des émeutes de Casablanca en 1981. Il en va de même de la victoire de M. Jo Obana, israélien, et ancien compagnon de Ben Barka, qui a rallié l'Union constitutionnelle. De même, le fait que l'Organisation de l'action démocratique et populaire ait un élu permettra aux gauchistes « qui ne mettent en cause ni le principe monarchique ni la récupération des provinces sahariennes » de faire entendre leur voix. En revanche, la défaite de M. Ghallab, député sortant et ministre, considéré comme l'idéologue de l'Istiqlal (il a été longtemps rédacteur en chef du quotidien Al Alam), sera durement ressentie par ce parti, qui recule de près de 50 % par rapport aux législatives de 1977, où il avait obtenu 46 sièges.

Participation de 65 % Comme prévu, l'Union constitutionnelle arrive largement en tête avec 55 sièges, et la désignation prochaine du tiers de la Chambre des représentants au suffrage indirect devrait lui permettre d'améliorer encore son score. Viennent ensuite, le RNI avec 38 sièges, l'USFP 34 sièges (deux fois plus qu'en 1977), le Mouvement populaire, 33 sièges, suivi de l'Istiqlal 23 sièges, du PND 15 sièges, du DPF qui aura deux députés au lieu de un et de l'OADP, 1 siège.

97 % l'union avec la Libye, se sont moins déplacés pour aller être leurs représentants. La participation électorale a été de l'ordre de 65 % contre 82,36 % en 1977. Pourtant les partis n'avaient pas ménagé leurs efforts pour inciter les électeurs à ne pas bouder les urnes. Sur les murs, autour des bureaux de vote, les candidats avaient fait coller des affiches aux couleurs de leur parti, avec de grands portraits pour s'assurer que ceux qui ne savent pas lire ne les confondront pas avec l'adversaire. Dans les bureaux que nous avons visités, les observateurs désignés par les partis pour surveiller les opérations électorales estimaient que celles-ci se déroulaient correctement, mais des responsables ont dénoncé ici ou là des irrégularités et des pressions exercées par les autorités locales. Dans les couloirs des écoles, de longues files de femmes, certaines portant leur enfant dans le dos, attendant de passer dans l'isoloir. L'affluence des hommes a été plus grande à l'heure du déjeuner. En revanche les jeunes ont donné l'impression de bouder les urnes, du moins à Rabat et à Salé.

PAUL BALTA.

El Salvador

Le massacre au bord de la rivière Gualsinga

Santa-Lucia (Reuter). — Des amas de haillons gisent encore là où des centaines de paysans pourchassés par l'armée les ont abandonnés avant de périr, abrutis ou noyés, au bord de la rivière Gualsinga, à la fin août. Dans un ravin qui débouche sur la rivière reposent des squelettes brisés et un petit crâne gisant à côté d'un biberon.

Les survivants admettent tous leur sympathie pour le Front Farabundo Martí. Ils reconnaissent qu'au moins quatre guérilleros se trouvaient avec eux et que ceux-ci ont ouvert le feu pour tenter de briser le cercle de leurs assaillants. L'opération de l'armée, qui menait une offensive contre les insurgés, a débuté le 28 août par le pillage d'El Tamarindo et de deux villages voisins, Hacienda et Lanones, à quelque 70 kilomètres au nord de la capitale. Les habitants de ces trois localités ont fui. Après avoir parcouru des routes de montagne escarpées, ils se sont arrêtés pour se reposer près de Santa-Lucia, et se sont aperçus qu'ils étaient encerclés.

Le Parti travailliste israélien sera-t-il un « Likoud au visage humain » ?

(Suite de la première page.)

Tout nouveau programme d'implantation devra être approuvé par la majorité des membres du gouvernement. La stricte parité existant au sein du cabinet permettra donc aux travaillistes de stopper la colonisation. M. Pères a préféré, dans ce domaine, imposer ses vues grâce à une habileté de procédure plutôt qu'en brandissant des principes qui auraient brisé ses partenaires. Cela n'empêche pas de fervents partisans du Grand Israël, comme MM. Sharon ou Lévy, pour ne citer qu'eux, de proclamer à la cantonade, que l'œuvre de colonisation se poursuivra.

d'union nationale passe totalement sous silence ce qui constituait jusqu'ici l'ossature de tous les plans de règlement travaillistes et qu'on résumait d'ordinaire sous la formule « les territoires en échange de la paix ». Cet « oubli », évidemment délibéré, da « compromis territorial », c'est-à-dire de ce qui faisait l'originalité et la hardiesse relative des propositions travaillistes par rapport à celles du Likoud, risque de porter atteinte au crédit de M. Pères dans le monde arabe. Les responsables palestiniens des territoires occupés proches de l'OLP seront confortés dans leur propos — auquel ils n'osaient jusqu'ici pas croire tout à fait — selon lequel le Likoud et travaillistes sont « bonnet blanc et blanc bonnet ».

toute façon pour l'heure prêt à négocier. Les importantes concessions de M. Pères étaient peut-être indispensables pour lui permettre de devenir premier ministre. Elles étaient également en partie prévisibles et dictées par l'évolution du pays, d'abord depuis 1967, et surtout 1977. L'enracinement électoral de la droite a contraint le Parti travailliste à mener une campagne législative centriste destinée avant tout à « récupérer les déçus du Likoud ». D'une certaine façon, M. Pères ne fait que s'aligner sur la partie de l'électorat qu'il avait courtisé avant le scrutin.

Le glissement centriste

En outre, le programme d'union nationale fait référence, au moins à deux reprises, aux accords de Camp David, seul cadre d'un règlement négocié selon le Likoud, alors que les travaillistes, pour convaincre le roi Hussein de se joindre au processus de paix, ont besoin d'échapper au carcan d'un accord clairement rejeté par le souverain jordanien. On a un peu l'impression que M. Pères, sans l'avouer, a fait provisionnellement son deuil d'une « relance de la dynamique de paix », en sachant qu'aucun partenaire arabe ne semble de

Révolution culturelle à la libyenne

(Suite de la première page.)

Le djebel Nefoussi — massif montagneux qui borde, au sud, la Tripolitaine — a été sévèrement atteint par la répression. Peuplé en majorité de Berbères appartenant à l'aillo kharijite du Fialam, le djebel passait pour être un repaire d'opposants et un centre de subversion. Musulmans, puritains et conservateurs, nombre de Berbères opposaient une sourde résistance aux bouleversements socio-économiques effectués par le colonel Kadhafi, qu'ils considéraient comme un « imple », en raison de l'interprétation très libre qu'il donne des préceptes du Prophète.

« nouvelle société » dont il avait esquissé le contenu et les contours dans son « Livre vert », la bible idéologique de la Jamahiriya. « Ce serait une imbécillité de ne pas poursuivre la révolution jusqu'à son terme », s'est-il exclamé devant le congrès général du peuple avant de leur exposer son projet en la matière.

« cellules de la future société libre et heureuse », qui organiseraient le travail et les distractions, qui accompliraient les tâches qui sont actuellement du ressort de l'Etat.

Renoncer aux voitures particulières

Déjà à Tripoli, le service de voirie a cessé de fonctionner, les habitants étant chargés de s'organiser par quartiers pour balayer les rues et enlever les ordures. Inutile de préciser que cette expérience-pilote est loin d'être concluante. L'austérité sera la règle jusqu'à ce que la Libye atteigne « l'ère de l'auto-suffisance » : la consommation débridée — a déclaré le « guide de la révolution », a corrompu la société. Il faudra changer le mode de vie, renoncer aux « produits de luxe tels les voitures particulières », réduire les heures d'ouverture des supermarchés, établir une « hiérarchie des besoins », sélectionner les produits qui seront mis en vente. Des « associations de consommation », qui fonctionneront sans profit, serviront de relais entre l'« exploitation commerciale » déjà supprimée et les « marchés populaires » qui fonctionneront à l'avenir au sein d'une « société d'abondance ».

« Anéantir la bourgeoisie parasitaire »

Celui-ci, qui rappelle la révolution culturelle en Chine, est, à plus d'un égard, d'une nuance surprenante. Que l'on en juge : le colonel Kadhafi entend « anéantir la bourgeoisie parasitaire », la propriété privée ayant été déjà virtuellement supprimée, il définit cette catégorie de citoyens comme étant ceux qui « émargent au Trésor public, possèdent maisons et voitures, bénéficient d'avantages sociaux fournis par l'Etat sans pour autant fournir un travail productif ». Il viserait essentiellement les hauts fonctionnaires qui peuplent les villes. « Ces gens-là — estime-t-il — s'ennuient alors que les habitants des campagnes ne s'ennuient pas eux ». Il faudrait, dès lors, les priver des « privilèges sociaux tels que le téléphone, les routes, les égouts, l'eau potable, la sécurité sociale », avant qu'ils ne s'installent dans les secteurs productifs de l'économie, avant qu'ils n'aillent travailler dans les usines et dans les champs.

Ces « bourgeois bureaucratiques »

écartés, la fonction publique sera progressivement supprimée au profit d'une autogestion populaire, à laquelle le colonel Kadhafi a donné le nom de « massification », concept proche de la théorie de Lénine sur le « dépérissement de l'Etat ». En attendant il propose que les divers ministères (les « secrétariats populaires ») soient, à brève échéance, dispersés à travers le pays, dont chaque région serait, en soi, une Jamahiriya quasi autonome. En effet, ces nouveaux départements seraient dotés de leurs propres organes législatifs et exécutifs et assureraient la gestion de toutes les activités économiques, financières, sociales et culturelles, grâce à un budget alimenté par des taxes et des impôts prélevés localement. Le travail sera « entièrement collectivisé », la spécialisation éliminée autant que possible : les citoyens apprendront plusieurs métiers pour qu'ils puissent être interchangeables. Dans les villes et les campagnes, les habitants créeront des « coopératives popu-

Assassinat du maire de Rafah dans la bande de Gaza

Jérusalem (Reuter, AFP). — M. Mahmoud Kishia, maire de Gaza, ville de la bande de Gaza occupée, a été assassiné vendredi 14 septembre, a annoncé la police israélienne.

Plusieurs suspects palestiniens ont été interpellés. Les premiers résultats de l'enquête laissent penser que le maire, âgé d'une soixantaine d'années, a été victime d'un attentat politique.

LA GUERRE DU GOLFE

La destruction d'un navire panaméen par l'aviation irakienne a fait onze morts dont trois Britanniques

Londres (AFP). — La Grande-Bretagne a protesté « vivement » après de l'Irak à la suite de l'attaque par l'aviation irakienne d'un navire panaméen dans le Golfe, qui a fait onze morts, dont trois ressortissants britanniques, a annoncé, vendredi 14 septembre, le Foreign Office.

Peu après l'attentat, l'armée israélienne et la police ont bouclé le secteur et procédé à des fouilles.

GONTRAN DE JUNIAC
Attaché de Défense à Paris

INDE

Les « presseurs d'huile » d'Israël

Dans la mosaïque indienne, la communauté juive n'est certes qu'une minuscule pièce, encore réduite par l'ampleur des retours en Israël. Elle offre pourtant, au-delà d'une adaptation surprenante au milieu ambiant et au système des castes.

Correspondance

Bombay. — Dans l'avion qui le menait à Delhi, étape de ses Tristes tropiques, Lévi-Strauss comparait le spectacle des champs et des rizières, la terre divisée en infimes parcelles, à une très ancienne tapisserie aux tons roses et verts, « élimée par un long usage et inlassablement reprise ». Cette définition de la tapisserie est en fait, et ce n'est pas en évidence la maîtrise du paysage tant naturel que social.

Dans l'Inde des castes, de la hiérarchie où chaque groupe n'existe que dans sa relation avec les autres, les juifs ont su intégrer ce vaste ensemble. A Delhi, Bombay, Calcutta et tout le long de la côte ouest, les communautés juives se sont installées au cours des siècles. Dès le Moyen Age, Benjamin de Tudela (1167), Marco Polo (1293) et Albulafia (1331) rapportent dans leur carnet de route la présence de la communauté des Bné Israël (fils d'Israël), qui ne mangent pas de porc et vivent sur la côte de Malabar.

La date de l'arrivée des juifs Bné Israël en Inde reste un mystère et l'histoire rejette ici le mythe. Fuyant les déportations lors de la chute du royaume d'Israël en 175 avant J.-C., les Bné Israël seraient les descendants de sept couples ayant fait naufrage sur les côtes du Kélanik. L'absence dans leur rituel de fêtes religieuses liées à la destruction du second Temple à l'aube de l'ère chrétienne tendrait à confir-

mer l'hypothèse de cet exil lointain. Quoi qu'il en soit, il est certain que cette communauté est demeurée dans un très grand isolement. Oubliant l'hébreu pour le marathi, elle n'a gardé que le respect du sabbat, de la circoncision au septième jour et enfin la prière du shema, profession de foi juive récitée deux fois par jour. La tradition orale et ces quelques rituels devront longtemps suppléer l'absence de livres sacrés, et ce judaïsme « minimum » maintiendra toutefois l'identité du groupe. Il semble qu'ici l'environnement social et religieux, fondé sur la différence et la séparation, a été un élément favorable à la perpétuation du groupe.

Noirs et Blancs

Les Bné Israël, qu'on nomme aussi Shanwar Tel, « presseurs d'huile du samedi » (en marathi), par antiphrase puisqu'ils ne travaillent pas ce jour-là, ont été considérés comme appartenant à une caste inférieure. Leur travail, leur mettant en contact avec l'impur, leur assigne dans la société indienne une place peu élevée. Mais, à l'encontre de l'hindouïsme, le judaïsme n'impose aucunement une condition sociale immuable et les Bné Israël, surmontant bien des préjugés, sont devenus agriculteurs, commerçants, ou émigrèrent à Bombay, où ils sont aujourd'hui 4 500 environ. Certes, l'on rencontre encore des « presseurs d'huile » dans les villages du Kerala, mais leur métier, à leurs yeux, est plus que la conséquence malheureuse d'un naufrage.

Se conformant sur bien des plans à l'idéologie hindouiste, les Bné Israël, constitués d'une population blanche (Gora) et d'une population noire (Kala), maintiennent au sein même de la communauté une ligne de séparation stricte, interdisant les mariages entre Noirs et Blancs. Représentant à leur compte les conceptions de pureté et de souillure qui sont à l'origine de la division de la société en castes, ils font des juifs noirs des domestiques ou des « presseurs d'huile ».

Ce comportement de caste à l'inférieur même du groupe, sorte de réfraction de l'idéologie dominante, se retrouve dans l'accomplissement des gestes les plus quotidiens : qu'il s'agisse de prier, de boire le vin sanctifié, de se nourrir, tout s'accomplit dans des lieux séparés. L'acculturation à l'hindouïsme, combattue, textes à l'appui lors de la rencontre avec les juifs européens, ne change en rien une manière d'être et de faire désormais traditionnelle.

Ainsi, récemment encore, les Bné Israël refusaient de manger de la viande de bœuf, croyant se conformer à un interdit biblique alors qu'ils s'approprièrent en fait, par désir d'ascension sociale, un interdit réservé aux brahmanes. Indiens, ils le sont aussi dans leur apparence, vêtus de cotonnade blanche ou de saris. Les femmes vont au puits tandis que les hommes se rendent aux champs ou réparent des maisons.

Dans cette région tropicale, riche de rizières ou des cultures de thé, de café, de coton et de santal, la surpopulation incite les juifs à émigrer, et ils ne sont plus aujourd'hui qu'une centaine. Témoin de cet exode rural et de l'abandon des villages, voici une synagogue à quelques heures de Bombay par la route. Toit de tuiles rouges, sol en terre battue, c'est une petite bâtisse blanche comportant une pièce unique et vide. Au fond, une sorte d'autel de bois sculpté surmonté d'un rideau brodé d'une étoile de David rappelle une précoce désormais tannée. Ici, deux familles gardent les rouleaux de la Torah, ce livre qu'ils ne retrouvent qu'à la faveur de la colonisation hollandaise en 1663, quand les Bné Israël entrèrent en contact avec les juifs d'Espagne et du Portugal dont ils adoptèrent le rite sapharade. Mais cette liturgie fut largement enrichie des traditions locales, notamment de Kir-tan (1), poèmes et chants en marathi, paraphrases bibliques qui, pendant des siècles, ont été la tradition vivante d'un peuple d'Israël séparé du Livre.

C'est à cette même époque que les Bné Israël entrèrent en contact

avec les juifs de Cochin. Ceux-ci étaient en constantes relations avec les communautés du Caire, d'Espagne et du Yémen, dont ils étaient issus. Ils comptaient un grand nombre de lettrés. Faisant œuvre de « missionnaires », ils « rejudaisèrent » les Bné Israël en traduisant la Bible en marathi. Depuis fort longtemps, les juifs de Cochin avaient profités des ressources naturelles de l'Inde tropicale et de la situation portuaire. Exportateurs d'épices, ils s'étaient acquis places et prestige auprès des princes hindous, qui leur accordèrent des droits réservés aux castes supérieures.

Le droit à l'éléphant

Une plaque de cuivre gravée datée de 1020, offerte par le rajah Bhaskari Kavirvarman, leur accorde des terres et des privilèges héréditaires, tels ceux de « monter un éléphant, être transporté dans une litière, avoir une ombrelle, être précédé de tambours et trompettes, et de crier pour écarter les castes inférieures de son chemin... ». La protection des rajahs permit en outre d'éviter les foudres de l'Inquisition dans la période de la colonisation portugaise.

Mais la communauté de Cochin a été marquée davantage encore par la colonisation hollandaise : les fortunes commerciales et manufacturières prirent alors leur essor. La « rue juive » atteste toujours cette prospérité, ainsi que les synagogues et l'architecture « hollandaise ». La rue, à l'image du groupe, est fractionnée. Les Noirs habitent des maisons à un étage ; sous la veranda ils vendent des volailles et des œufs. Quelques enfants portent une calotte et une amulette rappelant leur attachement au dieu d'Israël. Les juifs noirs, qui représentaient 85 % de la population de Cochin — ils étaient deux mille cinq cents dans les années 50 — ont été les premiers à émigrer vers Israël et la Grande-Bretagne. Aujourd'hui leurs maisons sont occupées par des artisans hindous ou musulmans. La fraction intermédiaire de la rue est habitée par



les Meshuarim, fils de juifs blancs et d'esclaves indigènes. La partie haute de la rue, plus calme, loin des échoppes et des marchands ambulants, est occupée par les juifs blancs.

Il faut, enfin, mentionner les juifs au type chinois de l'Assam et les « Bagdoll » ou « Iroki », venus d'Irak. Fuyant l'islam, ils s'installèrent dans les grandes villes au milieu du dix-neuvième siècle. Sous l'impulsion de David Sassoon, ils ont créé des industries textiles et construit des synagogues. Dans le « temple rouge » de Poona, où ils prient, on rencontre des professeurs, des médecins, des journalistes, mais pas de juifs noirs. Eux se retrouvent de l'autre côté de la ville dans une petite synagogue ; ils sont vêtus à l'indienne et se déchaussent à l'entrée. Quant aux Irakis, vêtus à l'occidentale, ils demeurent dans la catégorie des étrangers.

La force de la société indienne traditionnelle réside dans le formidable appareil ordonné et hiérarchisant tous les fragments de ce vaste ouvrage qu'est le tissu social. Ses critères, adoptés au sein même de la communauté juive et que notre éthique égalita-

riste récuse, ont pourtant permis d'éviter la violence et l'antisémitisme. Et, puisque les juifs ne furent pas ici un peuple paria, comment expliquer leur départ en masse ? La pauvreté a poussé de nombreux Bné Israël à partir, d'autres ont quitté l'Inde avec les Britanniques, qu'ils avaient servis dans l'armée.

Enfonce dans l'exubérante végétation tropicale, au milieu de palmiers et de manguiers, la synagogue d'Alibag, rongée par l'humidité et les mousses, avec ses taches roses et vertes, dessine une fresque naturelle. Lors de la fête de Pourim, les juifs y viennent nombreux écouter la lecture des rouleaux d'Esther. Il y est dit que le roi Assuérus régnait sur un empire allant jusqu'à Odou, l'Inde. Dans le livre retrouvé, d'entendent-ils pas leur propre histoire ?

ULYSSES SANTAMARIA.

(1) L'association Mémoires d'Israël, qui fut fondée sur le haut patronage de Raymond Aron, accomplira, en octobre prochain, une mission pour recueillir ces chants.

ZIMBABWE

Le bois dont on fait les capitalistes

Comment dans un pays en marche vers le socialisme scientifique on encourage de petits entrepreneurs africains.

De notre envoyé spécial

Chinhoyi. — Capitaliste et fier de l'être. Ni honteux ni frileux même dans un pays qui se hâte lentement vers le socialisme scientifique, M. Kudzi Chidavaenzi, vingt-neuf ans, est un de ces petits entrepreneurs africains dont M. Robert Mugabe, premier ministre, souhaite qu'ils prennent le contrôle d'une économie encore largement dominée par des hommes d'affaires blancs. Quant à l'aboutissement de cette « révolution » — la mainmise de l'Etat sur l'ensemble des moyens de production, — bien main qui pourrait avancer une échéance. Ça, ce sera pour demain. Mais, au Zimbabwe, comme partout ailleurs sur le continent, de main verte souvent dire dans très longtemps...

Les discours et les résolutions du récent congrès de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), le parti au pouvoir, n'ont donc pas atteint le moral de M. Chidavaenzi. Va pour la rhétorique s'il faut en passer par là ! Pour rendre de l'étoffe et profiter de ses efforts, le temps ne lui sera pas mesuré. Le gouvernement est même disposé à prêter main forte à des gens comme lui, partis de rien, imaginatifs et travailleurs : petits commerçants, petits industriels, petits mineurs, petits agriculteurs. « Small is beautiful... »

Les banques privées s'intéressent déjà au sort de ces « seconds rôles ». Cinq d'entre elles — les

plus en vue sur la place de Harare — se sont associées au sein de la Finance Trust for Emergent Businessmen (FEBCO) pour leur accorder des facilités financières, à savoir des prêts à taux réduit et à très long terme, non sans mettre le nez dans leurs affaires pour limiter les risques. Depuis six ans, elles ont ainsi permis à quelque huit cents entrepreneurs de « faire surface », en mettant à leur disposition près de 14 millions de dollars. « Nous voulons aider les pauvres à devenir riches », explique tout simplement M. Makoni, le « patron » de la FEBCO, qui prend M. Chidavaenzi comme référence.

Les mains vides

L'aventure de M. Chidavaenzi commence dans une école missionnaire de campagne, tenue par l'Armée du salut, où il acquiert des rudiments de menuiserie. C'est avec ce maigre bagage qu'il devra démarrer dans la vie professionnelle car son père, un modeste boutiquier de village, n'est pas en mesure de l'employer. A quinze ans, il se place donc chez un artisan pour y apprendre son métier. Au début, un salaire de misère : un dollar zimbabwéen par mois, à peine 7 francs. Au bout de trois ans, ce compagnon doué réussit à gagner 20 dollars par mois. Il juge alors le moment opportun pour quitter son patron et gagner Harare, la grande-ville.

Il arrive dans la capitale, plein d'air mais les mains vides. Un cousin qui l'héberge lui achète les outils indispensables pour travailler le bois, une scie et un rabot, un marteau et un mètre. Il rembourse sa dette en nature et, pour

ce faire, installe un comptoir de réception dans l'agence de transports privés que dirige son oncle. De petits contrats, ramassés çà et là, l'aident à vivre. Comme il a du mal à joindre les deux bouts, il décide, finalement, de quitter Harare pour Karoi, au nord-ouest du pays, où il a de la famille.

Le voilà, au début de 1975, engagé ferme par Karoi Industries comme menuisier pour un salaire hebdomadaire de 10 dollars zimbabwéens. Logé et nourri gratuitement par des parents, j'ai pu alors, grâce aussi à de petits travaux parallèles, commencer à mettre de l'argent de côté, jusqu'à 15 dollars par semaine », raconte M. Chidavaenzi. Bonne aubaine : un cousin — encore un ! — lui confie la construction d'un hôtel de quatorze chambres. En un mois, il ajoute à ses économies 500 dollars. Il est temps pour lui de se mettre à son compte.

Ce petit capital lui permet d'acheter comptant — 553,55 dollars — sa première vraie machine, une machine à découper le bois. Cet investissement fait, il lui reste 17 dollars en poche. Modeste mise en route sous sa propre raison sociale : sa chambre lui sert d'atelier — « j'étais obligé de pousser mon lit pour travailler ». Ses voisins ne tardent pas à se plaindre du bruit. Au bout de trois mois, il quitte donc Karoi pour le bourg voisin de Chinhoyi, où il prend femme.

Son « affaire » prend tournure ; il y associe son jeune frère. A la fin de 1976, il ouvre son premier compte bancaire et achète à tempérament une camionnette japonaise qui lui sert à transporter ses matériaux et à faire ses livraisons. A côté de son atelier, dans un coin

du local qu'il a loué, il monte une épicerie, et dans un autre, élève des poulets. Des voisins, une fois encore, se plaignent du bruit. Il transfère sa menuiserie en « zone industrielle ». Presque la consécration d'une réussite !

L'œil sur tout

Attentif à ce pas même tous ses œufs dans le même panier, M. Chidavaenzi décide alors de se lancer dans la construction de carrioles. C'est alors qu'il sollicite de la FEBCO un prêt de 5 000 dollars zimbabwéens ; il lui est accordé, en août 1980, pour trente mois ; il le rembourse en vingt-quatre mensualités. Sur son terrain, il construit un vaste atelier en dur et, pour le « meubler », demande un nouveau prêt à la FEBCO, qui lui consent en décembre 1981, 25 000 dollars sur trente-six mois. « J'en aurai fini de la régler à la fin de l'année », assure-t-il.

Désormais, M. Chidavaenzi est un homme « arrivé » ou peu s'en faut. Sa maison d'habitation, l'a payée rubis sur l'ongle. Il s'est même offert, l'an dernier, un « petit plaisir » pour 10 000 dollars, une Renault 18 flamboyante neuve. Il emploie, aujourd'hui, dans son atelier, sept ouvriers qui gagnent en moyenne 250 dollars par mois, salaire deux fois et demi supérieur qu'au SMIC local.

L'ancien élève de l'Armée du salut peut inscrire à son actif l'ameublement d'une centaine d'écoles primaires des environs. De son atelier sont déjà sorties plus de cinq cents carrioles, au rythme de quatre par jour. L'épicerie fait toujours recette. M. Chidavaenzi a une autre corde à son arc : le transport de maïs

vers Harare et d'engrais vers Chinhoyi, avec un camion de 6 tonnes qu'il aura fini de payer à la fin de l'an prochain.

A ce stade-là, son entreprise a encore forme humaine et même familiale. Sa femme fait les comptes, tape à la machine, tient l'épicerie et conduit, parfois, le 6 tonnes. Son frère s'est spécialisé dans la construction des carrioles. Lui s'occupe des approvisionnements, contrôle les stocks, garde le contact avec la clientèle et surveille ses ouvriers. « Nous sommes tous le temps ensemble ; je vois le travail des uns et des autres, note-t-il. Je voudrais continuer à avoir l'œil sur tout... »

Mais, cette préoccupation est-elle compatible avec son ambition de « devenir millionnaire » ? Il envisage de se lancer, dès l'an prochain, dans la production de sofas, d'une technique moins rudimentaire que celle de chaises ou de tables. Il a déjà construit un bâtiment à cet effet et parle même d'exporter cette nouvelle gamme de produits.

En revanche, la baisse du pouvoir d'achat des paysans des alentours — à cause de la sécheresse, rend de plus en plus aléatoire la vente de carrioles. D'où la nécessité pour lui de compenser ce manque à gagner et le projet qu'il a en tête d'acheter un second camion pour développer ses activités de transporteur. Il estime avoir besoin d'un prêt de 50 000 dollars sur dix-huit mois. La FEBCO n'est pas très « chaude » pour lui avancer une telle somme, surtout dans un secteur qui ne lui paraît pas très productif. Elle préférerait le voir consolider son affaire.

M. Chidavaenzi se trouve, aujourd'hui, à la tête d'une entreprise dont il évalue l'actif à

quelque 200 000 dollars zimbabwéens ! Les agents de la FEBCO, qui n'ont pas cessé de le conseiller, jugent que cet autodidacte devrait peut-être maintenant s'emparer de quelques « vrais professionnels », d'un comptable par exemple, et se constituer quelques fonds propres plutôt que de toujours compter sur l'argent des autres.

Pour un petit capitaliste comme M. Chidavaenzi, qui a du dynamisme à revendre, les tirades des politiciens sur le socialisme scientifique ne paraissent pas d'actualité. « Ce n'est pas le bon moment de parler de ces choses-là », souligne-t-il, « nous sommes trop pauvres ; il n'y a rien à partager ». Il craint que l'on ne s'y prenne mal pour « agrandir le gâteau », améliorer le niveau de vie de la population. La voie sur laquelle s'engage le pays ne lui semble pas la meilleure pour développer l'esprit d'entreprise. « L'attitude de l'Etat est, parfois, un peu décourageante », confie-t-il.

Il en faudrait plus pour abattre M. Chidavaenzi, qui vient de loin. Certes, les perspectives sont ternes : contrôle des prix, manque de devises, insuffisances budgétaires, incertitudes politiques. Mais des gens de sa trempe sont prêts à jouer le jeu, à tenter le tout pour le tout. « Pour le bien de la nation », il se propose de former gratuitement au métier du bois dix jeunes chômeurs chaque semestre. Manière pour lui de se rappeler l'époque, pas si lointaine, où le chef d'entreprise qu'il est devenu n'était encore qu'un petit menuisier à aux mains nues...

JACQUES DE BARRIN.

prêtées à notre héros. N'a-t-il pas essayé de vendre en Occident une version édulcorée des Mémoires de la fille de Sétine, comme pour atténuer l'effet préventif de « vraie » version ? N'a-t-il pas entrepris une manœuvre comparable avec le Partition des cartes en 1968 ? Plus encore, le roman dans le Chêne et le Liège que Victor Louis a commencé à écrire par le trafic de drogues, et que au camp où il a été détenu pendant plusieurs années, au début des années 50, il était tenu pour un « mouchard notoire ». Dans l'immédiat après-guerre, en tous cas, il trafiquait des cigares américains dans le tronçon de l'hôtel Métropole à Moscou, en vivait de nombreux diplomates occidentaux. John Barron, dans son premier ouvrage sur le KGB, rapporte les confidences d'un transfuge selon lesquelles Louis était, dès la fin des années 50, un employé du district local du KGB à Moscou, puis, plus tard, même d'ailleurs par la direction centrale des services secrets soviétiques.

Médicaments, cela veut dire que tout cela, d'ailleurs, l'histoire ne veut pas nous en parler. L'occasion, les fois dans la rue que, au lieu d'arrêter des nettoyeurs sur les trottoirs, ces agents « étrangers » font tout d'abord d'appréhender les nettoyeurs même pour leurs services et la information.

De toute manière, le passé le passé, l'histoire est la même. Quel que soit le résultat à Moscou, Victor Louis est parti à la poursuite de son rêve sera fait.

JAN KRANE

Falcoo et la coupe. En 1961, il fut des héros de la Coupe de France. Mais que s'est-il passé ? M. Chidavaenzi, qui avait été un héros de la Coupe de France en 1961, est parti à la poursuite de son rêve. En 1961, il fut des héros de la Coupe de France. Mais que s'est-il passé ? M. Chidavaenzi, qui avait été un héros de la Coupe de France en 1961, est parti à la poursuite de son rêve.

Henri Pierre

191 Rue de la République, 10ème arrondissement, Paris 10.

France

L'IMAGE DU PREMIER MINISTRE VUE PAR UN HOMME DE COMMUNICATION... ET D'OPPOSITION

Votre Fabius nous intéresse

M. Jean-Pierre Raffarin est directeur du département communication du cabinet Bernard Krief. Il est aussi membre du bureau politique du Parti républicain. Nous lui avons demandé comment il juge le style de communication et voit l'image du successeur de M. Pierre Mauroy à la tête du gouvernement.

« Comment le professionnel de la communication et l'homme politique que vous êtes juge-t-il le nouveau premier ministre ? »

« C'est, dès le départ, un jugement d'intérêt. Ce qui arrive n'est pas banal. Il se passe dans le pays en ce moment quelque chose qui doit intéresser et les hommes de communication et les hommes politiques. Je trouve que le président de la République a fait preuve pour la première fois d'audace en nommant un premier ministre de trente-huit ans. Il y a un risque, au départ : est-ce que les Français peuvent l'accepter ? A lui seul ce risque justifie de l'intérêt. »

« Le premier ministre pour le moment a réussi sa prise de fonctions. Il vit son état de grâce. Ce qui est assez extraordinaire - et les gens de l'opposition doivent y réfléchir, -

c'est que le socialisme peut vivre plusieurs états de grâce si on change les circonstances. A certaines occasions, quelquefois, état de grâce nouveau. »

« Le fond de l'affaire, c'est que, sur le plan du court terme, le premier ministre est habile. Il sait s'exprimer avec simplicité. Tout le monde a relevé ses expressions simples. Le normalien qu'il est sait apprécier son vocabulaire. »

« D'autre part, il a réussi à avoir un discours imagé. Il a une communication de gestes : c'est la visite dans les usines modernes ; c'est le tour de Toulouse avec Dominique Baudis qui symbolise un peu le renouveau dans l'opposition ; c'est la relation cordiale-politique avec Létard... Ce sont des gestes qui portent en eux-mêmes un message. Il faut noter aussi, lors du débat sur la presse à l'Assemblée nationale, une attitude de retrait. »

« Tout cela montre que Laurent Fabius est assez habile mais pourrait être superficiel si ce n'est pas suivi d'effets. Le point le plus fort dans sa communication actuelle est que, pour la première fois, on a l'impression d'avoir affaire à un socialiste libre. Non pas que Fabius soit plus qu'un autre défenseur de la liberté, mais parce qu'il n'apparaît pas comme l'homme d'un système. Il donne le sentiment qu'il peut s'affranchir du socialisme historique, de l'action de son prédécesseur et même des prises de position du

PS sur les grands sujets. Il donne le sentiment d'être humain au sens où il a sa propre personnalité, ses propres orientations. »

« Il y a certes une part de manœuvre dans tout cela, mais quelque chose peut rester dans la conscience collective des Français, cette impression d'avoir un homme qui se détermine par lui-même. J'ai vécu de près l'affaire des européennes. C'est à la liste unique, il y a eu un mouvement de sympathie vers lui parce qu'il disait « niet » au système. »

« Tout cela, habileté sur la forme, affranchissement par rapport au système, c'est une réussite à court terme qui n'est pas condamnable... Fabius peut réussir. »

« Deuxième observation, à moyen terme, il a deux difficultés majeures à surmonter. La première : il ne se positionne par ce premier ministre. Il quitte l'habit de la fonction pour apparaître plus libre, il joue l'observateur, il commente... Ses différentes interventions sont presque plus des éditoriaux que des discours et des prises de position. »

« Le premier ministre qu'il est n'assume donc pas sa fonction, ni aux yeux des Français, ni peut-être, un jour, aux yeux du président de la République. La Constitution est faite pour que le premier ministre prenne les coups, assume le débat quotidien... soit en première ligne pour protéger le président. En ce moment, on se demande si ce n'est pas Mitterrand qui cherche à protéger Fabius... »

Agilité contre rigidité

« Deuxième faiblesse, deuxième difficulté : Fabius affirme une communication plutôt nouvelle en changeant de conviction. Ce sont les convictions qui sont nouvelles : un nouveau ton sur l'entreprise, des positions nouvelles sur l'école... Ces changements de fond auront des effets politiques sur ses bases. On l'a déjà vu avec l'évolution du PC. On le verra avec l'évolution du PS. Visiblement, sur le terrain des convictions, le premier ministre se montre très agile ; les appareils de la gauche traditionnelle sont plus rigides. Comment pourra-t-il être un leader agile avec des appareils rigides ? Il y a là des risques de fracture. »

« Revenons un instant sur le vocabulaire. Cultiver le vocabulaire pauvre, les expressions familières (« tourner autour du pot », « mettre le paquet », etc.) comme l'a fait M. Fabius sur Antenne 2, est-ce selon vous un atout et est-ce seulement un atout ? »

« Je crois que c'est un atout important. La simplicité est un préalable, une condition nécessaire de la communication. Nous en avons parlé. J'insiste sur l'importance de la capacité de réserve ainsi démontrée par Laurent Fabius. En politique, il est très important de montrer qu'on

peut avoir une capacité d'accroissement. Les électeurs n'aiment pas forcément les gens qui sont à plein régime, qui n'ont pas de réserve. On sent, quand il est simple, qu'il peut être, s'il le veut, compliqué. »

« L'effet jeunesse : que pensez-vous de cet effet ? »

« L'effet jeunesse est important. C'est à coup sûr quelque chose de favorable, on le voit en ce moment dans toute la classe politique. On voit le succès des Seguin, Juppé et autres Toubon au RPR. On voit l'image nationale qui se dessine d'un Létard. Fabius enfin a un impact important. Mais, en politique, ce n'est pas le court terme qui détermine. Tout ce qui est bien d'estomper et d'éclaircir s'il n'y a pas derrière une stratégie de long terme. »

« On a vu sous le septennat de Giscard d'Estaing beaucoup de jeunes secrétaires d'Etat brillants s'éteindre très vite. Pour avoir un jeune qui ait une dimension d'homme d'Etat, il faut en user avec parcimonie. La jeunesse n'est donc pas une condition suffisante. »

Différence et nouveauté

« Et le socialisme dans tout cela ? »

« Ce qui pouvait apparaître une faiblesse de fond en ce qui concerne la conquête de Mitterrand peut apparaître aujourd'hui comme une

force. Le socialisme a toujours été, dans le langage de François Mitterrand, une sorte d'emballage dans lequel chacun mettrait ce qu'il voulait. Du coup, M. Mitterrand et M. Fabius peuvent aujourd'hui faire évoluer la notion de socialisme dans l'opinion. En revanche, dans les appareils, des cassures vont se produire. Dans l'opposition, on ne peut pas jouer sur le thème du socialisme comme menace puisque pour les Français la notion est imprécise. »

« Au total, diriez-vous que M. Fabius est un homme neuf ou un homme différent ? »

« Je dirai que pour le moment il cherche à être différent. Fabius : lui c'est lui ; il n'est pas Mitterrand, ni Mitterrand, ni Giscard. Il cherche à rester équilibrant des divers repères politiques auxquels on peut le comparer. Pour le moment, il n'a rien apporté de neuf dans la vie politique, si ce n'est le fait d'être un premier ministre né après la guerre. Pour le moment, il n'est que différent. »

« A court terme, le différent est neuf ; à moyen terme, il n'est que différent. C'est un positionnement de départ qui ne pourra pas tenir, bien longtemps d'attitude politique. Laurent Fabius devra se montrer imaginatif. Son discours est jusqu'à présent, songez à l'exemple de l'emploi, très traditionnel. Il est donc pour l'heure plus différent que neuf. »

Propos recueillis par MICHEL KAJMAN.

Deux figures du PCF

Gaston Plissonnier : le « parti » comme métier



« Secrétaire administratif, je suis mêlé à beaucoup de choses », dit, modestement, M. Gaston Plissonnier. A l'entendre, M. Plissonnier ne serait rien d'autre, ni rien de plus, en effet, qu'un administrateur, celui qui signe et le courrier du parti et vise les notes de frais des collaborateurs du comité central. Certes, il assure la « coordination du secrétariat et du bureau politique » et, à ce titre, participe à toutes les réunions de direction, ce qui fait qu'il connaît « les secrets du parti ». Mais, ajoute-t-il aussitôt, « des secrets, il n'y en a pas ; il y a nos affaires intérieures ».

M. Plissonnier est secrétaire administratif du PCF depuis trente ans, membre du bureau politique depuis vingt ans, délégué de l'ordre soviétique de la révolution d'Octobre. Il a été « mêlé », assurément, à beaucoup de choses. Appelé à Paris, en novembre 1963 (il était, depuis mai 1948, premier secrétaire de la fédération du Loiret-Cher), pour devenir l'adjoint de M. Auguste Laccour, M. Plissonnier devait, en fait, bénéficier de la répartition des responsabilités concentrées, jusque-là, entre les mains du secrétaire à l'organisation, bientôt évincé de la direction du parti.

L'importance du poste qu'il occupe est attestée, par exemple, par le fait que, bien que n'étant pas membre du bureau politique, il participe à la réunion de cet instance chez Maurice Thorez, à Buzinville, en mars 1963, au lendemain du vingtième congrès du PC soviétique (le congrès de la « désalinisation »).

Né, le 11 juillet 1913 à Bantange (Saône-et-Loire), ami de jeunesse de Waldeck-Rochet, comme lui Bourguignon, M. Plissonnier est véritablement sorti du rang dans la résistance, qu'il a terminée comme responsable de la zone Sud-Ouest. Ce fut sa véritable école de militant et de responsable communiste. En a-t-il gardé une habitude et un goût du secret aus-

quels sa carrière ultérieure devrait beaucoup ? « C'est une image que certains donnent de moi, mais, vraiment, je ne crois pas avoir de dons particuliers pour la conspiration », dit-il dans le livre d'entretiens qu'il vient de publier (1).

De la période 1939-1945, en tout cas, M. Plissonnier a tiré des leçons qu'il livre, aujourd'hui, à la méditation des jeunes générations. Pas des leçons d'histoire : celle-ci est assez rudement traitée, quand elle n'est pas, simplement, laissée dans l'ombre. Les leçons politiques, en revanche, sont claires. En 1939, explique M. Plissonnier, le PCF était isolé et, « s'il y avait eu des élections à ce moment-là, les résultats n'auraient sans doute pas été brillants. Mais, ajoute-t-il, si le parti avait cédé aux points idéologiques de l'époque, il l'aurait chèrement payé ensuite. Dans ma vie politique, j'ai appris qu'il ne suffit pas d'avoir raison pour gagner de suite. » Et M. Plissonnier ne résume-t-il pas la règle de conduite qu'il propose aux militants lorsqu'il cite une phrase d'une lettre qu'il avait adressée à Waldeck-Rochet, fin 1939, après le pacte germano-soviétique et l'interdiction du PCF : « On ne comprend pas tout, mais on tient bon ? »

Certes, convient-il, les choses ont changé. Aujourd'hui, on discute, dans les instances du parti, et on admet, officiellement, qu'un « retard » avait été pris en 1956. Mais, disait-il aux journalistes invités à dîner par les Editions sociales, la vendredi 14 septembre, « je ne suis pas comme certains qui pensent que le parti est coupable de ses échecs. Pour moi, mon parti, c'est le meilleur ».

Il explique, à la fin de son livre, qu'il y a deux façons de réfléchir à chaque occasion à se distinguer de l'ensemble, à se situer un peu en marge, à se singulariser. L'expérience montre que, si prétendre avoir raison contre tous ses camarades, on finit par douter de tout. Finalement, celui qui réfléchit ainsi est un communiste malheureux. Ou bien, et c'est ce que je m'efforce de faire, réfléchir avec le souci de comprendre et d'être d'accord avec son parti. Si je ne comprends pas de suite, j'écoute, j'observe, je discute. La confiance en mes camarades m'aide à mieux saisir et me permet d'aller de l'avant avec le parti. »

Comme beaucoup d'autres, sans doute plus que d'autres, M. Plissonnier est passé du communisme comme aventure ou « Parti » comme métier. « Révolutionnaire professionnel », il serait difficilement le dernier à admettre qu'un dirigeant communiste est un homme politique parmi d'autres, que l'esprit de parti a sa traversée de la même façon que ces circonscriptions électorales qu'il n'a jamais briguées. Il le démontre encore, pourtant, depuis le mois de juillet. Assurant l'intérim du secrétaire général, M. Plissonnier a été le « coordinateur » de la rupture du PCF avec le gouvernement, puis, au côté de M. Georges Marchais, en août, l'artisan du dispositif destiné à permettre au parti de « digérer » l'échec des élections européennes.

P. J.

(1) Une vie pour l'acier. Entretiens avec M. Danielle Biebach. Editions Maspéro, 223 pages, 85 F.

Roland Leroy : toujours là



M. Roland Leroy est heureux. Il annonce la politique du Parti communiste. « Nous ne sommes plus dans la majorité depuis que nous ne sommes plus au gouvernement », réplique-t-il, le 6 septembre, à M. Laurent Fabius, qui, la veille, à la télévision, avait décliné, à sa manière, une opération de clarification avec les communistes. Depuis qu'il l'a vu arriver, en 1977, dans son département - la Seine-Maritime, - M. Leroy a, pour M. Fabius, les sentiments que l'on imagine. M. Leroy qu'il est pris un plaisir particulier, dans son discours de la Fête de l'Humanité, le 9 septembre, à tailler en pièces la politique du premier ministre.

M. Leroy annonce la politique du PCF. La fait-il ? On pourrait le croire quand on a vu le directeur de l'Humanité parcourir « sa » fête, en prononçant le discours politique devant le comité central réuni, M. Pierre Juquin, membre du bureau politique, pour lequel M. Leroy n'a jamais caché son peu d'estime, étant assis loin derrière. Pas de débat à la Fête de l'Humanité : c'est M. Leroy qui en décide ainsi, et M. Georges Marchais ne dit pas « non ». Le directeur de l'Humanité participe, souriant, à la réception offerte au stand de Révolution, par l'équipe de l'hebdomadaire, qui s'est proposé d'organiser de telles discussions, après s'être ouvert, fin juin, aux critiques de certains responsables et militants communistes. M. Leroy est à l'aise.

Agé de cinquante-huit ans, entré au secrétariat du comité central du PCF à peu près au même temps que M. Marchais (de six ans son aîné), au tout-début des années 60, après l'exclusion du Comité central de Marcel Servin et de Laurent Casanova, M. Leroy avait été évincé de cette instance au vingt-troisième congrès, en mai 1979. Cette disgrâce avait été une surprise : le vingt-troisième congrès ne consacrait-il pas le triomphe de la « ligne » prôné au directeur de l'Humanité ? Sans

doute fallait-il penser que, selon une tradition bien établie, le secrétaire général mettrait à l'écart le promoteur d'une politique qui s'était affirmée contre lui et qu'il devait, finalement, reprendre à son compte.

La réalité était, on le voit aujourd'hui, plus complexe. « Je suis toujours là », lança M. Leroy à la fin du congrès. Écarté du secrétariat, qu'entraient deux fidèles de M. Marchais - M. Maxime Gremetz et M. Gisèle Housset, - M. Leroy n'en conserva pas moins la direction de l'Humanité, poste essentiel, car l'information des militants sur la politique du parti passe, avant tout, par la lecture de son quotidien. Dans la mesure où Révolution pouvait prétendre, chaque semaine, lui faire concurrence auprès des cadres communistes (auxquels l'hebdomadaire était, autant qu'eux intellectuels, destiné), M. Leroy e su défendre son terrain. Pendant longtemps, ce n'était pas dans les colonnes de l'Humanité que Révolution pouvait espérer de la « publicité rédactionnelle ».

Le musée

Le quotidien du parti, lui-même, s'est débarrassé, par « charmettes » ou par départs individuels, puis après 1981, par glissements vers le service public, des contestataires de sa rédaction. M. Leroy le disait à qui voulait l'entendre : l'heure était venue de susciter l'apparition d'une nouvelle génération de cadres communistes, marquée non pas par l'expérience du programme commun avec les socialistes, mais par celle de la rupture de 1977 et du retour à

l'union à la base ». Maître chez lui, M. Leroy faisait de l'Humanité la vitrine et le laboratoire - certains diraient le musée - d'un communisme ferme sur ses positions de classe et sur la solidarité avec les régimes socialistes, intraitable face à tout ce qui pouvait ressembler à de la social-démocratie.

Chargé de prononcer, en septembre 1981, le discours de la Fête de l'Humanité, M. Leroy, déjà, fixe l'orientation du PCF en une formule saisissante : « Parti au gouvernement, mais non parti du gouvernement ». La pression ne se relâche pas, au point que certains partisans d'un renouveau du PCF sur la base de son expérience gouvernementale en viendront à reprocher à M. Marchais sa faiblesse politique qui, selon eux, empêchait le secrétaire général de résister aux coups de boutoir des adversaires de la participation.

Est-ce pour répondre à ce reproche que M. Fiterman avait critiqué publiquement, le 16 mai 1982, certains commentaires du quotidien du PCF sur la guerre des Malouines ? M. Leroy s'était contenté de faire savoir, quelques jours après, qu'il n'était pas à ce moment où avaient été publiés les commentaires incriminés.

Il semble donc que la position du directeur de l'Humanité n'ait pas été sérieusement ébranlée au cours des dernières années. Il paraît certain qu'elle s'est renforcée depuis le début de 1984. Il est vrai que la direction du PCF est collégiale : il n'est pas nécessaire d'être membre du secrétariat, ni même secrétaire général pour « contribuer » à l'élaboration de sa politique...

P. J.

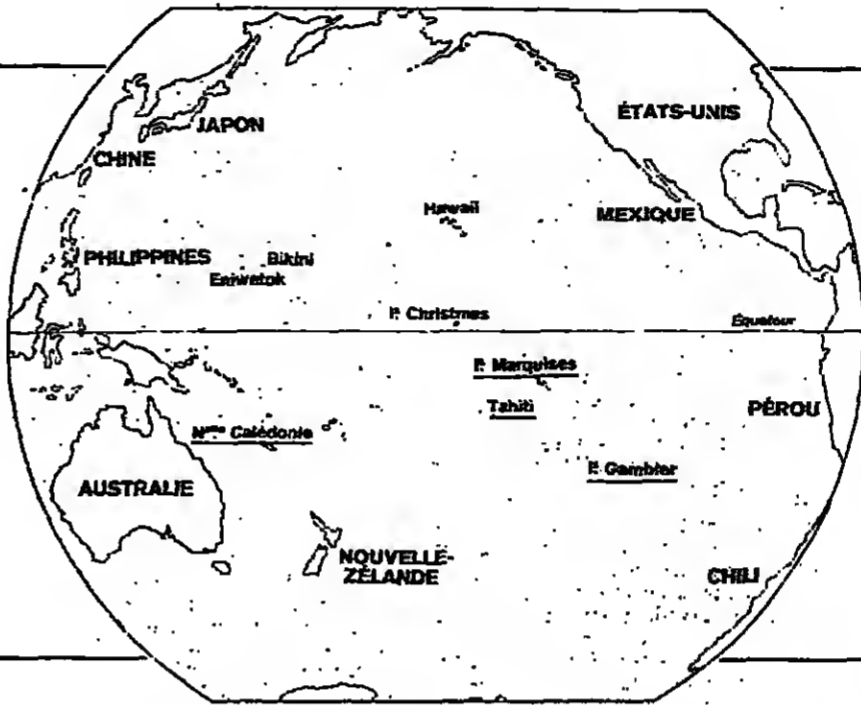
صحة من الاصل

FRANCE DU PACIFIQUE

FRANCE DU PACIFIQUE

Ministère du Commerce
Agence Nationale pour l'Industrie
1, Avenue de l'Opéra - 75001 Paris

Une semaine avec la France du grand large



Grâce à ses territoires du Pacifique, la France contrôle un véritable empire maritime. Le plus étendu est celui de la Polynésie française (144 152 habitants), composée de 150 îles réparties sur 2 millions de kilomètres carrés d'océan. Le plus proche de l'Australie est celui de la Nouvelle-Calédonie : archipel de 19 013 km carrés, situé à 16 743 km de Paris et peuplé de 145 368 habitants. Entre ces deux territoires, deux îles : Wallis (159 km carrés) et Futuna (115 km carrés), à 16 065 km de Paris, peuplées au total de 11 300 habitants. Et tout au sud, vers le pôle, le Territoire des terres australes et antarctiques, à 12 000 km de Paris.

VI. Les territoires du Pacifique L'empire émietté

Nouvelle-Calédonie : la torpeur d'une triple crise

De notre correspondant FRÉDÉRIC FILLIOUX

AVEC les prochaines élections territoriales, dont la date n'est pas encore fixée, et la mise en place du nouveau statut d'autonomie interne promulgué au début de cette semaine, la Nouvelle-Calédonie va entrer dans une phase décisive de son histoire. En attendant, personne ne bouge. Sur cette île du Pacifique sud où tout est devenu prétexte à l'immobilisme, l'immense de bouleversement de la politique locale n'aide guère à l'initiative économique. D'autant moins que les élections ne clarifient pas complètement la situation puisque le gouvernement prévoit l'organisation d'un référendum d'autodétermination en 1989.

Il reste que cette chute du nickel a contribué à l'aggravation du déficit de la balance commerciale de la Nouvelle-Calédonie. En 1983, les exportations ont totalisé 1,211 milliard de francs, soit une baisse de 20,5 % par rapport à 1982 et de 25,7 % par rapport à 1980. En conséquence, le taux de couverture des importations par les exportations est tombé de 84,6 % en 1980 à 47,8 % en 1983.

La baisse de l'activité minière et métallurgique n'a pas été compensée par le développement d'autres secteurs. La Nouvelle-Calédonie des années 80 n'a pas encore fini de payer le masque de clairvoyance consécutif à la crise du « boom » sur le nickel au début des années 70. Aujourd'hui, en mesure le retard pris dans certains domaines, comme l'agriculture, qui constitue, avec le tourisme, le principal axe de développement.

En Nouvelle-Calédonie, toutefois, l'agriculture s'inscrit dans un contexte particulier. Si, avec 11 % de la surface totale du territoire, soit 210 000 hectares, la superficie des terres cultivables peut être considérée comme importante, la répartition des exploitations reste très inégale. 2,4 % des propriétaires se partagent 57 % des 336 000 hectares de propriétés agricoles ou mélangées. Celles-ci ne font l'objet d'une réelle mise en valeur avec des techniques appropriées que depuis très peu de temps. Résultat : la Nouvelle-Calédonie continue d'importer des fruits et des légumes sans pour le moment détenir les moyens de s'ouvrir sur les marchés extérieurs potentiels comme ceux d'Asie du Sud-Est, qui ont pourtant déjà sollicité le territoire sans obtenir de réponse positive. La croissance de l'agriculture calédonienne est indéniable, mais le retard pris est long à rattraper. Par ailleurs, l'incertitude politique et la mise en œuvre de la réforme foncière ne favorisent pas les investissements agricoles ni milieu européen.

L'élevage calédonien ne se porte pas mieux. Le cheptel bovin est en diminution ; là encore on accuse la réforme foncière qui a provoqué un abaissement important de bêtes. Si les méthodes employées maintiennent un rendement très bas (0,2 tête de bétail par hectare, soit huit fois moins qu'en métropole), une seule entreprise applique, en Nouvelle-Calédonie, des techniques d'élevage intensif - tout en jouant le jeu de la réforme foncière - et obtient de bons résultats : les établissements Ballande, qui régissent aussi dans l'importation et la distribution. « Il en faudrait dix comme eux », affirme le conseiller du gouvernement chargé de l'agriculture, M. Gaston Morlet. « De toute façon, les habitudes alimentaires sont telles, en Nouvelle-Calédonie, qu'on ne pourra pas se passer d'importations de viande. » Au pays des « stockmen », les cow-boys français, on n'est pas près de voir disparaître l'entrecôte néo-zélandaise des boucheries et des restaurants.

L'autre vocation de la Nouvelle-Calédonie reste le tourisme. S'il a été négligé jusqu'à pour les mêmes raisons que le secteur rural, il fait maintenant l'objet d'une attention particulière de la part du conseil de gouvernement. Premier handicap, toutefois : les parties les plus belles à voir de la Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire les îles Loyauté et l'île des Pins, sont dépourvues d'infrastructures hôtelières, à l'exception de quelques gîtes ruraux totalement inadaptés à l'accueil d'une clientèle étrangère. Cela tient au fait que ces sites sont des réserves indigènes régies par des règles claniques et que toute construction doit obtenir l'agrément des tribus concernées, ce qui se révèle pratiquement impossible, même en contrepartie d'avantages (participation à la gestion et intéressement aux bénéfices). Plusieurs échecs ont dissuadé beaucoup d'investisseurs locaux et étrangers. Aujourd'hui, le seul projet touristique se situe sur la Grande-Terre, à une trentaine de kilomètres de Nouméa et il est grandiose. Le complexe de Tiaré sera, en effet, le plus important de tout le Pacifique sud. Son prix aussi : 880 millions de francs, soit plus de la moitié du budget 1983 de la Nouvelle-Calédonie. Les travaux ont commencé le 1^{er} janvier et, d'ici à 1986, devraient surgir de terre un hôtel cinq étoiles de deux cent quatre-vingt chambres et cent quatre-vingt suites, un casino, un golf, une marina, pour la partie touristique ; et, pour la partie immobilière, quatre cent trente-deux appartements et quarante-six villas. Un programme ambitieux, dont le coût positif est terni par les doutes qui planent sur les réelles motivations des investisseurs. La seule participation française est celle de la banque Paribas, qui a pris 13 % du capital de l'une des trois sociétés qui assurent le financement. Tous les autres investisseurs sont australiens, néo-zélandais, de Hongkong ou de Singapour.

L'hiver a le sourire.

FRANCE DU PACIFIQUE

NIE CALÉDONIE

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX DOMINIUMS
MINISTÈRE DU COMMERCE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME
RENSEIGNEMENTS :
Agence Nationale pour l'Information Touristique
8, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - ☎296.10.23

La Nouvelle-Calédonie

Au cœur de la Mélanésie le Pacifique nature !

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX D.O.M. - T.O.M.
MINISTÈRE DU COMMERCE DE L'ARTISANAT ET DU TOURISME
RENSEIGNEMENTS :
Agence Nationale pour l'Information Touristique
8, avenue de l'Opéra • 75001 PARIS ☎296.10.23

La Nouvelle-Calédonie, île de l'éternel printemps, a conservé intact son patrimoine culturel et touristique qui fera rêver le voyageur venu de métropole. Ceinturée par un des plus beaux lagons du monde, la Grande-Terre s'étire sur 400 kilomètres.

- A l'ouest, vastes plaines à vocation pastorale et agricole ;
- A l'est, végétation tropicale luxuriante, vallées encaissées, cascades se mêlant à la mer ;
- Au-delà de la barrière de corail, des îles aux plages de rêve : îles Loyauté, île des Pins ;
- Au sud, Nouméa, la capitale, jolie ville au cachet provincial.

Nouvelle-Calédonie, terre des contrastes.

... ET D'OPPOSITION

force. Le socialisme a toujours eu dans le langage de François Mitterrand une sorte d'emballage de laï. Du coup, M. Mitterrand a évolué la doctrine de socialisme de l'opposition. En revanche, dans le appareil, des années vont se succéder. Dans le langage, on ne peut pas jouer sur le thème du socialisme comme menace puisque pour le Français la notion est imprégnée.



Y a-t-il une crise ? M. Laroze, ministre de l'Énergie et de l'Électricité, a déclaré que la situation est grave. Il a souligné que la production d'électricité est en baisse et que les coûts sont élevés. Il a appelé à une action urgente pour résoudre ces problèmes.

LES TERRITOIRES DU PACIFIQUE

COUTUME ET MODERNISME

La femme canaque montre la voie

Le développement de la Nouvelle-Calédonie et sa stabilité politique...

De notre correspondant

grands espoirs. Pour la première fois, on avait associé à l'opération les tribus locales...

laisser déposer une seconde fois de son identité. Cette élite est contestée par la génération précédente...

Elle ne veut plus que son mari soit désigné par l'autorité coutumière. Elle a le courage - plus que les hommes - de supporter le bannissement...

D'un point de vue politique, les plus radicaux des indépendantistes considèrent cet éclatement culturel comme un danger...

Eclatement culturel

A cette contestation latente ou active de la structure canaque s'ajoutent les effets d'une évolution sous-jacente...

A Nouméa, Nidoish Naisseline, chef du parti indépendantiste LKS (Libération kanaka et socialiste) ouvre un restaurant géré en coopérative...

Ailleurs, un agriculteur canaque, désireux d'acheter quelques têtes de bétail sans se soumettre aux obligations coutumières...

Parfois, les autorités coutumières constituent une barrière infranchissable. En 1978, le grand chef de l'île des Pins, Hilarion Vandegou...

Il reste que les structures coutumières les plus fermement maintenues le sont par la génération déclinante. Celle qui suit sera déjà plus souple...

F. F.

Les TAAF : un territoire voué à la recherche

CRÉÉ par la loi du 6 août 1955, le territoire d'outre-mer des Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF) est unique en son genre...

Les trois districts insulaires subantarctiques ne recèlent aucune ressource minière, et les quelques espèces végétales naturelles ne possèdent - et encore - que dans les zones basses des îles...

De même, la classe aux phoques, active au siècle dernier, a été abandonnée à cause de l'éloignement de ces terres. En revanche, un essai de sea ranching de saumons est en cours aux Kerguelen...

Rien de tout cela n'est possible en terre Adélie: ce mince secteur du continent antarctique s'étire du pôle Sud géographique au cercle polaire antarctique. Il est entièrement recouvert par la calotte glaciaire...

Un traité très original

L'éloignement étant aussi un frein au développement de la pêche, ce ne sont pas les ressources qui justifient la présence de bases permanentes. La première raison d'être de ces bases est la recherche scientifique...

Quant aux ressources minières, les seizes étudient le cadre juridique nécessaire à l'exploitation des ressources minières, parmi lesquelles les ressources sous-marines...

YVONNE REBEYROL

(1) Les alevins élevés en bassin ou en lacs sont conditionnés par une substance odoriférante puis lâchés dans la mer. Après être devenus adultes en deux ou trois ans, les saumons survivants, guidés par l'odeur, reviennent vers leur lieu de naissance pour se reproduire...

(2) Pour devenir membre consultatif (à part entière), il faut manifester son intérêt pour l'Antarctique en installant une base ou en envoyant des expéditions et demander son admission. Outre les seizes, quinze autres pays ont adhéré au traité sans en être membres consultatifs: Tchétchélie, Bulgarie, Roumanie, Allemagne de l'Est, Hongrie, Pays-Bas, Italie, Espagne, Suède, Danemark, Finlande, Uruguay, Pérou, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Chine.

L'avion nécessaire

Les trois bases insulaires subantarctiques sont accessibles toute l'année par bateau et les TAAF louent à l'année le Marion-Dufrenoy, à la fois cargo militaire et navire de recherche océanographique.

Dumont-d'Urville, elle n'est accessible que pendant deux mois - deux mois et demi les bonnes années. Même en été, il faut utiliser un cargo mixte polaire, dans lequel pendant longtemps, norvégien maintenant.

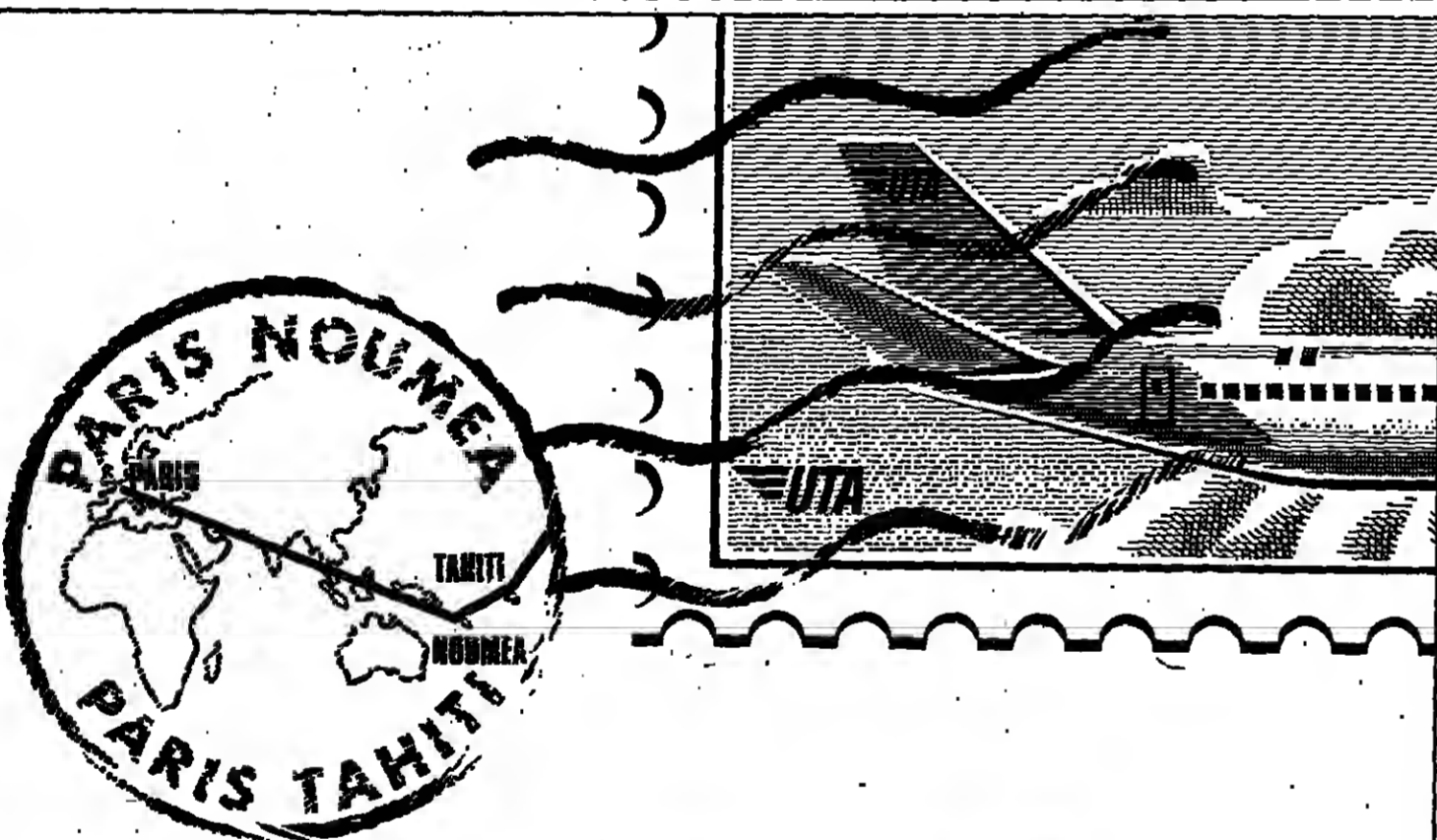
La desserte aérienne de Terre-Adélie semble donc une nécessité, mais des écologistes ont ameuté l'opinion publique française, australienne, néozélandaise pour empêcher la construction de la piste qui, selon eux, constituerait un très grave danger pour les oiseaux. Une commission internationale a étudié le problème et a remis un rapport au secrétaire d'Etat aux

DOM-TOM, M. Georges Lemoine. Le 7 août, le secrétaire d'Etat a reconnu, lors d'une conférence de presse, que la piste était essentielle pour le développement de la recherche en Terre-Adélie.

Nature qui les écologistes s'opposent à la piste de Terre-Adélie, mais ne protestent pas contre les projets de pistes que les Australiens étudient pour leurs trois bases...

Sur ces terres désolées, et autour d'elles, la vie est abondante. Les oiseaux et les phoques sont nombreux à venir s'y reproduire. Les chasseurs de phoques ont beaucoup fréquenté les îles subantarctiques au siècle dernier. Mais ils ont peu à peu cessé de venir: ces terrains de chasse sont trop éloignés des consommateurs.

Y. R.



PARIS-NOUMEA : 2 VOLS PAR SEMAINE
PARIS-TAHITI : 3 VOLS PAR SEMAINE*

Depuis 30 ans, UTA participe au développement économique et touristique de la Nouvelle Calédonie et de la Polynésie Française vol après vol.
Après tout, il était normal que ce soit une Compagnie aérienne française qui fasse découvrir ces deux territoires français au reste du monde.
Aujourd'hui, nous vous y emmenons plus souvent. Et encore plus confortablement. Quelle que soit la classe choisie, vous allez découvrir comment, sur UTA, un voyage de plusieurs milliers de kilomètres peut aussi être un voyage d'agrément.



NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.

*En liaison avec Air France via Los Angeles.

France du grand Sud

Les habits

La Polynésie française va... (Text continues with details about French territories and their development, including mentions of Nouméa and Tahiti.)

L'hiver a le...



FRANCE DU PACIFIQUE.
MINISTÈRE DU TOURISME
Agence Nationale pour l'Information et la Promotion de l'Opéra - 75001 P.

سكزا من الاصل

Une semaine avec

La France du grand large

LES TERRITOIRES DU PACIFIQUE

POLYNÉSIE

Les habits neufs de M. Flosse

Correspondance

LA Polynésie française va connaître, pour la deuxième fois de son histoire, un régime d'autonomie interne. Pourtant, avant même son entrée en application, le nouveau statut est critiqué par tout le monde. PR, majorité territoriale et son opposition reprochent au législateur sa légèreté. Il manque l'« élan de la foi », dit le sénateur centriste, M. Daniel Millaud. Les opposants affirment ironiquement que ce statut entérine le mythe de l'autonomie interne parce qu'il est, sur rapport au statut de 1977. Ainsi en est-il du recul, unanimement condamné, à propos des compétences du territoire sur la zone économique des deux cents milles nautiques. Dans le nouveau texte, le droit d'exploiter les ressources de cette immense région maritime, l'une des plus grandes de la République, n'est plus que « concédé par l'Etat ». L'Etat accorde son contrôle par le mode de composition du comité paritaire de concertation institué entre l'Etat et le territoire pour régler les problèmes qui pourraient survenir dans l'application du nouveau statut. La loi décide que les représentants du territoire seront ébousés non par les représentants du gouvernement du territoire, mais par les partis politiques représentés à l'Assemblée territoriale. La majorité actuelle n'est pas la seule à dénoncer cette disposition.

« Je ne vous dirai pas que tout est parfait dans ce statut », dit M. Gaston Flosse, ancien député RPR, chef de l'exécutif local. Néanmoins, tel qu'il est, il nous convient, et, si à l'usage, il doit être modifié, eh bien nous demanderons sa modification en vertu de son article premier qui prévoit qu'il est évolutif. Pour M. Flosse : « L'application d'un bon statut d'autonomie interne est le meilleur moyen d'écartier les périls et la recrudescence des tentatives d'indépendance ».

Mais, si la réussite du statut passe par la bonne volonté de l'Etat, qu'on pourra juger au moment de la signature des conventions, elle passe aussi par la personnalité de l'homme qui va devenir le premier président du gouvernement du territoire. Les partisans de M. Flosse l'admirent sans réserve, vantant sa vitalité et son efficacité, son esprit moderne et son dynamisme. Mais tous ses adversaires, au premier rang desquels figurent les socialistes du la Mana ainsi que le sénateur Millaud et le maire de Papeete, M. Jean Juventin, député non inscrit, craignent son irrésistible ascension, d'autant que tout paraît réussir aujourd'hui à M. Flosse comme la récente décision du Conseil constitutionnel, amplement commentée à Papeete, qui permet au chef de l'exécutif local, contre l'avis de la majorité socialiste de l'Assemblée nationale, de cumuler ses fonctions de membre du gouvernement de la Polynésie et de député européen pour devenir ainsi, à Strasbourg, le porte-parole des pays du Pacifique.

Elu le 17 juin à la vingtaine place sur la liste d'Union de l'opposition conduite par M^{me} Simone Veil, maire de la commune de Pirae, président du Tahoeira Huiratira, dont il a fait le premier parti du territoire, membre du comité central du RPR, M. Flosse est incontestablement l'homme fort de la Polynésie française. Ce n'est pas la première fois que Tahiti adopte ainsi un grand leader. M. Flosse succède, dans cette lignée, à Pouvana'a, à Francis Sanford, des hommes qu'il avait combattus, mais dont il a épousé, en définitive, les idées sur l'autonomie interne. Les deux années qu'il vient

de vivre en tant que vice-président du conseil de gouvernement dans le cadre du statut de 1977 lui ont permis de savoir quoi négocier avec l'Etat pour l'élaboration du nouveau statut. Avec des socialistes au pouvoir central, cet ami de Jacques Chirac ne pouvait avoir que des relations conflictuelles. Il a fallu l'arbitrage favorable du président de la République pour que certaines de ses revendications soient acceptées, par exemple l'obtention de la compétence du territoire en matière de réglementation financière et comptable ou de droit de travail.

Doté d'une personnalité juridique « spécifique » et du droit nouveau de déterminer ses signes distinctifs (son drapeau, son sceau, son hymne), la Polynésie française se voit surtout confiée à un gouvernement présidé non plus par le haut commissaire de la République, mais par un président élu par l'Assemblée territoriale. L'expression « chef de territoire » disparaît des textes, mais toutes les fonctions perdues par le haut commissaire sont maintenant concentrées dans les mains du président (le Monde du 12 mai).

Ces progrès substantiels n'empêchent pas que la majorité trouve ces habits neufs un peu courts pour la stature de M. Flosse, et regrette que le nouveau statut ne soit pas plus nettement présidentieliste.

Un référendum en 88 ?

C'est au moment de la signature des conventions que le territoire saura si l'Etat lui donne ou non les moyens de son autonomie. M. Flosse ne se déclare pas optimiste : « L'Etat nous met déjà des bâtons dans les roues. Par exemple, la mise en disponibilité demandée par des fonctionnaires d'Etat qui ont renoncé à des avantages de carrière pour être détachés auprès de nous a été refusée. Pourquoi, sinon pour faire échec à la mise en place du statut ? »

C'est peut-être à cause de cela qu'avant l'entrée en vigueur des nouvelles institutions M. Flosse a pris

une initiative qui a surpris tous ses adversaires en demandant au gouvernement central d'organiser une consultation des populations vivant en Polynésie sur les activités du Centre d'expérimentation du Pacifique (CEP) situé à Mururoa.

M. Flosse et son parti ne sont pas hostiles au CEP : « Nous faisons partie de la République française et nous devons apporter notre part à cette politique d'indépendance nationale voulue par le général de Gaulle. C'est pourquoi nous n'avons pas accepté la présence du CEP, mais nous la réserve de deux conditions : qu'à aucun moment les essais ne soient nocifs pour les populations et que l'arme nucléaire soit une arme de dissuasion et non d'agression. Jusqu'à présent ces conditions sont remplies, comme vient de le confirmer la mission d'experts internationaux. Rien ne motive le départ du CEP, mais depuis quelques années de nombreuses voix s'élèvent dans le Pacifique et même dans notre territoire pour réclamer son départ. Alors il est temps de demander au peuple de trancher en organisant non pas un référendum national mais une consultation territoriale ».

A Tahiti, nul n'ignore que non seulement le CEP tient une place centrale dans l'économie du pays (malgré sa baisse d'activité, il continue de faire vivre trois mille familles et de soutenir de nombreux secteurs) mais encore que l'Etat tient à sa force de frappe. D'où la plaisanterie de M. Millaud à propos de l'initiative de M. Flosse : « J'ai entendu dire qu'il voulait aussi organiser une consultation sur la présence de Dieu en Polynésie ». L'opposition ne cesse de mettre en garde contre ce qu'elle appelle les opérations « poudre aux yeux » de M. Flosse, qu'elle accuse de vouloir assourdir sur le territoire un pouvoir personnel, mais elle paraît essouffée. Dix jours après cette proposition de consultation, elle n'avait pas encore réagi officiellement. Seul le jeune Parti socialiste indépendantiste et autogestionnaire, le la Mana, a répondu « Chiche ! » et invite M. Flosse à organiser lui-même la consultation.

JEAN SCEMLA.

« Boom » ou pas ?

DEUX thèses s'affrontent au sujet de la santé économique de la Polynésie française. Pour les uns, le territoire connaît un « boom » dont la cause réside essentiellement dans la confiance placée par les détenteurs de capitaux dans la gestion de M. Flosse et de son équipe, qui veulent développer le territoire « comme une entreprise ». Ils en veulent pour preuve le nombre des voitures neuves sur le bryant boulevard Pomare à Papeete (les immatriculations de véhicules ont augmenté de 23 % en 1983), le prix des loyers, le nombre des sociétés créées. Un autre élément se révèle déterminant, l'absence de fiscalité directe. Tahiti est le seul territoire de la zone franc à présenter cette particularité, à l'exception de Wallis-et-Futuna. A une époque où la pression fiscale sur les personnes et sur les sociétés s'alourdit, c'est un atout de taille pour Tahiti. Les premiers à l'avoir exploités sont les résidents de Nouvelle-Calédonie. Lassés de l'incertitude politique de leur territoire, ils ont largement investi en Polynésie, contribuant à la relance économique. Le malheur des uns...

Les adversaires de M. Flosse soulignent plutôt que la fréquentation touristique a baissé de 9 % en un an à la suite des cyclones de l'année dernière et des grèves dans l'hôtellerie au début de cette année, et que le commerce extérieur du territoire ne cesse de mettre en garde contre ce qui est appelé les opérations « poudre aux yeux » de M. Flosse, qu'elle accuse de vouloir assourdir sur le territoire un pouvoir personnel, mais elle paraît essouffée. Dix jours après cette proposition de consultation, elle n'avait pas encore réagi officiellement. Seul le jeune Parti socialiste indépendantiste et autogestionnaire, le la Mana, a répondu « Chiche ! » et invite M. Flosse à organiser lui-même la consultation.

F. F.

(1) 1 franc CFP = 0,055 F français.

La conquête de l'énergie thermique des mers

D'ICI quelques années, Tahiti pourrait obtenir un quart de l'énergie électrique dont elle a besoin grâce à l'exploitation de l'énergie thermique des mers. C'est-à-dire grâce à une énergie totalement propre et totalement renouvelable.

Dès 1881, le Français Arsène d'Arsonval eut l'idée de produire de l'énergie en faisant tourner une turbine par le seul jeu d'une faible différence de température. Théoriquement, la chose est possible, avec une différence de quelques degrés Celsius. Pratiquement, la différence de température doit être supérieure à 18°C pour que le rendement global soit de l'ordre de 3 %. Georges Claude, le premier, essaya en 1930 et en 1934 d'appliquer ce principe en profitant de la différence de température existant dans la zone intertropicale entre les eaux marines chaudes de surface (22°C à 30°C) et les eaux froides (4°C) que l'on trouve vers la profondeur de 1 000 mètres. Il échoua à cause de problèmes technologiques liés aux très gros tuyaux, longs, le premier de 2 000 mètres, le second de 700 mètres, qui amenaient l'eau froide en surface.

La turbine entraînant l'alternateur est mise en rotation grâce à la différence de pression existant devant elle et derrière elle. Devant elle, la source chaude est vaporisée, ce qui augmente la pression. Derrière elle, la vapeur est condensée grâce à la source froide, ce qui diminue la pression. Le fluide vaporisé est donc aspiré vers la faible pression et, au passage, fait tourner la turbine. Toutes les centrales thermiques sont construites selon ce principe, mais la source chaude y est à une température supérieure de plusieurs centaines de degrés Celsius à celle de la source froide, et le rendement global est alors de l'ordre de 40 %.

On peut exploiter l'énergie thermique des mers selon deux procédés différents.

• Dans le cycle ouvert, l'eau « chaude » est vaporisée grâce à une très forte baisse de pression (3 % de la pression atmosphérique normale, si l'eau est à 25°C). Ce système suppose une énorme turbine, ou la juxtaposition en parallèle de plusieurs petites turbines.

• Dans le cycle fermé, l'eau « chaude » donne sa chaleur à un fluide qui se vaporise à basse température (ammoniac, propane, chlorofluorométhane, etc.). La turbine est alors de dimensions normales, mais il faut de gigantesques échangeurs de chaleur pour que le fluide se vaporise puis se condense.

Pour mettre en pratique l'énergie thermique des mers, deux solutions sont envisageables, étant entendu qu'il faut impérativement être dans la zone intertropicale : on peut installer la centrale soit sur un support flottant sous lequel pend le tuyau d'amenée de l'eau froide, soit sur la terre ferme en un lieu où la côte submergée plonge directement vers les profondeurs marines sans le palier d'un plateau continental. Cette deuxième possibilité fait de nombreuses îles d'origine volcanique (Polynésie, Antilles, Réunion, entre autres) et aussi de la Nouvelle-Calédonie autant de sites possibles.

Des études, menées conjointement en 1982 et 1983 par le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), devinrent depuis juin dernier l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer (IFREMER), l'Office de

recherche scientifique et technique outre-mer, le Muséum national d'histoire naturelle de Paris et le Commissariat à l'énergie atomique, ont repéré un site particulièrement favorable juste devant le port de Papeete : un tuyau de trois kilomètres de long suffit pour aller chercher à mille mètres de profondeur de l'eau à 3,9°C, les eaux de surface étant couramment à 27°C.

En 1983, le CNEXO a passé un contrat avec Ergocéan, un groupe d'intérêt économique où sont réunies sept sociétés des groupes CGE-Alstom-Atlantique et Empain-Schneider ; il s'agit d'établir, d'ici à 1985, des avant-projets de centrales de 5 mégawatts à partir desquels sera fait le choix entre le cycle ouvert et le cycle fermé. Si des crédits de 300 à 400 millions de francs sont trouvés, la centrale à énergie thermique des mers de Tahiti pourrait fonctionner vers 1988. L'Assemblée territoriale de Polynésie française est très intéressée par le projet : elle a déjà contribué pour 2 millions de francs aux études de site.

Un projet de centrale

Un projet de 5 mégawatts peut sembler modeste, surtout si on le compare au projet américain de 40 mégawatts pour Hawaii. Mais d'autres pays ont, eux aussi, à l'étude des projets raisonnables (Pays-Bas et Indonésie : 100 kilowatts à Bali ; Japon, 1 à 10 mégawatts à Nauru et à Okinawa, petites îles du Pacifique). Tous ces projets, en effet, concernent des installations prototypes et il est plus raisonnable de commencer par des centrales relativement petites. Le tuyau d'eau froide, en particulier, grossit avec la puissance des centrales. Pour les 5 mégawatts de Tahiti, on pense à un tuyau qui aurait déjà 3 mètres de

diamètre. Pour 40 mégawatts, il faudrait, probablement, un tuyau de 9 mètres de diamètre.

D'après les études de faisabilité qui avaient été conduites en 1980, il semble qu'une centrale utilisant l'énergie thermique des mers serait compétitive, par rapport aux centrales à diesel, à partir de 10 mégawatts. Or, depuis quatre ans, le prix du pétrole brut a diminué en dollars, certes, mais le cours du dollar a beaucoup monté, si bien que le seuil de compétitivité est difficile à prévoir à écarté de quinze ou vingt ans.

L'utilisation des centrales à énergie thermique des mers pourrait être notablement élargie si on tirait parti de l'eau douce produite obligatoirement dans le cycle ouvert par la vaporisation, qui équivaut à une distillation de l'eau de mer « chaude ». Tahiti, certes, n'a pas besoin d'eau. Mais de nombreuses régions arides du Chili, des Cap-Vert, Arabie, Australie, etc., manquent terriblement d'eau alors qu'elles ne sont pas très éloignées des zones où l'exploitation de l'énergie thermique des mers est possible. On pourrait imaginer des installations flottantes ne produisant que de l'eau douce qui serait évacuée, dans des tankers faisant une navette entre la zone de production et les régions arides proches.

L'idée d'utiliser le sous-produit eau douce a déjà été soulevée par la société COFREMI pour la Nouvelle-Calédonie. Sur la côte nord de l'île, l'exploitation des latérites à nickel aurait besoin de 20 000 mètres cubes d'eau douce par jour et de 15 mégawatts. Pourquoi ne pas faire une seule installation qui fournirait alors les uns et les autres ?

Y. R.

La torpeur d'une triple crise

(Suite de la page P.)

L'industrie n'a pas fait preuve de beaucoup plus de dynamisme. En 1983, on a constaté une baisse de 4 % dans le nombre d'enregistrements au registre du commerce. Le mouvement semble, toutefois, ne pas se confirmer pour les six premiers mois de 1984. Cette léthargie a plusieurs causes. L'étroitesse du marché local tout d'abord : 145 000 personnes inégalement réparties sur 19 000 kilomètres carrés avec une densité égale à la moitié de celle de la Lozère. Cela ne constitue pas un marché facile, et souvent des projets restent en l'état faute de possibilités de commercialisation. Il apparaît ensuite que beaucoup d'entreprises calédoniennes débutantes sont victimes d'un manque de technicité complet, ce qui suscite des critiques sévères de la part du public, obligé d'acheter des produits locaux parfois de mauvaise qualité.

Cette carence entraîne souvent les fabricants à faire appel à des sociétés françaises ou étrangères pour parer leur production. Les entreprises locales, les plus compétitives ont bénéficié de ce système en important sur le territoire le savoir-faire qui leur faisait défaut. Le cas s'est présenté dans l'industrie alimentaire et les produits ménagers. Dans des secteurs comme le tourisme, on s'est parfois montré plus prévoyant : c'est par exemple un grand hôtel de Nouméa qui, dès son ouverture, a passé un contrat de gestion avec une chaîne japonaise spécialisée, ou encore le complexe de

Tiari qui sera administré par un groupe de Hongkong.

L'administration locale n'est pas étrangère à cette situation, car en Nouvelle-Calédonie rien ne se fait sans son agrément. Jugée responsable de tous les maux du territoire — surtout depuis qu'elle est socialiste dans un pays où 90 % de la population européenne vote à droite — on n'hésite pas néanmoins à solliciter sa bienveillance pour favoriser un projet. En conséquence, Untel obtiendra un aménagement du code des investissements, tel autre pourra bénéficier de prêts bonifiés, un autre — jusqu'ici adepte de la libre concurrence — arrachera aux pouvoirs publics des mesures de contingentement draconiennes qui lui permettront de vendre à coup sûr son produit quelle que soit sa qualité.

La crise que traverse la Nouvelle-Calédonie est donc triple : conjoncturelle, à cause de la chute des cours du nickel, politique à cause des revendications indépendantistes, humaine, enfin, car les deux civilisations qui coexistent sur le territoire sont en total déphasage. Jusqu'à quand la Nouvelle-Calédonie demeurera-t-elle dans cette impasse ? De plus en plus de Calédoniens ne sont pas loin de voir dans une indépendance multiraciale, librement acceptée par tous, la possibilité d'une relance économique dans un climat de confiance restauré.

FREDERIC FILLIOUX.

L'hiver a le sourire. FRANCE DU PACIFIQUE. POLYNÉSIE. Agence Nationale pour l'Information Touristique, 8, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - ☎296.10.23

A votre porte en Outre-Mer comme en Métropole calberson international. MARITIME - AÉRIEN. Agences en : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion. calberson international, Département d'Outre-Mer, 13, Blvd Ney - PARIS 18^e Tél. 238.86.27 - Téléfax 212135



LES TERRITOIRES DU PACIFIQUE

Le Centre océanologique de Tahiti : un pionnier de l'aquaculture tropicale

par YVONNE REBEYROL

Le Centre océanologique du Pacifique (COP) a été installé à Vairao (Tahiti) dès 1972 par le Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO)...

Les eaux chaudes en permanence présentes en effet des avantages considérables : les animaux se reproduisent et grossissent tout au long de l'année...

Cette croissance rapide a pour conséquences agréables de réduire la période où l'éleveur doit nourrir ses pensionnaires et aussi de faire que les stocks d'animaux élevés dans les installations aquacoles se renouvellent rapidement...

En outre, de nombreux pays tropicaux sont riches en sites impropres à tout usage classique, mais utilisables pour l'aquaculture (eaux saumâtres, zones inondables aux hautes mers)...

L'équipe du COP - une vingtaine de chercheurs et techniciens permanents...

Mais, une fois écloses, leurs larves, incapables de nager, sont entraînées vers les estuaires dont l'eau est saumâtre (12 grammes de sel (1) par litre d'eau en moyenne)...

L'élevage de la chevrette

Les fermes de chevrettes doivent donner à leurs pensionnaires le rythme particulier à l'espèce. Pour la reproduction, qui se fait bien en captivité - une femelle pond de 5 000 à 20 000 œufs quatre à cinq fois par an...

Le mâle n'a pas à être opéré. Il libère son sperme spontanément. Le processus de fécondation varie selon les espèces. Ou bien le mâle introduit son sperme dans une poche spéciale de la femelle...

L'élevage de la chevrette selon les techniques mises au point au COP commence à se répandre dans les DOM tropicaux, tout spécialement en Martinique, grâce à des initiatives locales...

En Polynésie, où les terrains côtiers sont très rares, le COP étudie, dans une station-pilote, une technique d'élevage intensif pour obtenir des reproducteurs de 20 à 40 tonnes de chevrettes de mer par hectare et par an...

De même, une écloserie a été ouverte à Jakarta (Indonésie) en juin dernier pour alimenter une future ferme couvrant 1 000 hectares. Des projets sont en cours de réalisation aux Fidji et en Malaisie...

Quant aux poissons tropicaux, le COP mène des études sur dix espèces. A la Martinique, des recherches sont en cours, coordonnées conjointement par l'Association pour le développement de l'aquaculture en Martinique (ADAM) et l'IFREMER...

Exportation des techniques

La technique peut sembler cruelle : on écrase un œil de la femelle. Les glandes régulant le système hormonal étant situées dans le pédoncule oculaire, cette mutilation déclenche le fonctionnement des ovaires. Chaque femelle opérée est examinée tous les soirs pour voir si elle est prête à pondre...

Quant aux poissons tropicaux, le COP mène des études sur dix espèces. A la Martinique, des recherches sont en cours, coordonnées conjointement par l'Association pour le développement de l'aquaculture en Martinique (ADAM) et l'IFREMER...

Les huîtres perlières (Pinctada margaritifera) sont cultivées uniquement aux Tuamotu et aux Gambiers dans les lagons desquelles l'espèce est présente naturellement. Les huîtres sont énormes et peuvent fabriquer spontanément de très grosses perles noires...

Depuis 1960, des techniciens japonais sont venus greffer les huîtres, c'est-à-dire introduire dans les animaux une sphère de naacre que les huîtres enrobent de leur naacre personnelle...

Reste le problème du naissain. Le cycle de reproduction en captivité des huîtres perlières n'est pas maîtrisé : des recherches sur la génétique se poursuivent à l'université de Montpellier. Pour le moment, il faut toujours collecter le naissain « sauvage »...

L'AVENIR DE MAYOTTE

M. HORY (MRG) : « Les Mahorais sont radicaux sans le savoir »

Hésitant depuis le début de l'année sur l'avenir de Mayotte, dont la possession est revendiquée par la République des Comores, le gouvernement a finalement opté pour... une position d'attente. Le conseil des ministres doit adopter prochainement un projet de loi visant à proroger le statut particulier de collectivité territoriale défini en 1976...

Reste le problème du naissain. Le cycle de reproduction en captivité des huîtres perlières n'est pas maîtrisé : des recherches sur la génétique se poursuivent à l'université de Montpellier. Pour le moment, il faut toujours collecter le naissain « sauvage »...

Quant aux poissons tropicaux, le COP mène des études sur dix espèces. A la Martinique, des recherches sont en cours, coordonnées conjointement par l'Association pour le développement de l'aquaculture en Martinique (ADAM) et l'IFREMER...

Les huîtres perlières (Pinctada margaritifera) sont cultivées uniquement aux Tuamotu et aux Gambiers dans les lagons desquelles l'espèce est présente naturellement...

Depuis 1960, des techniciens japonais sont venus greffer les huîtres, c'est-à-dire introduire dans les animaux une sphère de naacre que les huîtres enrobent de leur naacre personnelle...

Le service du Commerce Extérieur

CGM logo and text: AU SERVICE DU COMMERCE EXTERIEUR, AU SERVICE DES DEPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER, AU SERVICE DE LA POLYNESIE ET DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE. Compagnie Générale Maritime

L'EXERCICE DAMOCLÉ Une démonstration

De notre envoyé spécial... (Text about damocles exercise demonstration)

SELON UN SONDAGE

Les parents d'élèves du p... les nouvelles mesures go...

(Text about survey of parents of students regarding new measures)

TORONTO ACCLAM L'effet Jean-

De notre envoyé... (Text about Toronto and Jean-)

Handwritten Arabic text: ١٥١ من الاموال

L'EXERCICE DAMOCLÈS DE LA BRIGADE AÉROMOBILE

Une démonstration « coup de poing »

De notre envoyé spécial

Chaumont (Haute-Marne). - Les armées ont toujours une idée derrière la tête lorsqu'elles organisent une manœuvre en vraie grandeur pour expérimenter leur dispositif de combat et leurs matériels. Plus exactement, elles ont toujours quelque chose de plus ou de mieux à révéler au gouvernement, surtout lorsqu'il s'agit, à la demande du ministre de la défense, d'imaginer une autre répartition de leurs forces censées s'opposer et s'adapter à de nouvelles menaces. C'est alors que ces mêmes armées mettent sur pied une grande démonstration, un spectacle à long terme, véritablement en cours d'expérimentation, avec ses 6 500 hommes, ses 200 hélicoptères d'assaut et de manœuvre capables de lancer plus de 400 missiles anti-chars et avec l'appui des avions de la Force aérienne tactique, qui tirent jusqu'à 178 « sorties » en une seule journée. En face, pour mettre à l'épreuve ce nouveau dispositif aéromobile, le commandement de la brigade aéromobile, avec ses 1 300 véhicules divers, dont 232

chars, était censé représenter l'adversaire - en rouge sur les cartes d'état-major - qui déboula là où on ne l'attendait pas. D'un côté, donc, la division blindée préfigurait cet ennemi qui menace le dispositif militaire français « d'Ivoire la grande plaine du nord de l'Europe », pour reprendre l'expression de M. Charles Hernu, le ministre de la défense venu constater sur place, vendredi 14 septembre à Chaumont (Haute-Marne), que ses directives avaient été comprises des états-majors. De l'autre, dans le vrombissement de ses hélicoptères anti-chars, la brigade aéromobile de Nancy, cet embryon de force « coup de poing » qui devrait donner naissance, en juillet 1985, à la 4^e division aéromobile, « fer de lance », comme l'a dénommée le général René Imbot, chef d'état-major de l'armée de terre, de la Force d'action rapide en Centre-Europe et outre-mer. Une division d'hélicoptères à la française, qui rappelle, avec des moyens moins ambitieux, la First Cavalry américaine dans ses opérations choc en Indochine.

« Un nouvel esprit »

Pour les besoins de la démonstration, l'armée de terre avait mis les petits plats dans les grands, avec ses ballons d'hélicoptères jouant à saut-mouton par-dessus les arbres. La brigade aéromobile du général Henry Préand a su incontestable-

ment séduire le ministre de la défense, qui l'a qualifiée d'« innovation stratégique capitale » ou encore d'« événement le plus considérable de ces dernières années en ce qui concerne les systèmes de défense des États européens ». Du couple que forme cette brigade avec la 6^e division légère blindée, le général Imbot a même dit qu'il était « unique en Occident » et qu'« il indresse nos alliés, parmi les plus grands », représentés à Chaumont par leurs attachés militaires. Mais la démonstration est allée bien au-delà. Comme si l'état-major avait voulu mettre le gouvernement au pied du mur, en lui rappelant que, s'il voulait disposer d'une force « coup de poing » pour manifester sa solidarité envers ses alliés européens, il lui faudrait en consacrer aussi les moyens financiers. Tirant les conclusions de l'exercice Damoclès, le général Imbot a beaucoup insisté sur « les améliorations nécessaires de la prochaine décennie », surtout en matière d'équipements et de matériels nouveaux. C'était sans doute la raison de la présence, sur la base de Semouvières, du nouvel hélicoptère Super-Puma de l'Aérospatiale, porteur du radar Orhidée, qui améliorera la qualité du renseignement durant les années 90. Cet hélicoptère à 45 millions de francs l'exemplaire, l'armée de terre souhaite l'acquérir pour ses missions de reconnaissance, mais aussi pour accroître sa mobilité à longue distance et gagner du temps dans la mise en place de ses premiers éléments de combat aux premiers heurts des hostilités. De même, les responsables militaires ont rappelé qu'il leur fallait des caméras à imagerie thermique à bord des hélicoptères, pour détecter des chars camouflés, de jour comme de nuit, jusqu'à 4 kilomètres. Sans parler des hélicoptères d'appui et de protection, à 60 millions de francs l'exemplaire, qui remplaceront, un jour, aux termes d'un accord de coopération franco-ouest-allemand, les hélicoptères anti-chars actuels Gazelle-Hot et qui serviront d'hélicoptères-canon ou armés de missiles air-air à très courte portée contre des hélicoptères d'assaut adverses.

« Vous êtes, a dit M. Hernu à ses généraux, à l'origine d'un nouvel esprit aéromobile », fait de compétences et de capacités, à la création de ce sens passer dans nos régiments d'hélicoptères. » JACQUES ENARD.

« L'HUMANITÉ » CRITIQUE UNE NOUVELLE FOIS LA CRÉATION DE LA FORCE D'ACTION RAPIDE

A deux reprises en quarante-huit heures, le quotidien du PCF, « L'Humanité », s'est prononcé, à l'occasion de l'exercice Damoclès, à la création, par la France, de la Force d'action rapide (FAR) suspectée d'être « une force inéquitable » (édition du jeudi 13 septembre) et susceptible d'être envoyée « aux avant-postes de l'OTAN, au contact des pays membres du pacte de Varsovie » (édition du samedi 15 septembre). « Il serait surprenant, ajoute le quotidien du PCF, que ces pays ne ressentent pas comme une menace supplémentaire cette initiative française. »

Ce n'est pas la première fois que le PCF s'est prononcé à la création de la FAR. Déjà, en octobre dernier (le Monde daté 30-31 octobre 1983), M. Jean Combastel, député communiste de la Corrèze et vice-président de la commission de la défense au Palais-Bourbon, s'était inquiété des conditions d'emploi, en Europe, aux côtés des alliés, de la FAR, critiquée, de surcroît, du fait qu'elle est presque totalement composée de soldats professionnels ou d'engagés à long terme.

D'UN SPORT A L'AUTRE

- ATHLÉTISME : Match des huit nations à Tokyo. - L'équipe de la République démocratique allemande a remporté le match des huit nations d'athlétisme qui a eu lieu, vendredi 14 septembre, à Tokyo. Avec 183 points, les Allemands de l'Est ont notamment devancé l'URSS (171 points), la Grande-Bretagne (143 points), et les États-Unis (121 points) qui, hormis Carl Lewis, vainqueur du 100 mètres en 10 s 13, étaient représentés par une équipe de remplaçants.
TENNIS. - Les quarts de finale du National de tennis ont été marqués, vendredi 14 septembre, à Marquès-Barcel (Nord), par la qualification de Guy Forget sur Lote Courteau. Ce dernier, blessé, a abandonné la partie au cours du premier set alors qu'il était mené 4-1. Le match entre Thierry Tulasne et Tarik Benhabiles a été interrompu par la nuit alors que Tulasne menait 3-6, 6-3, 3-2.
FOOTBALL : Championnat de France. - Les trois derniers matchs de la septième journée du championnat de France de football disputés, vendredi 14 septembre, ont donné les résultats suivants : Toulouse B. - Sochaux 1-0 ; Nantes B. - Tours 1-0 ; Lens B. - Nancy 3-0.
Classement. - 1. Bordeaux, 13 pts ; 2. Nantes et Auxerre, 10 ; 4.

LE PROCÈS DES « FAUSSES FACTURES » A MARSEILLE

A la barre pour une longue traversée

De notre envoyé spécial

Marseille. - Un procès comme celui-ci n'appareille à la lecture des paquebots de haute mer. Il faut d'abord s'assurer que tous les prévenus en cause sont bien là. Il convient ensuite de rappeler à chacun les infractions retenues. Lorsqu'ils sont quatre-vingt-quatre, cela occupe aisément une matinée. Les uns et les autres se sont attachés à faire bonne contenance, femmes impliqués dans cette affaire. Et, pour commencer, les têtes de série, ceux qui seront par la suite constamment sur la sellette. Ce sont Julien Zémour, l'ancien inspecteur central des impôts de Nice, petit homme apparemment sans relief, qui a écouté fort sagement le rapport des différentes opérations qui lui valent les inculpations d'escroquerie, abus de confiance, faux en écritures privées, établissement de fausses factures, abus de biens sociaux etc. Puis sont venus MM. Pierre Truc, directeur adjoint de la Générale Sucrière, Roger Salel, Jacques Cohen et enfin Dominique et Jacques Venturi, le père et le fils, les seuls à porter cravate. Tous ceux-là sont détenus mais n'en paraissent pas trop scabellés.

Les autres, se frayant comme ils pouvaient un passage à travers une foule d'avocats, n'avaient qu'à faire un apparition en attendant le jour où il leur faudra répondre sur le fond. La plupart ont subi quelques mois de détention préventive avant de bénéficier de mise en liberté moyennant des cautions de vingt mille à un million de francs et dont le montant total approche les dix millions, ce qui est une façon comme une autre pour l'Etat de bloquer déjà certaines sommes en attendant réparation du préjudice subi.

Seul manquait M. Roger Sentenac. Il est malade, hospitalisé à Paris. Ses défenseurs ont sollicité du tribunal la disjonction de son cas. M. Sentenac n'est pourtant point secondaire dans cette affaire. Prési-

dent d'une société d'études, la SIA-VIT, qui travaillait pour des municipalités communistes de la région parisienne, c'est en raison de ses activités et des liens qu'il avait avec M. Roger Salel que l'enquête a mis en cause certains élus de ces municipalités contre lesquelles sont ouvertes, à Paris, des informations qui ne sont pas encore closes.

Les uns et les autres se sont attachés à faire bonne contenance.

quitté à dire ensuite, dans les couloirs, ce que dossier « ne vaut même pas un mauvais roman de gare ». Au fond, chacun accepte le procès. La traditionnelle ouverture sur les incidents de procédure - quatre dépôts de conclusions seulement pour tant d'inculpés - l'a montré. « Je mesure bien, devait dire par exemple, M. José Allégrini, qui soutenait la nullité de la procédure, la vanité de mon entreprise... »

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

Les policiers de gauche réclament des châtiments exemplaires

Les policiers en ont assez de servir de cible aux malfaiteurs. Les drames de cet été et l'émotion qu'ils ont provoquée incitent leur principale organisation à « sonner le tocsin ». L'expression est de M. Bernard Delaplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP, gauche), qui a réuni, vendredi 14 septembre, à Paris, une conférence de presse pour faire part de l'« inquiétude réelle » des policiers face aux violences dont ils sont victimes (le Monde du 15 septembre).

La FASP prône la sévérité. Aucun agresseur de policiers ne devrait, selon elle, bénéficier d'une permission de sortir ou d'une libération conditionnelle. Condamné à perpétuité ou à vingt ans d'emprisonnement, le meurtrier d'un fonctionnaire de police devrait purger sa peine jusqu'au bout, et la FASP réclame une réforme législative en ce sens.

Tout en se défendant d'exploiter l'insécurité à des fins politiques ou idéologiques, M. Delaplace a estimé qu'il existait une catégorie de délinquants et de criminels à l'égard desquels la

politique de prévention, qu'il juge néanmoins indispensable, était impuissante. Contre cela, le FASP réclame un châtimement exemplaire, car il lui semble que « certains tribunaux prononcent des peines qui ne sont pas assez dissuasives ». Enfin, M. Delaplace a avoué que son organisation n'hésiterait pas à porter plainte, y compris, le cas échéant, contre l'administration, s'il lui apparaissait que les mesures et les agressions de policiers ne sont pas mieux sanctionnées et réparées.

Comme on lui demandait s'il ne voulait pas reprendre le coup de ciseaux de la FASP des élections professionnelles qui doivent avoir lieu en 1985, M. Delaplace a répondu qu'il ne se faisait « aucune inquiétude » quant à leurs résultats. Aux élections professionnelles de 1982, la FASP avait obtenu 57,44 % des suffrages, un recul de 10,3 % par rapport à celles de 1978. Ce recul avait été mis sur le compte de la difficulté que cette organisation socialisante avait à se démarquer du nouveau gouvernement. B. L.G.

CONFRONTATION FRANCO-AMÉRICAINE SUR UN VIRUS

Le SIDA démasqué

Après une apparente phase d'accalmie, l'épidémie de SIDA (syndrome d'immunodéficience acquise) a repris sa lente progression à travers le monde : le nombre total des cas dépasse bientôt les six mille. Aucune parade thérapeutique efficace n'a encore été trouvée, en dépit de nombreuses tentatives. Pourtant des résultats importants viennent d'être obtenus par plusieurs équipes scientifiques et médicales, en France et aux États-Unis.

Il est maintenant établi de manière quasi certaine que le SIDA est d'origine infectieuse et virale. On se souvient que deux équipes s'étaient illustrées dans la découverte du virus impliqué dans cette nouvelle maladie, virus totalement inconnu jusqu'alors. La première, française, dirigée par les professeurs Luc Montagnier et Jean-Claude Chermann (Institut Pasteur de Paris), baptisa le virus (lymphadéno-pathie virus) le virus qu'elle tenait pour responsable du SIDA. Par la suite, une équipe américaine (professeur Robert Gallo, National Can-

cer Institute Washington) découvrit elle aussi un virus suspect qu'elle baptisa HTLV 3, supposant a priori qu'il s'agissait d'un troisième représentant de la famille des Human T lymphadéno-pathie virus, déjà connue pour ses liens avec certains cancers humains. L'AV - HTLV 3 ? La question se pose depuis de longs mois, dans les milieux scientifiques concernés. Les milieux industriels aussi, car les travaux sur le SIDA sont d'une importance économique considérable. Identifier l'agent responsable de cette maladie, c'est pouvoir mettre rapidement au point un test diagnostique de laboratoire qui permettrait d'éliminer les produits sanguins contaminés (on sait que le SIDA peut se transmettre à partir des dérivés du sang). C'est aussi pouvoir mettre au point un vaccin efficace.

Après avoir depuis plusieurs mois, la confrontation entre les résultats français et américains n'a toujours pas été faite. Et, à l'échelle internationale, deux « camps » se sont constitués, chacun, publiant ses résultats en parlant selon le cas, soit du LAV, soit du HTLV 3. Pourtant, tout laisse aujourd'hui penser qu'on approche du dernier épisode de ce feuilleton médico-scientifique. Il y a quelque jour, lors d'un important congrès international qui se tenait à Sendai (Japon), les deux équipes ont chacune annoncé avoir réussi le clonage de « leur » virus. Il s'agit d'une étape essentielle : elle permet l'intégration du matériel génétique viral dans des supports vivants, c'est-à-dire qu'elle offre la possibilité d'une production illimitée in vitro du matériel viral indispensable pour la mise au point de méthodes diagnostiques ou vaccinales.

Le clonage permet aussi de découvrir d'une manière on ne peut plus précise l'exacte constitution du virus. En d'autres termes, ces résultats annoncent l'heure de vérité pour les chercheurs français et américains. Une réunion sur ce thème sera organisée la semaine prochaine à Rome. Le professeur Montagnier y rencontrera le professeur Gallo. Si, comme plusieurs indices le laissent supposer, les deux virus se révèlent identiques, une publication scientifique pourrait être consignée par les deux équipes. Comment, alors, baptisera-t-on le virus responsable du SIDA ? « Rien n'est acquis, nous a expliqué le professeur Montagnier, car l'un des points cruciaux du conflit concerne l'homologie entre ce virus et la famille des HTLV. Pour nous, ce virus n'apparaît pas comme pouvant être considéré de cette famille. » La compétition, pourtant,

ce peut plus se résumer à une opposition franco-américaine : les chercheurs français collaborent avec plusieurs équipes d'outre-Atlantique. « Il a été établi à Sendai », explique le professeur Montagnier, que le virus poussait in vitro et in vivo, dans des lymphocytes (1) de chimpanzé. Pour notre part, nous avons démontré avec le centre des maladies infectieuses d'Atlanta, qu'une infection du chimpanzé par le LAV provoquait une diminution des taux de lymphocytes dans la synthèse d'anticorps par l'animal pour ce virus. De plus, avec le National Institute of Health, une infection par le LAV a été à l'origine du décès d'un jeune chimpanzé, après une maladie dont les signes précurseurs étaient identiques à ceux du SIDA. La même infection a modifié le profil du SIDA constante aussi une étape essentielle de la réalisation d'un vaccin protecteur.

Côté diagnostic, les Français ont passé un accord avec la firme américaine Genetec Systems pour la mise au point d'un test de dépistage de la présence du LAV dans le sang humain (le Monde du 7 juillet). On approchait ensuite (le Monde du 10 juillet) que le ministère américain de la santé avait décidé de contre-attaquer en autorisant cinq firmes pharmaceutiques à produire un test équivalent en collaboration avec l'équipe du professeur Gallo. « Tout dernièrement », révèle le professeur Montagnier, nous avons appris que les Américains avaient décidé d'abandonner les firmes pharmaceutiques qui le désiraient pour mettre au point un tel test. L'équipe française et Genetec Systems sont, quant à eux, liés par un accord exclusif. Leur test pourrait être commercialisé avant la fin de cette année. Enfin, un autre virus « candidat » à l'origine du SIDA vient de faire son apparition. Il s'agit de l'ARV (AIDS related virus ou virus apparenté au SIDA). Il a été découvert par des chercheurs de l'université de Californie dirigée par le docteur Jay A. Levy. L'annonce de la réussite de son clonage a aussitôt été rendue publique avant toute publication scientifique, par la firme Chiron Corporation, société californienne spécialisée dans les biotechnologies. Une annonce qui ne manque pas de surprendre dans les milieux scientifiques puisqu'il y a un an le docteur Levy était de ceux qui doutaient fortement de l'origine virale de cette maladie.

JEAN-YVES NAU.

(1) Les lymphocytes sont des cellules sanguines qui jouent un rôle essentiel dans la défense immunitaire de l'organisme.

SELON UN SONDAGE

Les parents d'élèves du privé approuvent les nouvelles mesures gouvernementales

Les mesures sur l'enseignement privé annoncées le 29 août par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, sont bien accueillies par les Français, et plus particulièrement lorsqu'ils sont parents d'élèves de l'enseignement privé. Un sondage publié par la Croix indique en effet que 45 % des Français approuvent le nouveau dispositif (58 % sont sans opinion) dont, 57 % des parents d'élèves du privé. Les résultats sont peu différents selon que les personnes interrogées se situent dans la majorité ou dans l'opposition : à l'exception toutefois des partisans du parti communiste qui n'approuvent les propositions gouvernementales qu'à 38 %, contre 51 % des proches du PS, 54 % de ceux de l'UDF et 45 % de ceux du RPR. Les parents d'élèves du privé sont nombreux à penser que le compromis adopté est satisfaisant, pour tout le monde (61 %). Seuls les proches du parti communiste estiment qu'il fait trop de concessions aux partisans du privé (41 %).

En revanche, plus des trois quarts des parents du privé considèrent que l'avenir de leurs établissements n'est pas assuré : 71 % d'entre eux pensent que les mesures prises menacent l'existence de l'enseignement privé. Les Français n'ont pas dans l'ensemble d'opinion sur ce

point. Mais pour eux le règlement de ce dossier est davantage un succès pour l'opposition (40 % le pensent) que pour le gouvernement (21 %).

Augmentation des effectifs

Le secrétariat général de l'enseignement catholique, de son côté, vient de faire un premier bilan de la rentrée. Comme dans l'enseignement public, les établissements privés enregistrent une baisse des effectifs dans les écoles primaires due à la démographie, mais la chute y est moins forte : 0,4 % (-1,3 % dans le public). En revanche, dans l'enseignement secondaire l'augmentation des effectifs y est plus importante : 3,3 % (1,6 % dans le public). L'enseignement catholique, les responsables de l'enseignement catholique estiment que le nombre de postes d'enseignants qui leur « a été alloué dans le cadre d'un budget de rigueur et de crédits limitatifs est nettement insuffisant ».

TORONTO ACLAME LE PAPE

L'effet Jean-Paul II

De notre envoyé spécial

Toronto. - Les deux jours passés par le pape dans la capitale de la province de l'Ontario, vendredi 14 et samedi 15 septembre, ont montré que, même dans la Canada anglophone, l'effet Jean-Paul II joue à plein. La deuxième archidiocèse du pays après Montréal compte plus d'un million de catholiques ; néanmoins, ceux-ci ne représentent qu'un tiers de la population. Et pourtant, tous les habitants de Toronto semblent être tombés sous le charme du pape polonais. En vérité, la ville est une mosaïque d'éthnies - la messe est célébrée chaque semaine en vingt-sept langues - mais elle a aussi une longue histoire d'antagonisme entre catholiques et protestants. Et même aujourd'hui la querelle scolaire ouvre de vieilles cicatrices.

En Jean-Paul II, c'est surtout l'homme de paix qui est acclamé : celui que la ville de Toronto a choisi pour allumer la flamme dans le nouveau Jardin de la paix qui sera inauguré prochainement par le reine d'Angleterre. C'est l'homme d'amour et de tendresse, qui embrasse les enfants, console les malades et les personnes âgées. C'est le défenseur des droits de l'homme, qui n'hésite pas à dénoncer l'inhumanité d'un système économique qui sacrifie les personnes au profit.

On n'y voit plus l'homme du dogme, qui rappelle la doctrine rigoureuse de l'Église catholique en matière sexuelle. Oubliées les pe-

tités phrases, dans chaque discours pontifical, pour condamner la contraception et l'avortement, pour réclamer le financement des écoles catholiques par l'État ou pour rappeler aux prêtres l'importance de leur célibat. Oubliés l'agacement archidiocésain du pays après Montréal compte plus d'un million de catholiques ; néanmoins, ceux-ci ne représentent qu'un tiers de la population. Et pourtant, tous les habitants de Toronto semblent être tombés sous le charme du pape polonais. En vérité, la ville est une mosaïque d'éthnies - la messe est célébrée chaque semaine en vingt-sept langues - mais elle a aussi une longue histoire d'antagonisme entre catholiques et protestants. Et même aujourd'hui la querelle scolaire ouvre de vieilles cicatrices.

Les femmes, accourues à la rencontre du pape, se sont pressées dans les rues de Toronto, plus nombreuses que pour tout autre événement, y compris une visite de la reine. Le « scharisme » de Jean-Paul II est reconnu par tous, qu'ils soient catholiques ou non. Les gens interrogés dans la rue déclarent - avec une naïveté qui frise la superstition - la regarder, la toucher. Il s'agit de lui une paix, une certitude et une bonté qui tranchent sur l'atmosphère des hommes politiques. Et même son message traditionnel exerce finalement une sorte de fascination sur eux, ce vœux se fait comme une bouée de sauvetage dans une crise de civilisation.

ALAIN WOODROW.

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 15 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

SINGER SERIE LIMITEE Aspirateur Magic 1000 Super abbaire 1.995 F

20 h 35 Téléfilm: Tout comme un homme. De R. Sullivan. Avec C. Millet, A. Sachs, X. Saint-Macary...

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Variétés: Champs-Élysées. De Michel Drucker. Autour de Serge Lama, C. Delarocque, Art Company...

BRUCE SPRINGSTEEN Samedi 15 septembre 21 h 50 Les Enfants du Rock/A2

22 h 5 Magazine: Les enfants du rock. De R. Sullivan. Avec C. Millet, A. Sachs, X. Saint-Macary...

FRANCE-CULTURE

19 h 30 Tant qu'il y aura des témoins: avec F. Meyer, C. Lévy...

FRANCE-MUSIQUE

22 h 34 Programme musical: Hugo Wolf. Les solistes de France-Musique.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 15 septembre à 0 heures et le dimanche 16 septembre à 24 heures.



Températures relevées à l'étranger: Alger, 29 et 19 degrés; Amsterdam, 19 et 12; Athènes, 31 et 19; Berlin, 21 et 13...

Dimanche 16 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

8 h 45 Journal. 9 h Émission islamique. 9 h 15 A Bible ouverte. 9 h 30 La source de vie.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

9 h 30 Journal et météo. 9 h 40 Récit A2: Candy. 10 h 10 Les chevaux du désert.

23 h 25 Journal. 23 h 45 Soirée les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

12 h Osor. 13 h Quatre-vingt-quatre, par le GMF. 14 h 30 Émission pour le jeunesse.

FRANCE CULTURE

12 h 5 Le cri du lionard. 12 h 30 Lettre ouverte à l'auteur. 12 h 45 Musique: Le Rhin (à 16 h 30 et 23 h).

FRANCE MUSIQUE

12 h 5 Magazine international. 14 h 4 Disques compact: œuvres de Haydn, Liszt, Ravel, Weber, Mozart.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3798

HORIZONTALEMENT

I. Une façon de régler les consommations. Tient bien la bouteille.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 Grid for crossword puzzle.

VERTICALEMENT

1. Faire des avances. Est plus gros à Milan qu'à Bruxelles.

Carnet

Mariages

Isabelle MILLARD et Guy AGUENIER.

Décès

Dieu a rappelé à lui, le 12 septembre 1984, Robert BOIRON.

M. Joseph OLANIE.

M. Joseph OLANIE, âgé de soixante-dix-sept ans, rédacteur en chef adjoint à l'Agence France-Presse, retraité.

M. Maurice REMY.

Ses obsèques ont été célébrées en l'église de La Brosse (Vosges), le 22 août 1984.

Handwritten note: 150 من الاموال

صكنا من الامل

Économie

Eclaircir les forêts pour noircir du papier et dégager le bois d'œuvre

Il est de bon ton aujourd'hui de se gausser de la notion de filière. Pourtant, dans le bois, elle existe. Pour l'habitat, les menuiseries, les meubles, le fût des scieries. Pour avoir des sciages, il faut du bois d'œuvre. Pour l'obtenir, il faut éclaircir les forêts. Pour que ces éclaircies soient rentables, il faut trouver des débouchés pour utiliser les petits bois : essentiellement par trituration, les panneaux à particules et la pâte à papier. Les sciages, eux, ne sont rentables le plus souvent que s'ils écoulent leurs déchets (sciures et délinquants), pour lesquels les débouchés, ce sont encore les panneaux et surtout la pâte.

En France, la forêt produit biologiquement 60 millions de mètres cubes par an. On utilise 37 millions de mètres cubes, dont environ 7 en autoconsommation, dont le bois de feu. Le marché profite donc sur 30 millions de mètres cubes. Mais cette production s'accroît. D'ici dix ans, les plantations financées par le Fonds forestier national depuis 1947 produiront 7,5 millions de mètres cubes de bois de trituration de résineux, contre 3,5 millions aujourd'hui, et 12 millions de mètres cubes de bois d'œuvre, contre 10,5 millions.

Depuis dix années, l'Office national des forêts (ONF) a entrepris, surtout dans les forêts communales qu'il gère, de convertir les taillis en bois d'œuvre, ce qui accroît parallèlement la production de bois d'œuvre.

Le constat est alors le suivant : le déficit de la filière bois va croissant. Il atteint 13,6 milliards de francs en 1983. Or le bois est de plus en plus disponible. L'outil industriel de transformation n'a pas suivi depuis plusieurs décennies cette évolution notamment parce que les pâtes importées revenaient moins cher pour les papeteries. Comme les produits d'origine ne trouvent pas de débouchés, ces éclaircies ne se font pas. Pas d'éclaircies, pas de bois d'œuvre, et la boucle est bouclée.

Ce constat n'est pas d'actualité. Il est peut-être même caricatural. Mais il devrait amener à agir, dans trois directions : sur la mobilisation des petits bois, sur la restructuration des scieries, sur la production de pâte.

Le projet de loi forestière, qui a pour objectif d'inciter les proprié-

étaires à ne pas laisser leur épargne pourrir sur pied dans les arbres, devant passer devant le Parlement à la session d'automne, mais M. Fabius revote, depuis qu'il est premier ministre, le programme de travail législatif.

Surface moyenne : 0,40 hectare

Pour inciter les propriétaires forestiers à pratiquer les éclaircies nécessaires, plusieurs moyens sont possibles : la création d'associations qui contrecarrent les handicaps du morcellement. Un exemple : l'Association forestière du canton de Saales et environs (Bas-Rhin), créée en mars 1982, comptait, en juillet 1984, cent dix adhérents, dont la surface moyenne des propriétés forestières était de 0,40 hectare. En dépit des crédits publics et de la rationalisation apportée par le regroupement, le travail d'éclaircie restait déficitaire. De l'ordre de 2 800 F par hectare. Une douzaine d'associations de cet ordre sont formées depuis trois ans dans le massif vosgien, entraînant la création de quarante-cinq emplois.

Autre exemple de regroupement : les travaux forestiers exécutés en CUMA (coopérative d'utilisation de matériel agricole). Lors d'un voyage qu'il effectua en juillet dernier dans la Meuse et en Alsace, M. Soucheon, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, chargé notamment de la forêt et des industries de première transformation, avait insisté sur plusieurs points concourant à la mobilisation des bois : l'effort de formation sylvoicole, qu'il jugeait insuffisant dans les lycées agricoles, la participation des agriculteurs aux travaux forestiers, qui représentent pour eux, dans une période de récession surtout pour les autres produits, une source de revenu complémentaire ; l'effort également à réaliser par les communes forestières, qui ne dégagent pas suffisamment de ressources de leurs forêts pour les entretenir, mais qui, selon M. Soucheon, sont aussi parmi les communes de France celles qui décident les niveaux d'imposition les plus faibles.

Le pari de la mobilisation des petits bois, pour faire de la place aux plus gros, n'est pas facile à tenir. Au bout de trois années d'exercice, l'Association du canton de Saales

peut ramener le déficit de 2 800 F à 1 500 F par hectare, car on pourra commencer à commercialiser localement des petites grumes, dont la valeur marchande est déjà plus élevée. Affaire de temps et de crédits donc.

La restructuration des scieries est déjà partiellement aidée, mais le mouvement reste insuffisant. On avait lancé l'idée d'un institut de développement industriel du bois, notamment en fonds propres. L'idée est en train de se transformer et ce pourrait devenir une structure capable de coordonner l'administration des différents sources de crédits publics, de gérer un fonds de garantie qui incite les institutions financières, et notamment les sociétés de développement régional, à investir dans les filières, capable enfin de rechercher des débouchés intérieurs et extérieurs.

Un gros boisseau

Le troisième volet de l'action, celui des débouchés pour le bois de trituration, a été longtemps mis sous le boisseau : un gros boisseau baptisé Chapelle-Darblay, qui a monopolisé l'attention et, pour l'heure, les crédits. Aujourd'hui, les deux usines de la Chapelle-Darblay en Seine-Maritime s'approvisionnent localement, dans le Grand-Ouest, mais aussi auprès des sylviculteurs de l'Est. Ce qui fait, on s'en doute, beaucoup de transport, pour une matière pondéreuse, à faible valeur ajoutée. Il faudra donc organiser la récolte de bois et de vieux papiers dans l'Ouest et la région parisienne pour alimenter la Chapelle-Darblay et, parallèlement, mobiliser les bois d'éclaircie pour la cellulose de Strasbourg.

Dans l'est de la France, en effet, le taillis était le mode d'exploitation forestier dominant. Le taillis, c'est une coupe régulière des rejets de souche. Économiquement, ce mode de conduite était raisonnable, car il permettait d'alimenter en bois de feu la grosse industrie sans à proximité des mines de fer, Vint, mais progressivement, le charbon, qui n'entraîne pas une modification radicale des besoins jusqu'au jour où il supplante le bois, sans que le mode d'exploitation sylvoicole ait été changé. C'est ce capital dormant qu'il convient d'exploiter si l'on veut

L'Amérique latine invite les pays industrialisés à un « dialogue direct » dès le premier semestre 1985

De notre envoyé spécial

Mar-del-Plata. - Le consensus de Carthagène avait donné naissance, le 22 juin, à un mécanisme de consultation et de suivi qui devait permettre aux principaux débiteurs d'Amérique latine de mener une action concertée. Force est de constater que ce mécanisme fonctionne et se perfectionne.

Le 14 septembre, en effet, à l'issue de la réunion de Mar-del-Plata, les ministres des relations extérieures et des finances de onze pays latino-américains (1) sont convenus de se retrouver à Saint-Domingue dans le courant du premier trimestre 1985. En outre, des réunions extraordinaires pourront se tenir si les circonstances l'exigent.

On retrouve dans le communiqué de Mar-del-Plata le souci de dramatiser qui caractérise le discours prononcé le 13 septembre par M. Raúl Alfonsín. « Alors que, pour les pays industrialisés, la solution du problème de la dette extérieure a perdu son caractère d'urgence, l'approvisionnement des pays en voie de développement s'accroît », affirme le texte approuvé vendredi soir 14 septembre.

Les taux d'intérêt se sont certes stabilisés depuis la hausse enregistrée à la fin du mois de juin ; mais leur niveau est très largement supérieur à la moyenne historique. La renouveau de la dette des pays développés reste précaire, et risque d'une crise internationale aux dimensions imprévisibles est toujours présent. Le protectionnisme augmente, tandis que les capitaux permettent de financer le développe-

ment et les crédits commerciaux à court terme sont rares.

Les efforts d'ajustement sont inégalement répartis, « ce qui est incompatible avec la coresponsabilité des créanciers et des débiteurs ».

Enfin, tout en reconnaissant que l'accord intervenu entre le Mexique et les banques crédières s'inspire d'un certain nombre de principes énoncés dans le consensus de Carthagène, les ministres réunis à Mar-del-Plata insistent sur la nécessité d'une solution « permanente et globale ».

Le résultat le plus important de Carthagène 2 est, toutefois, la décision d'inviter les gouvernements des pays industrialisés à un « dialogue politique direct ». Cette réunion Nord-Sud devrait se tenir au cours du premier semestre 1985. La thèse de ceux qui, comme l'Argentine, jugent insuffisant le dialogue au sein des instances de discussions existantes - en particulier le comité de développement de la Banque mondiale - s'est donc finalement imposée.

Quelle sera la réponse des pays riches ? Plusieurs pays européens et le Japon ont, en principe, d'accord. Le Trésor américain, en revanche, a fait savoir que les États-Unis ne participeraient pas à tel ou tel sommet. Réaction du ministre argentin des relations extérieures, M. Dante Caputo : « S'ils maintiennent cette position, les États-Unis devront assumer la responsabilité de l'aggravation de la crise ».

JACQUES DESPRÉS.

(1) Mexique, République dominicaine, Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Pérou, Uruguay, Venezuela.

Grève partielle chez General Motors mais poursuite des négociations

Correspondance

Washington. - Les négociations entre la société General Motors (GM) et le Syndicat de l'automobile (UAW) n'ayant pas abouti avant vendredi 14 septembre, les deux parties ont accepté une convention collective (le Monde du 8 septembre), M. Bieber, président de l'UAW, a invité les syndicats de treize usines réparties dans neuf États à se mettre en grève. Toutefois, le dirigeant syndical a ajouté que la négociation continuait sur le plan national pour l'élaboration d'un nouveau contrat.

Ainsi les ponts ne sont pas définitivement rompus, et le travail continue dans la plus grande partie des usines de la firme. La grève partielle concerne seulement le site de Détroit où travaillent environ 10 000 ouvriers sur un total de trois cent cinquante mille, est certes de nature à perturber la production. Elle affecte en effet des usines produisant des voitures populaires et dont les stocks s'épuisent. Mais ses effets sont sans comparaison avec les conséquences désastreuses d'une grève totale, qui coûterait à la compagnie environ 200 millions de dollars par semaine.

La négociation bute sur le problème de la sécurité de l'emploi, qui est le premier des points du syndicat pendant la période de récession de 1979 à 1982, 250 000 ouvriers ont perdu leur travail. L'offre d'une augmentation de salaire de l'ordre de 3 %, jugée insuffisante, est en fait considérée comme secondaire par l'UAW, en comparaison des garanties demandées pour les ouvriers qui pourraient

être licenciés par l'outsourcing. C'est-à-dire la production ou l'achat d'automobiles et de pièces à l'étranger ou dans des établissements industriels américains échappant au contrôle du syndicat.

Le syndicat se préoccupe également des travailleurs qui pourraient être licenciés par l'introduction de nouvelles technologies. Ainsi la General Motors envisagerait, au cours des cinq prochains années, d'ajouter 14 000 robots aux 3 000 existants. De plus l'UAW sera en possession d'un document de la compagnie prévoyant la mise à pied d'environ 100 000 ouvriers. Enfin, l'UAW souhaite une réduction des heures supplémentaires afin de permettre à 60 000 des syndicats temporairement licenciés de retrouver leur travail.

Pour sa part, la GM aurait accepté le principe d'assurer des emplois à un certain nombre d'ouvriers appelés à être licenciés par l'outsourcing et l'application de nouvelles technologies. Elle envisagerait également d'aider les ouvriers à se reconvertir dans d'autres emplois. Mais la compagnie ne spécifie jusqu'à quel point elle s'engage à la garantie, ni l'ancienneté requise pour en bénéficier, ni sur quoi les fonds qu'elle affectera à ce programme.

Un compromis n'est pas exclu. Le syndicat espère amener la GM à préciser ses propositions. De son côté, la compagnie espère obtenir du syndicat sa coopération pour améliorer la productivité par un certain nombre de concessions concernant la classification des emplois et le rythme du travail.

HENRI PIERRE.

L'achat d'Airbus par Pan Am donnera du travail à 125 000 salariés américains

Le contrat entre la compagnie américaine Pan Am et le consortium européen Airbus Industrie, en vue de l'achat de seize A-320 et de douze A-310, devra être effectivement signé avant le 15 novembre prochain, date à laquelle doit être livré le premier des vingt-huit avions retenus. Le seuil minimum qui pourrait remettre en cause cet accord, a déclaré M. Roger Bételle, directeur général du consortium, serait la dégradation, bien improbable, de la situation financière de Pan Am.

En attendant la construction de ces nouveaux appareils, la compagnie louera, dans des conditions financières non précises par Airbus Industrie, douze A-300 et quatre A-310, qui font partie des avions disponibles appelés « queues blanches » parce qu'ils sont construits, sans avoir été encore achetés.

Cette commande représente un montant de 1 milliard de dollars, et elle pourrait être doublée si la compagnie américaine donne suite à ses options d'achat, qui peuvent aller jusqu'à trente-quatre A-320 et treize A-310 supplémentaires. Si l'ensemble de ce marché devenait définitif après discussion avec le consortium européen et après approbation par le conseil d'administration de Pan Am, M. Bernard Lathière, administrateur général d'Airbus Industrie, a précisé que le contrat donnerait du travail à 125 000 personnes aux États-Unis, où cinq cents sociétés œuvrent en sous-traitance. En effet, malgré la coopération européenne qui est à la base de la fabrication de l'avion, chaque Airbus vendu est l'équivalent pour l'industrie américaine de la vente d'un Boeing-727 aux États-Unis.

La Raffinerie de Strasbourg devrait fermer

De notre correspondant

Strasbourg. - Le comité d'entreprise de la Raffinerie de Strasbourg, qui emploie trois cents personnes sur le site de Draeseheim et de Herlisheim (Bas-Rhin) devait se prononcer, le 12 septembre, sur la fermeture définitive de l'usine. Les trois actionnaires, BP, Elf et le groupe Total, ont confirmé qu'ils entendaient cesser l'exploitation d'une raffinerie qui n'est, à leurs yeux, plus rentable.

Les trois sociétés pétrolières ont décidé, le 18 juin dernier, d'interrompre la fourniture de brut à la Raffinerie de Strasbourg. Celle-ci, créée en 1963, ne tourne plus qu'à 50 % de sa capacité annuelle de 4,6 millions de tonnes, annonce ses dirigeants. La baisse d'activité, la perte de débouchés - notamment à l'exportation - et la volonté des pouvoirs publics de réduire la consommation des produits pétroliers se cumulent, résume M. Raphaël Pélissier, le directeur.

Ce n'est l'avis ni des syndicats ni des élus locaux. La commission économique d'entreprise ou siège des élus CGC et CFDT, juge « catastrophique » cette fermeture. Il faudra solliciter alors la raffinerie Shell, de Reichelstein (Bas-Rhin) dans laquelle Elf, BP et Total ont toutes trois désormais des parts minoritaires, et sans doute abandonner une part du marché aux raffineries allemandes très proches.

Les élus locaux, de plus, redoutent les conséquences économiques et sociales de cette fermeture. Les emplois induits par la raffinerie sont plus d'un millier, et le total des taxes foncières et professionnelles encaissées par les collectivités locales assises se montait, en 1982, à plus de 4,8 millions de francs, d'après un

calcul du sénateur et maire RPR de Bischwiller, M. Paul Kauss.

Faut-il, comme le préconisent les syndicats, fusionner les deux raffineries de Bas-Rhin? Ce pourrait être, estiment-ils, « le point de départ d'un rôle flexible et compétitif permanent d'alimenter le bassin rhénan sud, où la consommation est en hausse ». Faut-il investir dans une unité de coéfaction de 300 000 tonnes pour utiliser « le fond du baril » ? Il en coûterait une somme investissable, dit-on à la direction, qui se serait jamais récupérée.

Pour l'instant, syndicats et direction ne s'accordent pas sur la valeur du plan social qui doit être rediscuté dans une dizaine de jours. Une cinquantaine de salariés ont plus de cinquante-cinq ans, note M. Pélissier, et sont donc susceptibles de partir en préretraite. Des aides au reclassement des autres salariés, « soit hors pétrole, soit dans le pétrole, avec conservation de leurs statuts », sont prévues, note le directeur. Mais les membres élus du comité d'entreprise jugent ce plan social « inexistants ».

JACQUES FORTIER.

SCHLUMBERGER RACHÈTE UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE DE FORAGES EN MER

Le groupe Schlumberger (société de services pétroliers), que dirige M. Jean Riboud, a annoncé le 14 septembre la conclusion d'un accord de principe en vue d'un rachat, pour près de 1 milliard de dollars de la société américaine de forages en mer Sedco Inc., dont le siège est à Dallas. Schlumberger possède déjà une filiale de forages en mer, la société Forex Neptune.

Le nombre des chômeurs a augmenté de 0,7 % au mois d'août

Publiés, en fin d'après-midi, le 14 septembre, les statistiques mensuelles du chômage enregistrèrent, à la fin du mois d'août, une augmentation de 2,6 % en données brutes par rapport au mois précédent et de 15,9 % sur un an avec 2 241 400 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE. En données corrigées des variations saisonnières, la progression est de 0,7 % en un mois et de 16 % par rapport au mois d'août 1983, avec 2 360 300 chômeurs.

En raison du rythme légèrement plus faible observé depuis le milieu de l'année, après les fortes poussées enregistrées de novembre 1983 à avril-mai 1984, le ministère du travail souligne que les résultats d'août « confirment le ralentissement de la progression du chômage ».

Cette appréciation, toutefois, doit être nuancée puisque, en un mois, en données brutes, la perte d'un emploi affecte 37 000 personnes de plus contre 9 900 de moins également en un mois en 1983 (-0,5 %) et, en données corrigées, 17 500 de plus contre 10 500 de moins en juillet-août 1983 (-0,5 %).

Depuis que le chômage a repris sa progression, en novembre, on compte 325 700 demandeurs de plus en données corrigées, et c'est assez dire que la situation de l'emploi ne cesse de se détériorer.

Le nombre des nouvelles inscriptions, qui s'est élevé à 315 100 au mois d'août, est en données corrigées, en augmentation de 1 % sur le mois précédent et de 3 % sur août 1983. Les recrutements économiques sont, notamment, avec 36 594 (46 940 en juillet, 33 990 en août 1983) se maintiennent à un niveau important pour la période, alors que les flux de sortie de l'ANPE, qui peuvent correspondre à un retour à l'activité, ont diminué de 4,4 % en données corrigées (-17,9 % en brutes) et sont à peu près stables d'une année

sur l'autre (+1,2 % et +0,7 % respectivement).

Deux facteurs montrent bien le caractère précaire du léger « ralentissement » constaté : il s'agit de l'augmentation importante des inscriptions à la fin d'un contrat à durée déterminée pour 106 135 personnes (+12,2 % en deux mois, +6,9 % en un an) et de l'évolution contrastée du nombre des « premiers entrées » en fin de contrat, qui ont été 56 537 à l'issue d'un contrat, une brève augmentation de juillet avec 101 849 (-34,7 % en un mois, +4,5 % en un an).

En revanche, le frémissement observé le mois dernier pour les offres d'emploi paraît dessiner une timide tendance positive avec sa confirmation en août : 40 000 propositions ont été enregistrées au cours du mois, en données corrigées, soit une augmentation de 9,6 % par rapport à juillet, mais une baisse de 16,7 % en un an, qui souligne le niveau toujours faible des offres.

Quant au marché du travail, selon les résultats définis de l'enquête « Emploi », il paraît devoir se stabiliser. Avec 13478900 salariés dans les secteurs marchands non agricoles au deuxième trimestre 1984, il se maintient au niveau du premier trimestre, alors que le recul était de 0,4 % chaque trimestre depuis la fin de 1982. Toutefois, en un an, les effectifs ont diminué de 1,2 %.

Enfin, l'indice du taux de salaire horaire des ouvriers progresse de 2 % au deuxième trimestre 1984, soit une augmentation plus forte que les trois trimestres précédents, et qui porte l'augmentation annuelle en juillet à 7,6 % contre 9,8 % de janvier 1983 à janvier 1984. La hausse du salaire mensuel est de 2,2 % au deuxième trimestre de 1984 et de 6,9 % en un an.

ALAIN LEBALBE.

JOURNAL OFFICIEL

Carnet

Robert BOURON

M. Joseph OLIVE

M. Maurice REY...

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

UNE fois n'est pas coutume ; les champions du protectionnisme larvé, souvent escamoté derrière les saints principes de l'économie libérale, ont fait amende honorable. En choisissant d'équiper sa flotte en avions Airbus plutôt qu'en Boeing, dans le cadre d'un contrat global portant sur 91 hélicoptères (28 appareils achetés ferme, 16 autres en location temporaire, et 47 avec option d'achat), la compagnie américaine Panam a démontré son sens des affaires. L'aspect technique a certes contribué à sa décision, mais nul doute que la « dollarisation » croissante des économies internationales a aussi pesé dans la balance. Avec un billet vert au-dessus de 9,30 F (il a clôturé à 9,3175 F vendredi à New-York) et de 3 deniers, les exportations européennes vers les Etats-Unis ont quelque chance de croître.

A la Bourse de Paris, on a vu réfréner les traditionnels « cocoricos » (l'Airbus est le fruit d'un consortium européen), mais toutes les valeurs liées de près ou de loin à la technologie aéronautique ont tiré profit, vendredi, du « contrat de siècle », permettant, ce jour-là, à l'industriel instantané de gagner globalement 0,5 % et de maintenir à 0,30 % le tassement des actions françaises pour l'ensemble de la semaine. En clôture, Crozet (vedette incontestée de ces cinq séances, avec une hausse globale de 10 %) gagnait déjà 8 %, suivie par SFTM et Thomson-CSF, avec des gains beaucoup plus modérés, il est vrai. Voilà pour les valeurs du secteur qui se sont particulièrement distinguées, mais d'autres titres sont également sur les rangs pour cette semaine, à des degrés divers, tels TRT, Précision mécanique Labinal, Intertechnique, Sagema ou Jenger pour ne citer que les principaux constructeurs d'équipements destinés à ces « avions à queue blanche », ainsi qu'on a pris l'habitude de désigner les Airbus restés sous hangar en attendant de voir apposer le nom de l'éventuel acheteur.

Puisque nous sommes au chapitre des poignées de mains franco-américaines, signalons au passage le vif intérêt que les familles de la rue Vivienne ont manifesté à l'égard du rigoureux coup de rein déposé par USI Stearns en fin de semaine. Déjà, jeudi, les valeurs américaines avaient grimpé de vingt-huit points selon l'indice Dow Jones des valeurs industrielles et, le lendemain, le mouvement se poursuivait, plus modéré, avec une progression de dix points en dépit de quelques velléités de prises de bénéfices. Le Big Board s'établissait ainsi à son plus haut niveau depuis trois semaines, les professionnels locaux trouvant dans la baisse de 0,8 % des ventes de détail au mois d'août et 0,1 % pour l'indice des prix de gros durant

Merci Panam !

la même période (contre une diminution de la même monnaie supérieure aux prévisions : 2,1 milliards de dollars pour la dernière semaine de référence) des éléments propres à raviver leurs espoirs. Ceux-ci reposent sur un ralentissement - relatif - de la croissance économique afin d'éviter toute surchauffe et sur un appétit - mesuré - à l'égard des liquidités monétaires, sans susceptible de contenir le mouvement de hausse des taux d'intérêt qui commençait à s'amorcer.

Par tradition, ou sur le mode de très près, à Paris, l'évolution du grand frère américain mais est resté très constant d'un certain mercantilisme et l'on s'empare constamment au contraire acheter qui continue de se manifester sur notre place, en provenance d'outre-Atlantique. Comparés à la « force de frappe » des investisseurs américains, leurs achats en France se représentent qu'une part modeste de leurs placements. Suffisante en tout cas pour donner du tonus au marché parisien, où ils continuent à jeter leur dévolu sur les grandes valeurs (BSN qui bénéficie de bonnes perspectives de bénéfice par action, après avoir été « travestie » à la hausse en début de semaine, Club Méditerranée, dont la filiale américaine va bientôt être cotée à New-York, BIC, Moët, Hennessy, Pernod-Ricard...).

Mais au fil des mois - et des conseils avisés des gestionnaires - la clientèle étrangère a fait son éducation, et on voit à présent pointer le bout du nez sur telle ou telle valeur de la distribution (Carrefour), voire Michelin, qui effective progressivement un retour à la surface au palais Brioussard, ou encore Peugeot, qui continue à susciter des paris sur un redressement du groupe en dépit de ses importants problèmes sociaux et financiers. A côté de cet effort d'entraînement indiscutable, l'action des gestionnaires de SICAV reste déterminante en attendant le relais traditionnel des souscriptions de la clientèle privée qui démarre à l'automne, pour s'accroître en fin d'année. A brève échéance, l'horizon paraît plutôt dégage à la Bourse de Paris, où la présentation de la loi de finances 1985 a suscité de bonnes commentaires assez favorables. Sans aller jusqu'à l'approbation générale manifestée par la presse anglo-saxonne (certains journaux américains n'ont pas hésité à titrer sur un « glissement à droite », tel le *Christian Science Monitor* de Boston...), les familles de la corbeille considèrent que le prochain budget va dans le bon sens. Au-delà de la polémique qui a surgi à propos de « moins

Semaine du 10 au 14 septembre 1984

d'impôts mais plus de taxes », on se déclare satisfait des dispositions qui concernent les hauts revenus, débarrassés de la surtaxe conjoncturelle à l'horizon 86. Le maintien de la majoration de 8 % pour l'impôt sur les grandes fortunes et du prélèvement sur les frais généraux des banques était escompté, de même que la position (1 milliard de F) sur les bénéfices des compagnies pétrolières, laquelle a contribué à faire baisser quelques valeurs en Bourse (Elf-Aquitaine, Française des Pétroles, Raffinage, Esso...). De même, l'absence de nouvelle aide à l'investissement - préconisée par le CNPF - n'est pas considérée comme trop pénalisante dans la mesure où il est patent que les entreprises françaises bénéficient actuellement d'un net progrès de l'autofinancement et d'une stabilisation des taux d'endettement ainsi que l'atteste la dernière étude de la centrale des bilans de la Banque de France au titre de l'année 1983 et dont les résultats peuvent être prolongés aux premiers mois de l'année en cours.

Dans ce contexte assez positif, se sont tout de même produits quelques accidents de parcours. Le plus remarquable a été la lourde chute de Radiotechnique, handicapée par l'annonce de résultats fortement déficitaires au premier semestre 1984 (alors qu'ils étaient positifs pour les six premiers mois de l'exercice précédent). L'action a finalement baissé de 26 % en une semaine et on s'interroge sérieusement sur le sort qui sera réservé au dividende 1984.

Vendredi, la surprise est venue de la suspension de cotation des Piles Wonder. En fin de soirée, on apprend que c'était la direction de cette firme qui avait sollicité cette mesure « en raison d'événements de portée financière très sérieuse qui peuvent affecter la structure du capital (lié à la hauteur de 37% par les familles fondatrices et qui sont susceptibles d'influencer les cours) ». Une réunion du comité central d'entreprise est prévue pour lundi 17 septembre mais, d'ores et déjà, on murmure que des groupes étrangers (américain, néerlandais), voire français (CGE) seraient intéressés par cette firme qui traverse une passe difficile. Mais on allait oublier un outsider, dans cette affaire... Oui, c'est encore de lui dont il s'agit : M. Bernard Tapie, toujours aussi boulimique en matière de reprise d'entreprises, et qui serait également sur les rangs pour reprendre cette société de 750 millions de francs de chiffre d'affaires, dont les 2400 salariés se demandent bien à quelle sauce ils vont être mangés !

SERGE MARTL

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Fortes reprises

Une forte reprise est intervenue cette semaine à Wall Street, après quelques tassements initiaux, dans un marché actif. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui avait rebondi mardi au-dessous du niveau de 1200, l'a dépassé dès le lendemain et a terminé la semaine avec des gains de 30,14 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1237,51 points, soit la plus forte progression depuis le 9 août dernier.

Le sentiment qu'une grève susceptible de ralentir considérablement le rythme de l'économie pourrait être évitée, en dépit de quelques grèves partielles, a été la cause des nouvelles offres faites par le géant de l'automobile, General Motors, un syndicat des ouvriers de cette industrie (voir page 10), a grandement relevé le moral des milieux boursiers.

De plus, les statistiques publiées jeudi et vendredi ont été considérées comme de nouveaux signes de ralentissement modéré de la croissance économique favorable à une baisse des taux d'intérêt, et ont accentué la reprise. Parmi celles-ci, l'ampleur inattendue de la diminution de la masse monétaire (2,1 milliards de dollars), la chute de 0,8 % des ventes au détail en août et la diminution de 0,1 % de l'indice des prix de gros le même mois.

	Cours 7 sept.	Cours 14 sept.
Alcoa	34	35
AT&T	18 5/8	18 3/4
Boeing	53 1/2	52 7/8
Chase Man. Bank	47 7/8	45 7/8
De Pont de Nemours	48 3/4	50
Eastman Kodak	74 1/4	75 1/8
Exxon	53 1/2	54 3/4
Ford	43 1/8	45 3/8
General Electric	55 7/8	58 3/8
General Foods	58 1/4	59
General Motors	73 3/8	75 1/8
Goodyear	27 1/4	27 3/8
IBM	121 5/8	126 3/4
ITT	26 1/4	27 5/8
Motor Oil	29 1/2	29 3/4
Rockwell	48 1/2	49 1/2
Schlumberger	45 5/8	46 3/4
Texasco	35 3/4	37 1/4
UAI Inc.	26 1/2	28 3/8
US Steel	53 7/8	53 3/8
Westinghouse	25	27 1/8
Xerox Corp.	37 1/4	38 1/4

LONDRES

Hésitant

Le marché a évolué irrégulièrement en raison des persistants conflits sociaux en Grande-Bretagne. Les négociations entre la direction des charbonnages et le syndicat des mineurs visant à régler fin à la grève des houillères, ont notamment été rompues, vendredi soir, après cinq jours d'entretiens sans résultat.

Indice « FT » industrielles : 859,4 contre 851,7 ; mines d'or : 514 contre 533,2 ; fonds d'Etat : 80,39 contre 79,49.

	Cours 07 sept.	Cours 14 sept.
Beecham	356	360
Bovater	174	177
Brit. Petroleum	500	505
Charter	236	238
Courtauld	121	125
De Beers (*)	535	517
Dynapac	43	38
Free State Geduld	30 3/4	29 1/2
Gibco	975	973
Gr. Univ. Stores	546	538
Imp. Chemical	626	636
Shell	645	675
Unilever	930	920
Wickes	181	182
Zinc	34 3/4	35 5/8

(*) En dollars.

TOKYO

Fortes hausses

L'indice Dow Jones, qui avait chuté de 119,90 yens au cours de la semaine précédente, a progressé de 120,84 yens cette semaine, pour s'établir à 10 631,54 yens vendredi en clôture. La Bourse était fermée samedi en raison d'une fête nationale. L'indice japonais a également été en hausse de 13,18 points à 850,53.

	Cours 7 sept.	Cours 14 sept.
Alfal	532	526
Brigantine	578	588
Canon	1290	1380
Fuji Bank	901	930
Honda Motors	1280	1300
Mitsubishi Electric	1200	1290
Mitsubishi Heavy	232	233
Sony Corp.	3550	3750
Toyota Motors	1390	1420

FRANCFORT

Achats étrangers

L'envoie du dollar, qui a dépassé les 3 DM, a permis à la Bourse de profiter de la forte hausse du billet vert pour enregistrer d'importants achats en provenance de l'étranger. Les valeurs bancaires, automobiles et les titres d'équipement ont été parmi les titres les plus en vue, de même que les produits pharmaceutiques. L'indice de la Pharmabank : 1031,0, contre 994,90.

	Cours 7 sept.	Cours 14 sept.
AEG	95,80	100,30
BAF	154,40	150,30
Boyer	168,40	171,90
Commerzbank	125	122
Deutschebank	329,50	347,50
Hochst	170,70	173,50
Karstadt	237	241
Mannesmann	146,80	154,50
Siemens	402,90	411,70
Volkswagen	172,60	170,80

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	14-9-84	Diff.
4 1/2 % 1973	1720	+ 10
7 % 1973	9020	- 40
10,30 % 1975	93,40	- 0,10
PME 10,6 % 1976	93,35	+ 0,20
9,30 % 1977	92,40	- 0,20
10 % 1978	93,30	+ 0,30
9,30 % 1978	92,50	+ 0,20
8,80 % 1978	94,60	+ 0,55
9 % 1979	95,50	+ 0,25
10,80 % 1979	95,40	+ 0,05
12 % 1980	100,40	+ 0,10
13,80 % 1980	104,15	+ 0,42
16,75 % 1981	111,85	+ 0,65 (1)
16,75 % 1982	111,40	+ 0,10
16,20 % 1982	114,10	+ 0,30
15,75 % 1982	112,43	+ 0,93 (2)
CNE 3 %	3 685	+ 120
CNB Paris	102,50	+ 0,22
5 000 F	102,80	+ 0,05
CNB Suez 5 000 F	102,30	+ 0,10
CNI 5 000 F	102,24	- 0,04

(1) Compte tenu d'un coupon de 335 F.
(2) Compte tenu d'un coupon de 315 F.

Matériel électrique services publics

	14-9-84	Diff.
Althom-Atlantique	204,80	- 0,70
CIT-Alcatel	1 190,00	+ 10
Crozet	187	+ 17
Genéris	207	+ 15
Intertechnique	1 770	+ 88
Legrand	1 990	+ 50
Lyonnais des Eaux	740	- 3
Maiza	1 620	+ 19
Merlin-Gérin	1 225	+ 6
Moteurs Leroy-Somier	310	- 12,50
Moulines	99,60	- 2,30
PM Labinal	373	+ 16
Radisson	287	- 72
SEB	568	- 5
Sagema	780	+ 19
Téléme. Electrique	1 860	+ 15
Thomson-CSF	1 360	+ 9
IBM (1)	1 328	+ 53
ITT	290	+ 16
Philips	165,20	+ 5,30
Schlumberger	495	+ 17
Siemens	1 450	+ 40

(1) Compte tenu d'un coupon de 8 F.

Banques, assurances sociétés d'investissement

	14-9-84	Diff.
Ball Equipement	264,50	+ 4,5
Banque de Cte	269	+ 11
Catellon	381	+ 1,10
Chargers SA	329	- 5
CFP	648	+ 13
CFI	270	+ 1
Eden	870	+ 20
Heinl (La)	336,40	+ 1,40
Inm. Pl.-Moncau	339,50	+ 4,50
Locafinanc	300	- 12
Locafinanc	300	- 12
Midi	1 702	- 3
Midland Bank	180	- 8,21
O.F.F.	305	+ 11
Raymond et Ger.	665	+ 6
Préval	976	+ 9
Schaeffler	1 NC	
UCB	282	+ 17

Alimentation

	14-9-84	Diff.
Béghin-Sey	265,50	+ 0,20
Bongrain	1725	- 45
BSN G. - Danone	2400	+ 95
Carrefour	1589	+ 3
Casino	999	- 1
Cédis	641	+ 1
Eurostar	660	+ 25
Guyonnet et Ge.	312	- 6
Lesieur	1475	+ 61
Martel	1960	+ 40
Moté-Hennessy	1745	+ 10
Moulinex	2400	+ 11
Occident (Gle)	704	- 6
Olida-Caby	299	+ 29
Pernod-Ricard	803	- 12
Promodis	1780	- 9
St-Louis-Bouchon	382	+ 4
C.S. Saupiquet	580	- 15
Sources Perrier	509	- 8
Veve Cluquot	2250	+ 45
Vigipac	815	+ 17
Nestlé	22650	+ 120

Filatures, textiles, magasins

	14-9-84	Diff.
André Rouffier	137	- 2
FF Agache-Willot	214	- 8
BHV	187	+ 2
CFAD	675	+ 9
Danone-Servipac	2 020	+ 32
Dary	1 061	+ 21
DMC	97	+ 0,90
Galeria Lafayette	250	+ 1
Novellès Galeries	109	- 2,5
Pristemps	155,50	- 0,90
La Redoute	1 170	+ 18
SCOA	57,95	- 1,45

Mines, caoutchouc, outre-mer

	14-9-84	Diff.
Géophysique	882	+ 52
Imital	88	- 0,30
Mitella	872	+ 15
MM Pezomys	56,50	+ 0,50
Charter	31	+ 0,60
INCO	128	+ 8,90
ETZ	60,50	+ 0,50
ECT	2,13	- 0,01

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME (*)

	Nbre de titres	Val. en Val. en (F)
CNE 3 %	82 748	295 659 535
BSN	35 978	93 655 669
Lyonnais Eaux	106 622	77 527 898
ELF Aquitaine	211 062	50 186 973
+ 1/2 % 1973	26 138	44 710 449
L'Air liquide	75 104	39 523 415
Club Méditerranée	39 009	38 267 891
Martel	18 231	34 830 387
Bic	11 783	33 145 893
Carrefour	20 036	31 841 131

* Du 7 septembre au 14 septembre 1984.

Métallurgie construction mécanique

	14-9-84	Diff.
Alpi	97	inch.
Avion	569	+ 42
Chloris-Charlton	28,20	+ 0,30
Crouzet-Loire	N.C.	
De Dietrich	410	inch.
FACOM	876	+ 8
Finet	288	+ 3
Fonderie (Général)	47,50	+ 4,50
Marine Wendel	103,50	inch.
Penhoët	556	- 4
Peugeot SA	227	+ 6
Poclain	65	+ 1,50
Pompey	131	+ 2
Sagema	1285	- 31
Valdo	252	- 14
Valtura	73	+ 1,50

Bâtiment, travaux publics

	14-9-84	Diff.
Audt d'entreprises	835	+ 15
Boysges	640	+ 3
Cinemat Francaise	252	+ 1
Dumez	710	- 17
GTM	238	- 5
J. Lafèvre	142	+ 1,50
Lafayette	345	+ 1,40
Maisons Phéas	197	- 1,40
Poliet et Chausson	370	+ 11
SCREG	138,80	+ 3,20
SGE-SB	59	- 6,90

Mines d'or, diamants

	14-9-84	Diff.
Anglo-American	125,50	- 4,60
Amesbury	965	+ 10
Buf. Gold M.	459,50	+ 10
De Beers	56	+ 0,60
Driefontein	307	+ 3
Free State	322	+ 4
Genes	144,50	+ 7,30
Gold Field	64,50	+ 2,3
Harmony	174,80	+ 1,60
President Brand	353	+ 3,20
Randaminas	1144	+ 3
Sains-Helens	257,80	+ 1,20
Western Deep	452	+ 3
Western Holding	392,50	- 6,5

(1) Compte tenu d'un coupon de 9 F.

Pétroles</

سكنا من الامل

Crédits-Changes-Grands marchés

Les devises et l'or

Le dollar toujours plus haut : 9,30 F

« Quand les bornes sont franchies, il n'y a plus de limites » : on pourrait appliquer cet immortel aphorisme de notre seigneur national au comportement du dollar. Ce dernier, après avoir, la semaine dernière, franchi pour la première fois, à Paris et ailleurs, la barre des 9 francs, a poursuivi allègrement son avance pour atteindre 9,30 francs à la veille du week-end. A Francfort, il s'est approché de 3,04 deutschemarks après avoir également passé une barre, celle des 3 deutschemarks, au plus haut depuis onze ans et demi. A Londres, il a également progressé vis-à-vis de la livre sterling qui, à 1,27 dollar, est tombée à son plus bas niveau historique, à l'égard du « billet vert » tout au moins.

Le plus significatif, dans cette montée, continue est qu'elle s'effectue dans le calme, sans spéculation fébrile ni achats à découvert frénétiques. Tout simplement, les opérateurs vendent leurs marks, leurs livres, leurs yens pour acheter du dollar qui, selon un commentateur cité par notre confrère américain le *Herald Tribune*, « vit sa propre vie » au-delà des données fondamentales, même les fameux taux d'intérêt dont, outre-Atlantique, on se sait plus s'ils continuent vraiment à monter.

Certaines craintes au printemps certaines craintes se manifestaient au sujet d'une baisse brutale du dollar, susceptible de causer autant de dégâts que sa montée (ne venait-il pas de fléchir de 10 % en quelques semaines), aujourd'hui, des voix s'élèvent pour avancer que le « billet vert » pourrait faire preuve d'une bonne santé insolente pendant pas mal de temps encore. Par exemple, pour M. Emile Van Lennep, secrétaire général de l'OCDE, jusqu'au 1^{er} octobre prochain, le dollar « pourrait rester une devise très forte », même si le déficit budgétaire des Etats-Unis était réduit et si les taux baissaient.

Dans une déclaration au *Washington Post*, il s'est élevé contre l'argument « très partisan et inadéquat » selon lequel « c'est seulement le déficit budgétaire américain qui maintient artificiellement le dollar » à des niveaux élevés. Pour lui, ces niveaux s'expliquent principalement par le fait qu'« il est très profitable d'investir dans une économie hautement rentable ». « Aussi longtemps que le marché estimera que l'on peut faire plus d'argent aux Etats-Unis qu'en investissant en Europe ou au Japon, s'il est ajouté, les gens auront tendance à acheter du dollar pour investir aux Etats-Unis. » Une baisse du dollar pour intervenir, a encore indiqué M. Van Lennep, lorsque l'Europe et le Japon deviendront plus attractifs pour les investisseurs. « Cela n'empêche pas les milieux financiers de Francfort d'estimer que le dollar est surévalué de 20 à 30 % et que son cours véritable devrait être de 7,30 deutschemarks.

En tout cas, la nouvelle ascension du dollar sera un des thèmes évoqués à la session du Fonds monétaire qui va s'ouvrir bientôt. Selon le rapport annuel du Fonds, le niveau atteint par la monnaie américaine est « insupportable » et potentiellement « nocif » pour les Etats-Unis. En tout cas, également, l'industrie allemande s'accommode fort bien de la hausse du dollar : ses exportations vers les Etats-Unis ont augmenté de 47 % en sept mois, ce pays nant la deuxième place parmi les clients de la RFA, derrière la France. Certes, notre pays, dans le même laps de temps, a accru de 61 % ses exportations vers le Nouveau Continent, mais les montants, hélas, ne sont pas comparables. Il y a gros à parier que la conclusion du marché de 1 milliard de dollars pour la formation — forme — de vingt-huit Airbus à la Pan Am a dû être facilitée par la baisse des monnaies des pays européens, qui peuvent

donc se permettre de réduire leurs prix en dollars, ce que ne peut faire Boeing. Quant à l'effet nocif de la hausse du dollar sur l'économie allemande, il est, actuellement, négligeable : la Bundesbank intervient très modérément sur les marchés des changes et n'augmente pas ses taux. La Banque centrale ne redoute pas une reprise de l'inflation outre-Rhin du fait de l'augmentation des prix des matières premières libellées en dollars. En fait, ces prix baissent sur les marchés mondiaux, y compris le pétrole.

Sur les marchés des changes, on a encore parlé de la réunion « informelle » des ministres des finances de la CRE à Dublin, les 15 et 16 septembre. Outre l'entrée de la drachme dans le panier de monnaies composant l'unité de compte européenne, l'ECU, des modifications pourraient intervenir dans la composition de ce panier. La part du franc français passerait de 16,5 % à 10 % et celle de la livre italienne de 8 % à 10 %. En revanche, le poids du mark reviendrait de 37 % à 32 % et celui du florin, de 11,3 % à moins de 10 %.

Ces modifications, les premières depuis 1979, ne devraient entraîner aucun mouvement sur les marchés des changes. Néanmoins, des rumeurs courent toujours sur l'adoption du cours actuel du mark, à Paris, 3,0685 francs (proche du cours médian ou pivot) comme nouveau cours plancher, ce qui ne changerait rien dans l'immédiat, mais donnerait une nouvelle marge de manœuvre au franc dans l'avenir. L'opération s'effectuerait à froid, ce qui serait bien la première fois depuis octobre 1981, mais songe-t-on jamais à prendre les devants dans ce domaine ?

FRANÇOIS RENARD.

L'euro-marché

Vif succès du Crédit national à New-York

Le 10 septembre au matin, le Crédit National lançait à New-York une émission à taux variable de 250 millions de dollars. Dès le soir, elle était largement souscrite et l'emprunteur avait pu, en outre, s'offrir un succès en augmentant le montant de 100 millions. Ce succès aussi ample que rapide est d'autant plus remarquable qu'il a été atteint à partir de conditions légèrement plus avantageuses que celles accordées en mai dernier à la Suède. Cela montre à quel point l'image de la République française qui garantit l'emprunt s'est améliorée outre-Atlantique en cours des derniers mois. L'émission a en effet été entièrement placée auprès d'investisseurs institutionnels américains. Pas une seule obligation n'a été vendue hors des Etats-Unis. En conséquence, les titres qui seront émis nominativement ne pourront jamais être transformés en papier au porteur. Ce seul fait rend pratiquement impossible toute sortie ultérieure des obligations hors du territoire américain.

La durée de l'émission du Crédit national est de douze ans. Toutefois, les porteurs auront la possibilité d'en demander le remboursement anticipé tous les trois ans. Le taux d'intérêt qui est basé sur deux paramètres, le taux de base bancaire en vigueur aux Etats-Unis (prime rate) et le taux sur les certificats de dépôt à trois mois, sera le plus élevé, après la déduction de 50 points de base du premier ou l'addition de 40 points au second. Le jour du lancement de l'émission, l'ajout de 40 points au taux sur les certificats de dépôt représentait 11,88 %. Au même moment, le taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts en euros était à trois mois fixé à 11,875 %.

Tous comptes faits, la principale caractéristique de l'emprunt du Crédit national réside peut-être dans la manière selon laquelle le taux d'intérêt sera ajusté après les trois premiers années. Le 18 août 1987, le Crédit national devra faire savoir quelles marges il entend offrir au cours des trois années suivantes par rapport au prime rate et aux certificats de dépôt. Les investisseurs initiés pourront alors quinze jours pour faire connaître leur décision après quoi ils pourront soit se retirer en faisant usage de la clause de remboursement anticipé, soit garder leurs obligations en leur forme originale. Si la majorité d'entre eux demande à être remboursé par anticipation, le Crédit national pourra alors proposer de nouvelles marges, qui ne pourront qu'être plus élevées que celles offertes deux semaines

plus tôt. Les prêteurs disposeront alors de quatre jours pour signifier à l'emprunteur s'ils acceptent le nouveau taux ou confirment leur retrait. La souplesse de cette formule originale est destinée à réduire au maximum le risque d'un remboursement anticipé.

Le Crédit national a été bien inspiré de choisir New-York parce que le marché international des capitaux est pour l'instant complètement saturé d'émissions nouvelles. En effet les emprunteurs américains se ruent littéralement sur le marché euro-obligataire parce que les conditions y sont plus avantageuses que sur leur propre marché des capitaux. Le cas de Walt Disney est à cet égard exemplaire. Cette société a lancé mercredi un euro-emprunt de 150 millions de dollars. D'une durée de trois ans il sera émis au pair avec un coupon annuel de 12,50 %.

Compte tenu de la commission bancaire de 1,375 % le coût pour le père de Donald Duck n'est que de trente points de base supérieur au rendement que procurent les bons du Trésor américain de même durée. A New-York il lui aurait fallu offrir un moins soixante points de base de plus que le Trésor pour avoir quelques chances d'attirer les investisseurs.

On peut même se demander si Walt Disney aurait pu se présenter aux Etats-Unis par suite du conflit houleux qui divise actuellement son conseil d'administration et qui a porté un sérieux coup à son image de marque. Les euro-investisseurs n'en ont cure. Ils ont été enchantés d'acquiescer les euro-obligations. Leur intérêt se traduisait vendredi par une décade de seulement 1,125 à 0,875, c'est-à-dire bien en-dessous de la commission pour les banques qui n'ont pas eu à brader le papier ainsi que cela arrive lorsque la demande est insuffisante.

Le Trésor américain et ses appâts

Vingt-quatre heures plus tôt Coca Cola, non magique entre tous dans la seule évocation entraîne les portefeuilles à s'entrebâiller comme des huîtres, avait été encore plus agressif avec une euro-emission de 100 millions de dollars sur sept ans. Elle a été offerte à 99,75 avec un coupon annuel de seulement 11,75 % et une commission bancaire totale de 1,875 %. Tout cela équivaut à un coût pour l'emprunteur de quelque soixante-quinze points de base inférieur à ce que rapportent

actuellement les emprunts à sept ans du gouvernement américain. Cela n'a pas empêché les euro-investisseurs de se porter acheteurs du papier du fabricant de boisson gazeuse. Il était demandé vendredi avec une décote de 1,375.

Le Trésor américain, en la personne de M. David Mulford, vient de parcourir les places financières européennes pour convaincre les euro-banquiers d'accepter les emprunts que, dans l'avenir, le gouvernement des Etats-Unis entend placer hors de ses frontières. M. Mulford a confirmé que les obligations concernées se présenteront sous forme nominative, mais afin de préserver l'anonymat des porteurs, qu'il sera laissé aux seules banques le soin de certifier, lorsque les coupons seront détachés, que les détenteurs ne sont pas des résidents aux Etats-Unis, c'est-à-dire qu'ils ont passé au cours des douze derniers mois plus de 183 jours hors du sol américain. Bien que le Trésor ait souligné qu'il n'entendait pas porter atteinte au sacro-saint secret bancaire, de nombreux banquiers et tout particulièrement les suisses, n'ont pas été entièrement convaincus par l'argumentaire. En outre, comment sera-t-il possible à un établissement quel qu'il soit de certifier qu'un individu est resté dans l'année moins de 183 jours consécutifs aux Etats-Unis. On imagine aisément la tête du banquier genevois ou zurichois, pour ne citer que celui-ci, contraint de se transformer en demandeur et demander à ses clients leur passeport !

Les emprunts spéciaux du Trésor américain auront également trois autres caractéristiques :

- 1) Les coupons seront payés annuellement comme c'est la coutume sur le marché euro-obligataire et non pas semestriellement ainsi qu'il en va toujours aux Etats-Unis ;
- 2) Les titres concernés ne pourront être revendus à un résident américain pendant les premiers quarante-cinq jours suivant leur émission ;
- 3) Les obligations en question ne pourront être initialement acquises que par une banque étrangère ou par une filiale à l'étranger d'une banque américaine au travers de son succursale des enchevêtres traditionnelles du Trésor.

M. Mulford a enfin précisé que le premier coupon de ce type sera offert en octobre et que son montant sera de l'ordre de deux milliards de dollars. Il n'y a plus qu'à attendre.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les matières premières

Baisse du zinc et du plomb

La menace d'un arrêt de travail dans l'industrie automobile américaine, les craintes relatives à une nouvelle tension des taux d'intérêt — pourquoi se presser dans de telles conditions pour reconstruire ses stocks — et la flambée persistante du dollar ont exercé une influence dominante sur les places commerciales. Il faut y ajouter la perspective d'un ralentissement de l'expansion économique l'année prochaine dans plusieurs pays importants (Etats-Unis, Canada et Japon).

MÉTALUX. — Sensible baisse des cours du zinc, revenus à leurs niveaux les plus bas depuis neuf mois à Londres. Pour la troisième fois depuis le mois de juin, les producteurs viennent de réduire leur prix de 50 dollars la tonne pour la ramener à 940 dollars. La décision prise par le plus important producteur français (Pechiney) d'ajuster sa production de 10 %, afin de mieux ajuster l'offre et la demande, n'a pratiquement pas eu d'impact sur le marché. Il en a été de même à l'extérieur de la publication des statistiques du groupe d'études international du plomb et du zinc faisant état d'une augmentation de 6 % de l'utilisation mondiale durant le premier semestre, égale d'ailleurs à celle de la production.

La chute des cours du plomb s'est accentuée à Londres, les cours retrouvant leurs niveaux les plus bas depuis six mois, ne dépassant désormais que de 15 livres par tonne ceux du 30 décembre 1983. Plusieurs producteurs américains ont réduit leurs prix. Les fabricants d'accumulateurs se font plus que tirer l'oreille pour renouveler leurs stocks. Pourtant l'accroissement de la consommation a été de 6 % durant les sept premiers mois de l'année, supérieur à celui de la production, en hausse de moins de 2 %.

Les cours du cuivre se sont repliés à Londres malgré la nouvelle diminution des stocks britanniques de métal brut à 159 525 tonnes (-2730 tonnes).

La hausse s'est poursuivie sur les cours de l'étain à Londres grâce aux achats de soutien du directeur du stock régulateur.

Une très légère amélioration a été enregistrée sur les cours de l'aluminium à Londres. En effet, l'accroissement des stocks mondiaux a été inférieur aux prévisions des négociants, de l'ordre de 100 000 tonnes seulement. Ils atteignent à fin juillet 4 170 000 tonnes.

CAOUTCHOUC. — Effrètement persistant des cours du naturel à Londres dans l'attente des résultats des négociations salariales dans la

branche automobile aux Etats-Unis.

DENRÉES. — Les cours du sucre ont peu varié sur l'ensemble des marchés. De nouvelles rumeurs ont ressurgi l'après-midi de l'achat par l'URSS au Brésil de 250 000 tonnes de sucre.

Les cours du café se sont effrités. Plusieurs pays membres de l'organisation internationale se sont prononcés en faveur d'une majoration de 10 cents par livre des fourchettes de prix.

Progression persistante des cours du cacao, car le Nigeria aurait suspendu ses ventes.

CÉRÉALES. — Les cours du blé ont à peine réagi sur le marché aux grains de Chicago à la perspective d'achats accrus de blé américain par l'URSS.

LES COURS DU 14 SEPTEMBRE 1984

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTALUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 1 046 (1 046) ; à trois mois, 1 039 (1 030) ; étain comptant, 9 685 (9 575) ; à trois mois, 9 588 (9 460) ; plomb, 307,50 (328) ; zinc, 594 (614) ; aluminium, 801 (798) ; nickel, 3 712 (3 680) ; argent (en once par once troy), 574 (563) ; New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 56,10 (60,30) ; argent (en dollars par once), 7,10 (7,14) ; platine (en dollars par once), 327 (331,7) ; Pétrole : éthan (en riggs par kilo), inch. (29,15).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, octobre, 63,35 (59,50) ; décembre, 64,85 (59,75) ; Banane (en futas par kilo), hain, octobre, inch. (51,60).

CAOUTCHOUC. — Londres (en futas par tonne) : R.S.S. (comptant), 590-620 (630-645).

DENRÉES. — New-York (en cents par lb) : café, octobre, 131 (128) ; décembre, 127 (128) ; sucre, octobre, 4,38 (4,35) ; janvier, 5,01 (5,07) ; café, décembre, 141,20 (144,64) ; maïs, 139,30 (143,15) ; Londres (en livres par tonne sauf le sucre en dollars) : sucre, octobre, 122,80 (123,40) ; décembre, 133 (134,60) ; café, novembre, 2 473 (2 492) ; janvier, 2 390 (2 400) ; cacao, décembre, 1 918 (1 876) ; maïs, 1 847 (1 800) ; Paris (en francs par quintal) : cacao, décembre, 2 240 (2 185) ; maïs, 2 170 (2 100) ; café, novembre, 2 875 (2 879) ; janvier, 2 820 (2 785) ; sucre (en francs par tonne), décembre, 1 582 (1 510) ; maïs, 1 600 (1 544). Tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), octobre, 149,5 (152,10) ; décembre, 155,6 (153,10) ; Londres (en livres par tonne), octobre, 131 (128) ; décembre, 135,50 (134,20).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, décembre, 354 1/4 (357 3/4) ; maïs, 360 1/2 (361 1/4) ; maïs, décembre, 290 1/2 (287) ; maïs, 294 1/4 (291 3/4).

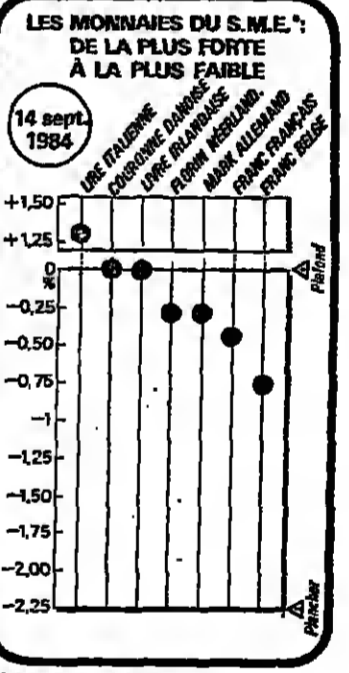
INDICES. — Moody's, 986 (998,2) ; Reuters, 1 865 (1 871,1).

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 7 AU 14 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SE.L.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
Londres	---	---	---	---	---	---	---	---
New-York	1,2780	---	16,7825	15,2283	33,2323	1,6206	20,2393	8,0815
Paris	---	---	---	---	---	---	---	---
Zurich	---	---	---	---	---	---	---	---
Bruxelles	---	---	---	---	---	---	---	---
Amsterdam	---	---	---	---	---	---	---	---
Milan	---	---	---	---	---	---	---	---
Tokyo	---	---	---	---	---	---	---	---

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 14 septembre, 3,7881 F contre 3,7229 F le vendredi 7 septembre.



Marché monétaire et obligataire

Nouvelle baisse des rendements en France

La baisse des rendements sur le marché secondaire des obligations en Bourse se poursuit. D'une semaine à l'autre, ces rendements sont revenus de 12,28 % à 12,21 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans. Pour la première fois depuis quatre ans, ils sont revenus en dessous de 12 % pour les emprunts d'Etat à moins de sept ans : 11,97 %, contre 12,09 %, le secteur public affichant également un repli : 13,45 %, contre 13,51 %.

La baisse transalpine du taux à long terme sur la place de Paris se poursuit donc sans discontinuer, ce qui a provoqué quelques faits d'arme chez les opérateurs en ce qui concerne les émissions à taux variable : dans la conjoncture actuelle, cette formule présente beaucoup moins d'attrait.

sur les prochains placements : crédit foncier ou plutôt emprunt d'Etat que les opérateurs voyaient sortir dans le courant de cette semaine et qui pourrait être amoncelé inopinément. Ce serait le troisième de l'année et, à cette occasion, son taux nominal pourrait marquer une nouvelle étape de baisse, bien préparée par le fléchissement de rendements sur le marché secondaire évoqué au début de cette rubrique. Il est possible que le taux nominal de cet emprunt revienne à 12 %. Il avait été de 12,30 % à la fin du mois de juin dernier, alors que le rendement des emprunts d'Etat à plus de sept ans était de 12,91 %, contre 12,21 % maintenant.

Aux Etats-Unis, M. Henry Kaufman, le « gourou » new-yorkais bien connu, a déclaré que la Réserve fédérale cherche actuellement à écarter toute crainte d'un raffermissement prochain des taux d'intérêt en injectant des liquidités dans le système bancaire américain. Cela ne empêche pas de pronostiquer de nouvelles tensions vers la fin de l'année, le taux de base des banques (prime rate) passant de 13 % à 13,5 %. De toute façon, estime-t-il, aucune dérive des taux américains ne saurait se produire avant la fin de 1985. En attendant, la masse monétaire des Etats-Unis s'est contractée de 2,1 milliards de dollars pour la semaine se terminant le 3 septembre, davantage que prévu. Du coup, les cours des obligations se sont raffermis outre-Atlantique et les rendements ont fléchi, en même temps que Wall Street faisait un bond en avant (voir par ailleurs).

D'autre part, les milieux financiers attendaient la publication des dernières données sur l'évolution de l'économie américaine, tablant, à tort ou à raison, sur un ralentissement de l'expansion.

F.F.

CEPES
CLASSE PRÉPARATOIRE
médecine pharmacie
enseignement supérieur privé
Neuilly et Oudart lesin
77, r. Ch.-Lefebvre, 92 Neuilly. 722.94.94 - 745.05.19

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

3. Les élections législatives au Maroc.
4. Le report de la visite de M. Chaysson aux États-Unis.

FRANCE

8. L'image du premier ministre vue par un homme de communication... et d'opposition.

SOCIÉTÉ

13. La procra des fausses factures à Marseille.

ÉCONOMIE

17. La forêt française et son bois.
18. La revue des valeurs.
19. Crédits, changes et grands marchés.

RADIO-TÉLÉVISION (16)

Caractéristiques (16); Programmes des spectacles (15); Météorologie (16); Mots croisés (16); « Journal officiel » (16).

M. HENRI KRASUCKI invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 16 septembre, de 18 h 15 à 19 h 30. Le responsable syndical répondra aux questions de Patrick Jarreau et de Michel Noblecourt, de *Le Monde*, et de Jeanine Perrimon et de Dominique Pennequin, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marqué.

Le championnat du monde d'échecs à Moscou

APRÈS LE REPORT DE LA TROISIÈME PARTIE

Garry Kasparov a encore surpris. Pas sur l'échiquier cette fois, mais sur le plateau de télévision, le vendredi 14 septembre à la Maison des syndicats à Moscou, pour y disputer la troisième partie de son match contre Karpov (*Le Monde* du 15 septembre). La surprise c'est, qu'après deux parties nulles seulement, le challenger du champion du monde a décidé de prendre un time out (temps de repos) (1).

« Incompréhensible et risqué », a aussitôt commenté le grand maître Naudort. Pour d'autres spécialistes présents à Moscou, la pause demandée par Kasparov pourrait s'expliquer par les longues analyses nocturnes de la deuxième partie auxquelles le challenger et ses conseillers ont dû se livrer après l'ajournement. Le grand maître soviétique Edouard Goufeld précise que « chacun des deux camps a consacré pas moins de vingt heures » à cette analyse.

La nullité obtenue en quelques minutes jeudi à la reprise a étonné les observateurs. Kasparov s'est-il épuisé, la nuit, à trouver le coup salvateur 42 : D61 ? Ce serait surprenant mais on peut penser qu'il a surtout voulu, par ce report inattendu, briser le rythme effréné du match, rythme auquel Karpov lui semblait bien — trop bien — s'adapter. Réponse lundi.

(1) Chaque joueur a droit à trois time out (qu'il peut prendre quand il veut), pour les vingt-quatre premières parties du championnat et ensuite à un time-out toutes les huit parties. Le nombre de parties est limité. Le vainqueur est celui qui remporte le premier six victoires.

● PENTATHLON MODERNE : Championnat du monde de Fontainebleau. — Le Français Paul Four, médaille de bronze aux Jeux olympiques de Los Angeles, a remporté le championnat du monde militaire de pentathlon moderne qui a pris fin, vendredi 15 septembre, à Fontainebleau.

Le numéro de « Monde » daté 15 septembre 1984 a été tiré à 466 863 exemplaires

A B C D F G H

Au Liban

« Béchir est vivant... en nous »

Beirut. — « Béchir est vivant... en nous. » La réponse des trois mille soldats des Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées) alignés en carré cloqué dans la nuit qu'éclairaient des milliers de bougies. Pour le deuxième anniversaire de l'assassinat de leur chef Béchir Gemayel, président élu du Liban, les Forces libanaises ont organisé vendredi 14 septembre une imposante manifestation du souvenir à Beyrouth-Est. L'arrivée d'un millier de porteurs d'une torche, venue au pas de course de la maison de l'ancien président à Achrafieh, cœur du Beyrouth chrétien, au siège du commandement des Forces libanaises à la Quarantaine sur la port marque le début de la cérémonie.

Devant la double croix, coupée en biseau à sa base, emblème adopté par la résistance chrétienne au cours de la guerre de la montagne il y a un an, M. Fady Fran, commandant en chef des Forces libanaises, allume la flamme du souvenir. Chaque commandant des quarante unités représentées lève sa torche tandis que des flammes jaillissent des vesques. Une garde formée par des éléments de la police militaire, sabre au clair, rend les hon-

De notre envoyée spéciale

neurs, les roulements de tambour et la sonnerie aux morts ébranlent la nuit. « Nous sommes sous des nuages sur le chemin de Béchir », proclame un récitant. Derrière lui, le luminaire dans le bureau de Béchir Gemayel, dans lequel personne n'entre plus jamais, est allumé, témoignant de la symbolique présence du chef.

A Beyrouth-Est et dans les régions chrétiennes, la grève générale décrétée en ce jour universel a été très largement suivie. Depuis le début de l'après-midi, Achrafieh était en état de siège. Les miliciens des Forces libanaises en armes, déployés en grand nombre, gardaient soigneusement l'accès aux différents lieux de manifestations. La cérémonie a été présidée par le président Amine Gemayel, qui a assisté dans l'après-midi à une messe à Achrafieh, avant d'aller déposer une rose sur la stèle érigée à l'endroit même où ont péri son frère et vingt-six de ses compagnons. Le soir, toutes les rues d'Achrafieh étaient illuminées par des bougies placées dans des petits sacs de papier.

Alors que Beyrouth-Est exhalait avec passion le souvenir de Béchir Gemayel, Beyrouth-Ouest était en effervescence, une vedette non identifiée ayant mitraillé, vers 13 heures, un secteur proche du Bain militaire, ne faisant que des dégâts matériels. La 6^e brigade de l'armée libanaise a riposté, et des miliciens du Parti socialiste progressiste et du mouvement chrétien Amal se sont déployés. Si pour l'homme de la rue il est évident que les tirs provenaient d'un navire israélien, un communiqué de l'armée libanaise publié dans la soirée de vendredi parle seulement de « vedette armée non identifiée ».

La journée aura une fois de plus montré la profondeur du fossé qui sépare les deux parties, chrétienne et musulmane, de Beyrouth. Alors que la télévision de l'Est faisait une large place aux manifestations organisées pour l'anniversaire de l'assassinat du président élu, à l'Ouest les journaux télévisés évoquaient le deuxième anniversaire, qui sera commémoré lundi dans les camps palestiniens, des massacres de Sabra et Chatila.

FRANÇOISE CHIPAUX.

La télévision du matin

(Suite de la première page.)

L'édifice bouge enfin, et les grilles revendiquent soudain une souplesse d'élégance. Concurrence oblige ! Menci Canal Plus, pourriez-vous proclamer de concert les trois sociétés de service public. N'est-ce pas la perspective de son arrivée prochaine qui a semblé débloquer la situation, stimulé quelques expériences, et accru chez les trois PDG le goût du challenge ?

Un challenge qui a poussé FR 3 à ouvrir récemment son antenne la matin à l'occasion d'événements marquants (les élections européennes, l'anniversaire du débarquement...); un défi qui a iné-

Antenne 2 à frapper un gros coup lors des Jeux olympiques, mobilisant son équipe pour présenter au matin un résumé des épreuves de la nuit ainsi qu'un journal réduit.

Un match — car s'en est un — qui a conduit TF 1 à se jeter à l'eau, elle aussi, ce samedi 15 septembre pour un « Bonjour la France » d'un quart d'heure annoncé comme « la première du journal matinal de la Une ». Ces tira croisés d'initiatives sur le créneau du matin s'expliquent bien moins en fait par la perspective d'une audience importante à l'heure du petit déjeuner que par le souci de leur image et la volonté de chaque chaîne d'être associée à un programme nou-

veau et moderne. D'où la compétition qui oppose particulièrement TF 1 et Antenne 2. FR 3 ne souhaitant émettre le matin que de façon occasionnelle, à moins, songe son président, de produire quelques émissions hebdomadaires de type thématique, notamment pour les enfants le mercredi matin.

Une compétition menée tambour battant par TF 1, agacée des lauriers tenus chaque jour à sa rivale, et mue par le désir de renverser enfin la courante en sa faveur. Comment alors imaginer un seul instant une possibilité d'entente et de travail en commun entre les deux équipes comme le suggérait — sans trop y croire — M. Fillioud au mois de juillet dernier ?

Les discussions amorcées au cours de l'été entre les PDG ont stagné. A défaut d'entente, a-t-on très vite compris, il allait falloir recourir à la sélection, le secrétaire d'Etat ayant averti qu'il faudrait forcément restreindre du nouveau programme intermédiaire les initiatives simultanées des deux chaînes. Alors, TF 1 ou Antenne 2 ? Pile ou face ? Deux poids égaux dans la balance ? Pas tout à fait. Antenne 2 n'est-elle pas la première à s'être placée sur la fréquence ? Ne peut-elle se prévaloir d'une situation financière saine et se targuer d'appliquer scrupuleusement les obligations contenues dans son cahier des charges ?

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle s'est donc prononcée pour une répartition des tâches entre les deux chaînes selon les jours de la semaine, prévoyant ainsi l'alternance la moins brutale ou incohérente possible pour le téléspectateur. Une compensation de taille pour TF 1 : la fabrication du créneau 19 h 15-19 h 40, « Un cadavre », dit-on à Cognac-Jay où l'on se prend même à rêver du déplacement du sacro-saint journal de 20 heures ! L'ultime réunion, mercredi 19 septembre des trois PDG et l'annonce officielle des arbitrages de M. Fillioud et de la création de la Régie française des espaces (RFE) devraient confirmer ces orientations. L'on murmure en outre d'autres extensions possibles de l'antenne...

Profitez de la brèche désormais ouverte, bousoignons les grilles statiques, et secouons un peu le cadre de ce service public si figé qui ne demande qu'à innover.

ANNICK COJEAN.

CHEF DE L'UNITA ANGOLAISE

M. Jonas Savimbi a assisté au Cap à la prestation de serment du président Botha

M. Pieter Botha a prêté serment, le vendredi 14 septembre au Cap, en prenant ses fonctions de président de la République sud-africaine. Environ huit cents étudiants de l'université noire du Cap ont manifesté contre M. Botha et ont été dispersés par la police qui a fait usage de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogènes. Les étudiants avaient demandé à M. Botha, dans une lettre ouverte, de démissionner « pour éviter une guerre civile sanglante ».

De nouveaux affrontements entre forces de l'ordre et manifestants avaient lieu au même moment à Soweto, où la police est intervenue à de nombreuses reprises dans la journée pour disperser les manifestants. Trois jeunes Noirs ont été arrêtés.

Dans son allocution, M. Botha a notamment déclaré : « Nous nous engageons à respecter et à défendre les valeurs chrétiennes et les normes civiles, ainsi que la liberté de croyance et de culte. » Il a ajouté : « Notre Etat doit conserver un caractère particulier. Ce caractère ne peut être construit que fondé sur un gouvernement d'ordre et en respectant nos différents groupes de population, leurs traditions, leurs espoirs et leurs idéaux. »

« Je m'engage à rechercher une forme institutionnelle de coopération avec les Etats indépendants et autonomes », a indiqué M. Botha, faisant allusion à la politique de création de homelands indépendants.

Parmi les rares personnalités étrangères venues au Cap assister

aux cérémonies d'investiture, la présence de M. Jonas Savimbi, chef des maquisards de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), en lutte armée contre le gouvernement de Luanda, a été remarquée. M. Savimbi avait été accueilli à l'aéroport par le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « P. Botha », qui l'a présenté comme « un ami de l'Afrique du Sud ».

Le chef de l'UNITA a déclaré qu'il s'agissait de sa première visite officielle en Afrique du Sud et qu'il n'avait encore jamais rencontré M. Pieter Botha. Interrogé d'autre part, sur la présence en Angola de soldats nord-coréens qui, selon un journal sud-africain, combattaient les forces de l'UNITA aux côtés de l'armée angolaise et des troupes cubaines, M. Savimbi a affirmé n'en avoir « jamais entendu parler ».

A Durban, les six responsables de mouvements anti-apartheid qui se sont réunis jeudi au consulat britannique étaient toujours présents dans les locaux diplomatiques samedi 15 septembre. Le premier ministre britannique, M. Thatcher, a confirmé que le consulat avait reçu comme consigne de ne pas permettre que les réfugiés quittent les lieux contre leur gré. Enfin, à Johannesburg une explosion s'est produite vendredi dans les bureaux des services de la coopération et du développement (ministère chargé des affaires noires). — (AFP, Reuters, AP, UPL)

Le « Mont-Louis » lâche ses fûts

De notre envoyé spécial

Ostenda. — Un seul fût retrouvé et tout est débloqué ! Ces plongeurs que l'on disait nonchalants, voire timorés, les voilà qui mettent les bouchées doubles et vous servent en quelques heures douze conteneurs de 15 tonnes entassés sous la mer au fond d'une coque en mauvais état. Le secret de cette réussite soulève ? La météo, une fois de plus. L'accalmie des derniers jours a été l'occasion d'ancrer enfin le deuxième ponton, Titan 2, qui, en brisant la houle, permet à marée basse de travailler sur la coque du Mont-Louis comme sur le bord d'une piscine. Toute la presse, cette fois, a pu voir les plongeurs à l'œuvre.

L'épave est maintenant encadrée par les deux pontons (Titan 2 et Titan 3), renforcés par une plate-forme venue de Rotterdam (Titan 1) manie d'une grue capable de lever 800 tonnes d'un coup, donc d'enlever s'il faut le navire par morceaux. Ce vendredi à marée basse, en fin de matinée, une activité fébrile régnait sur la barge Titan 2, contrastant singulièrement avec l'attente des jours précédents. A même la coque du Mont-Louis, qui émerge de plus de 1 mètre, la SMI Tak, a installé un poste mobile de commandement pour la liaison avec les plongeurs.

Des hommes en combinaison de caoutchouc rouge et noir — les plongeurs — se tiennent prêts à intervenir, siégeant de bord. Vikings en combinaison orange, chargés de tenir les câbles électriques et les cordes de rappel. Dès qu'un fût émerge, soulevé par une des deux grues mobiles du Titan 2, les hommes de la COGEMA (Compagnie générale de métiers nucléaires), s'approchent, soulevant le lourd cylindre sous toutes les soudures — certains présentent des entonnoirs qui témoignent de la violence des chocs subis — et, aussitôt, le conteneur est fixé au

plancher de la barge avec des fils soudés.

L'opération, ce vendredi, se renouvelle à la cadence d'un fût par demi-heure. Un homme-grenouille plonge, le grue descend son crochet, le plongeur remonte, les fils se tendent et, chaque fois, le miracle se reproduit : non pas une casse « géologique » ni un de ces bilions jaunes (vidées) qui, n'interfèrent personne, mais bel et bien un conteneur gris de 15 tonnes, à peine cabossé, lourd de son mystérieux contenu — pour les profanes, les spectateurs ont presque envie d'applaudir.

« Vous voyez, les choses se passent plutôt bien », souligne M. Jean-Claude Magnac, secrétaire général adjoint de la COGEMA, venu le matin même de Paris. Victime d'un terrible mal de mer, il est soudain porté à l'indulgence vis-à-vis de ces hommes que plusieurs ingénieurs français considèrent encore comme des « pillards d'épaves ». Les hommes du chantier ne prennent aucune précaution particulière. Les plongeurs n'ont que leur combinaison habituelle et les ingénieurs ont revêtu des cirés pour se prémunir contre les embruns.

Tout le monde est maintenant rassuré : les conteneurs ont tenu — au moins ceux-là ; la nappe de mazout est sous contrôle — on a même cessé de réparer des dispersants ; et l'épave devrait pouvoir être enlevée si quelque un est prêt à payer son remorquage. Reste une incertitude : la temps — toujours lui ! Si les marées d'équinoxe interviennent la suite des opérations de repêchage, ou même dispersent les installations laborieusement mises en place, la belle série de conteneurs qu'on remonte peut être interrompue. Ces messieurs de la COGEMA, n'ont pas fini de faire des calculs.

ROGER CANS.

Préservez votre dos fragile avec Pirelax TIRELLI. Sommier articulé à lattes de bois sur rotules à balancettes à triple effet, avec matelas latex, recommandé pour les dos fragiles, soutient utilement LA COLONNE VERTÉBRALE. DEMANDEZ CONSEIL À VOTRE MÉDECIN. CAPÉLOU 37, Avenue de la République - 75011 PARIS Métro Parmentier - Tél. 357.48.35

« GRAND JURY » RTL-Le Monde
HENRI KRASUCKI
dimanche 18 h 15
en direct sur **RTL**
animé par Henri MARQUE
Michel NOBLECOURT
et Patrick JARREAU (Le Monde)
Jeanine PERRIMOND
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

سكنا من الاميل

énigmes historiques, profits ou secrets militaires.

hommes-grenouilles de la CIA

Mary-Rose et l'opération Jennifer.

Cyana, a, certes, une flottabilité positive mais elle avait été munie d'un lest auquel elle était reliée par un câble de nylon.

Le bras télémanipulateur du bathyscaphe Archimède fut équipé d'une vulgaire machine à couper le jambon. Douze jours après l'accident, l'Archimède est descendu, a sectionné le câble et la Cyana est remontée toute seule.

Et les objets dangereux ? Bien avant l'affaire des fûts du Mont-Louis, l'Alvin et l'Aluminaut ont permis de repêcher en 1966 la bombe thermonucléaire perdue par les Américains au large de Palomares (Espagne) à la profondeur de 758 mètres. Le repérage de l'engin avait été fait grâce au « poisson » (caméras et magnéto-mètre) traîné un peu au-dessus du fond de la mer par le navire de surface Mizar (le même Mizar et son « poisson » ont repéré l'Alvin en 1969) et grâce aussi à un engin inhabité et télécommandé le Curv.

En 1968, deux capsules contenant du plutonium 238, qui s'étaient détachées du satellite météorologique Nimbus B, ont été récupérées non loin de Los Angeles sous 100 mètres d'eau. Là aussi, c'est grâce à un petit sous-marin, le Dowb, que la « pêche » a été fructueuse.

La récupération d'objets couverts par le secret militaire est, bien évidemment nécessaire. Le petit sous-marin Cyana du CNEOX a permis de récupérer, en 1979, un Mirage reposant sous 600 mètres d'eau près de la Corse. En 1980, un hélicoptère géant par 2 300 mètres de fond devant Toulon. Il a aussi repêché un autre hélicoptère et plusieurs torpilles d'exercice.

La plus belle « pêche » d'objet militaire ressemble à un gi-

gantesque canular... qui a coûté entre 200 millions et 350 millions de dollars (1 800 à 3 150 millions de francs au cours actuel). En février 1974, avec enthousiasme le départ pour sa première campagne du Glomar-Explorer, un navire appartenant à une des sociétés du groupe de Howard Hughes. Ce gros bateau de 36 000 tonnes avait été conçu pour ramasser sur les grands fonds marins les nodules polymétalliques. Certes, on s'interrogeait sur le rôle de l'énorme dock clos et submersible qui accompagnait le Glomar-Explorer, sur les deux pylônes, faits de poutres métalliques qui flanquaient le derrick et sur la hauteur inusitée de ce dernier. Mais ces équipements inhabituels étaient sans doute indispensables à un travail d'un genre tout nouveau.

En mars 1975, des fuites - organisées ou pas - révélèrent la vérité : le Glomar-Explorer avait été construit sur commande de la CIA pour repêcher dans le cadre de l'opération ultra-secrète Jennifer, un sous-marin soviétique de 2 800 tonnes, porteur de missiles à tête nucléaire, reposant depuis 1968 sous près de 5 000 mètres d'eau, à quelque 1 200 kilomètres au nord-ouest de Hawaï. Peu de choses ont filtré sur la réussite de l'opération Jennifer. Mais il est généralement admis que la CIA n'a récupéré qu'une partie du sous-marin soviétique.

Si un bateau ancien ne s'est pas désintégré pendant ou après son naufrage, son épave recèle d'innombrables documents qui donnent des informations sur la vie quotidienne, le commerce, l'architecture navale, l'art de la navigation et l'armement de son époque.

Ainsi les Suédois ont-ils ex-

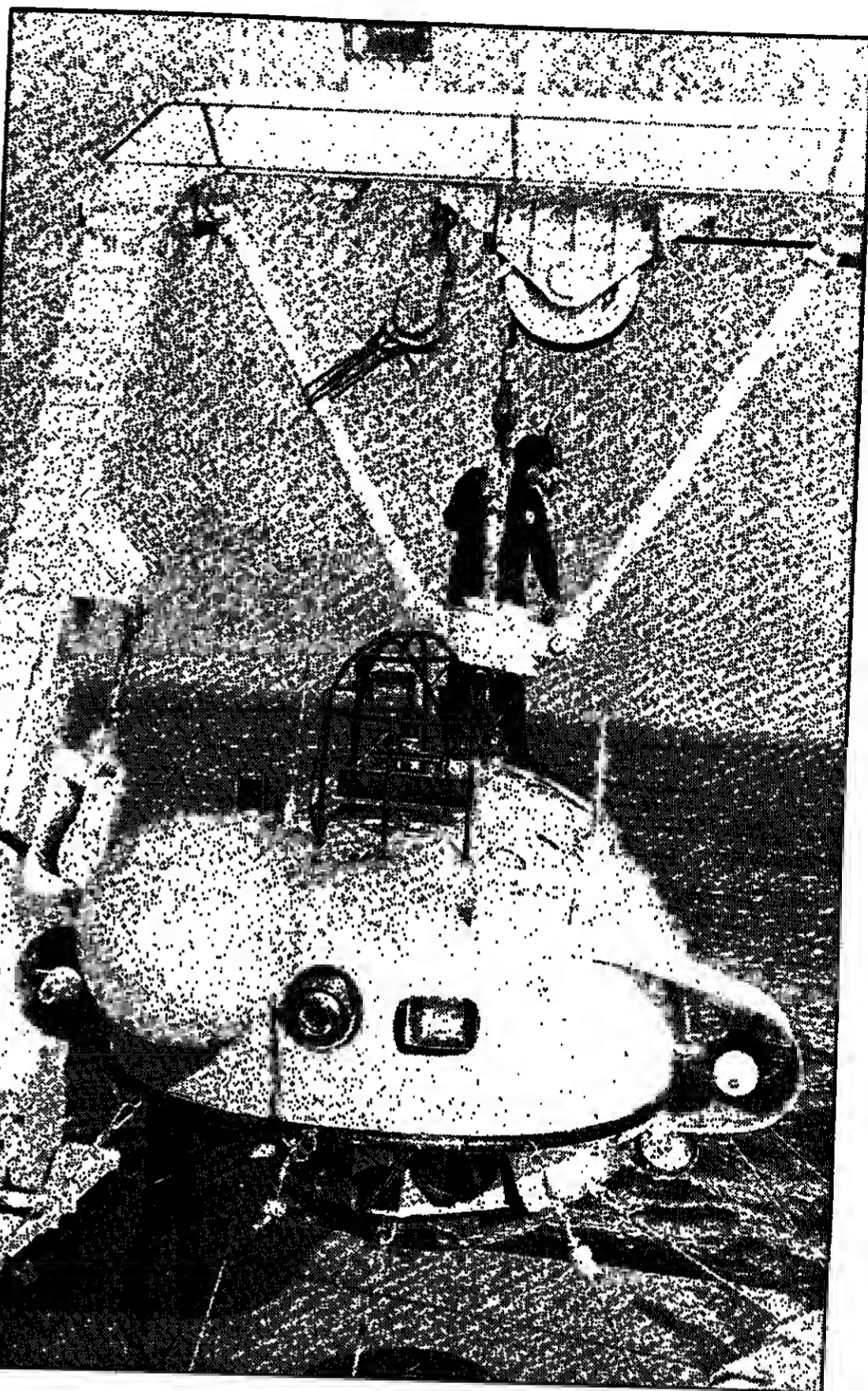
traité du Wasa (cité plus haut) plus de trois mille objets qui constituent un des plus passionnants musées de Stockholm. Ils ont récupéré la coque proprement dite avec ses sculptures et ses dorures en 1961, et, comme pour tous les bois qui ont séjourné longtemps dans l'eau, on maintient après traitement la coque dans une atmosphère humide tout en l'arrosant encore d'une solution de polyéthylène-glycol.

En 1982, les Britanniques ont réussi à récupérer la coque du Mary-Rose, un bateau de guerre anglais coulé en 1545 devant Portsmouth, au cours d'une bataille opposant les flottes anglaise et française. Comme celle du Wasa, l'épave du Mary-Rose sera traitée puis exposée dans un musée spécial en compagnie des innombrables objets qu'elle recélait.

Les techniques modernes de reconnaissance (sonars) d'identification et de manipulation (robots et télévision), de découpage (explosifs), de positionnement (balises), de levage (grues), de renflouage (mousses et flotteurs) sont telles qu'elles permettent actuellement de récupérer à peu près n'importe quel petit objet ou cargaison à n'importe quelle profondeur. La quasi-totalité de ces techniques sont issues d'ailleurs du travail pétrolier offshore. Avec l'informatisation des archives, on connaît de plus en plus d'épaves. « Intéressantes ». Mais la chasse aux trésors - techniques, militaires, historiques - est forcément aléatoire. Il faut dépenser beaucoup de temps et d'argent avant de tirer le gros lot.

Mais pour M. Riffaud, les activités de récupération sous-marine devraient s'accroître dans l'avenir. Encore faut-il chercher les occasions et les saisis.

YVONNE REBEYROL.



Le sous-marin Cyana a permis de récupérer en 1980 un hélicoptère géant par 2 300 mètres de fond devant Toulon

« L'Orient » est retrouvé

Coulé par les Anglais devant Aboukir.

« DAUPHIN-Royal » écrit sur une des pièces métalliques d'un gouvernail haut de 12 mètres. Le doute n'est plus possible : l'épave repérée l'année dernière, à 8 kilomètres d'Aboukir (Égypte) sous 12 mètres d'eau est bien celle de l'Orient, le navire amiral de la flotte française coulé par la flotte anglaise le 1^{er} août 1798. Le vaisseau de guerre, le plus gros de son époque, a été mis en construction en 1789 et baptisé alors Dauphin-Royal. Devenu Sans-Culotte en 1793, il a reçu le nom de l'Orient en 1795.

La campagne de 1984 menée du 6 juin au 10 août pour les musées de la marine par la Société française d'archéologie sous-marine (SOFRAS), dont le président est M. Jacques Dumas, s'est particulièrement fructueuse. En un peu plus de neuf semaines, les participants (vingt à trente personnes selon les moments) ont non seulement formellement identifié l'Orient, mais encore retrouvé une quantité incroyable d'objets intéressants. Outre le gouvernail de bois recouvert de feuilles de cuivre - pièce unique au monde, à avoir été retrouvée entière, qui devait être récupérée en octobre - les plongeurs ont déjà remonté, en effet, un dé à coudre, une montre, des gourmettes et des bagues en or, une cuillère en or (antique ?) pesant 500 grammes, des couverts et des plats en argent ou en étain,

des dizaines de chandeliers en bronze, des pistolets, des sabres, l'ancre principale (6 mètres de long, plus de 4 tonnes, la plus grosse connue à ce jour) et de multiples objets témoignant de la vie quotidienne sur une flotte de guerre de la fin du dix-huitième siècle, de l'armement, de l'art de la guerre et de la navigation de l'époque.

A cet inventaire, il faut ajouter de très nombreuses pièces d'argent frappées aussi bien sous Louis XV et Louis XVI qu'en l'an II, IV et V de la République, des pièces de bronze émises par les Mamelouks, et une pièce de bronze anglaise.

On eût même retrouvé des caractères d'imprimerie « empruntés » au passage par Monge au Vatican. L'imprimerie du Vatican était la seule, à l'époque, à avoir des caractères arabes. Or, avant d'attaquer Alexandrie, Bonaparte avait fait imprimer, en arabe, des tracts pour inciter la population égyptienne à se révolter contre ses maîtres mamelouks.

Si tôt sorti du sable et de la vase, qui ont assuré leur exceptionnel état de conservation - les poulies de bois tournent encore - les objets, qui n'avaient pas besoin de longs traitements indispensables à leur conservation, ont été présentés au public alexandrin dès le 28 juillet. Cette exposition, inaugurée par le président Hani El Moubarak, plusieurs ministres et hautes per-

sonnalités égyptiennes, le consul général de France et le prince Napoléon, a un succès énorme : les Égyptiens viennent en foule le visiter.

En 1983, la « campagne d'Aboukir » avait bénéficié de l'aide directe de la marine nationale française et du service hydrographique de la marine française (le Monde du 19 septembre 1983). En 1984, elle a été possible grâce à une importante subvention du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et à des fonds privés, grâce aussi à l'aide de la marine égyptienne, de l'Institut français de recherches pour l'exploitation de la mer, d'EDF et de l'ambassade de France du Caire. Comme l'année dernière, le prince Napoléon, président du comité de sauvetage des navires de Bonaparte, est venu sur place et a plongé sur l'épave.

Selon le contrat de convention de recherche et de sauvetage passé avec le gouvernement égyptien, les objets en or resteront la propriété de l'Égypte, les autres seront partagés par moitié entre l'Égypte et la France. Le gouvernail sera apporté en France pour être longuement traité et étudié. On expose au Musée de la Marine de Toulon. Après tout, la flotte française de l'expédition d'Égypte est partie de Toulon, d'Ajaccio, de Gênes et de Civita-Vecchia.

Y. R.

Riguidel, coureur de trésor

Il ne traverse plus, il plonge.

« NOUS avons fait un beau voyage. » Le dernier, aurait pu ajouter Eugène Riguidel, quarante-quatre ans, le président de l'Association des coureurs internationaux sur multicoques océaniques (ACIMO), abandonne la compétition. Le premier et le plus long (27 mètres), des multicoques de course, le trimaran Williams-Saurin, est à vendre (3 600 000 francs). Une décision mûrement réfléchie, et d'ailleurs annoncée depuis trois ans. « Je n'ai pas voulu attendre d'être las, dit-il. D'être au départ d'une course en mer, m'explique-t-il. Les gens ont des rencontres, à visiter des pays et surtout à travailler avec des gens passionnés qui veulent s'exprimer dans un domaine qui leur tient à cœur, comme les archéologues, les géologues, les cinéastes, etc. »

La compétence et la motivation sont indispensables pour faire partie de l'équipe. « Sur mes bateaux, je n'ai jamais élevé le ton pour houspiller quelqu'un. Je n'ai navigué qu'avec des gens concernés par ce qu'ils faisaient.

Dans ma nouvelle activité, je veux éviter deux pièges : celui de créer une société organisée et structurée à l'américaine et celui de partir « zoner » avec des rêveurs qui ne maîtriseraient pas les aspects techniques. Je pense que, lorsqu'on cherche un trésor, il est important de le trouver. »

Quels trésors ? « Les océans en sont pleins, dit-il. C'est vrai qu'il y a des galions avec des coffres pleins d'or. Mais il y a aussi des trésors archéologiques dans des bateaux ou dans des sites. On peut aussi rechercher des matières premières très riches ou effectuer des missions océanographiques. C'est l'équipe qui décide du site à explorer en premier. Pour l'instant, nous étudions six dossiers. Il ne s'agit pas de partir avec un filet à papillon ou avec une vieille carte marine trouvée dans un caniveau. Les chasseurs professionnels ne s'intéressent pas à des trésors fabuleux, mais à des découvertes moins « juteuses » qui permettent de bien vivre. »

Ce milieu des chasseurs de trésors amuse beaucoup Eugène Riguidel. « On y rencontre de drôles de personnages, dit-il. Des gens qui rêvent à des trésors fabuleux sur des documents complètement « bidons ». Des escrocs qui vous proposent des cartes contre 20 000 francs payables d'avance. D'autres qui vivent dans la plus parfaite illégalité en s'appropriant des trésors sans rien déclarer. » Comme ça plongeur cannois, retraité de la marine nationale, qui s'est un jour offert un bateau de 6 à 7 millions de francs.

La recherche des trésors, situés, pour la plupart, dans les eaux territoriales, est en effet strictement réglementée. Le chasseur, appelé « inventeur » du trésor, doit négocier avec les autorités une autorisation en échange d'un partage qui peut aller de 10 % à 50 % pour les intéressés. Pour les trésors archéologiques, la négociation peut porter sur les droits d'exclusivité pour des films, ou encore certains pays peuvent financer les recherches, mais la « fouille » doit être d'abord autorisée par le ministère de la culture.

S'il n'est pas encore construit, le bateau est déjà conçu par Jacques Rougerie, un spécialiste du monde sous-marin. « Il sera confortable et fonctionnel pour nous permettre de vivre cinq à six mois sur un site à dix ou douze personnes sans nous taper dessus. Il devra pouvoir soulever des charges importantes. Je le vois aussi avec un fond transparent et une capsule qui puisse descendre à 15 mètres de fond. »

Le financement ne devrait pas être un problème. « Nous avons envisagé plusieurs formules : l'actionnariat dans le cadre d'une société qui exploiterait le bateau ; le « sponsoring » pour certaines missions. Nous concilierons peut-être les deux, mais je ne veux pas, cette fois, me laisser entraîner dans une aventure financière trop personnelle, comme celle de William-Seurin. »

GÉRARD ALBOUY.

Les rudesses de l'hiver nucléaire

Après les explosions, encore un long mauvais moment à passer.

LES Américains vont dépenser 50 millions de dollars (450 millions de francs) dans les cinq années qui viennent pour tenter de pronostiquer le temps qu'il ferait après une guerre nucléaire. Ce n'est pas une plaisanterie. Si les autorités de Washington « payent pour voir », comme on dit au poker, c'est qu'elles sont intriguées - le mot est faible - par une toute nouvelle théorie : celle de l'hiver nucléaire.

Selon les scientifiques qui la soutiennent - et ils sont déjà nombreux - un conflit atomique entre les deux super-puissances déclencherait dans les mois suivants une mini-ère glaciaire qui s'étendrait sur l'ensemble de la planète. Une bonne partie de la végétation et de la faune disparaîtrait, victime de ce bouleversement climatique. Les populations humaines tenues à l'écart du conflit ou rescapées des bombardements se trouveraient alors sans ressources alimentaires et à leur tour menacées d'extinction. Au cataclysme atomique succéderait une catastrophe écologique sans précédent.

Depuis 1982, plusieurs équipes scientifiques américaines mais aussi des chercheurs soviétiques, allemands, britanniques, australiens et vénézuéliens travaillent d'arrache-pied sur le thème de l'hiver nucléaire. Ils ont mobilisé les centres de calcul, y compris celui de l'Académie des sciences de Moscou, élaboré des modèles mathématiques censés représenter l'atmosphère. Puis ils leur ont appliqué une douzaine de scénarios différents, allant du simple « échange » d'intimidation de 100 mégatonnes jusqu'au méga-feu d'artifice au cours duquel chacun des belligérants utilise la plus grande partie de son arsenal.

Et l'on a vu ce que ça donnait sur les poussières soulevées, les fumées et les suies des

incendies, les nuages, la lumière, les vents, les précipitations, la température. Pour la première fois, on ne se bornait pas au « jour d'après », mais on examinait l'année d'après.

C'est un certain Carl Sagan, un astrophysicien, directeur du laboratoire d'études des planètes de l'université Cornell, à New-York, qui a lancé l'affaire, avec Richard Turco, spécialiste californien des pluies acides, et trois chercheurs de la NASA, Toon, Ackerman et Pollack. A eux cinq, début 1983, ils ont pondu un premier rapport de cent vingt pages, intitulé « Conséquences atmosphériques d'une guerre nucléaire ». Le rapport TTAPS (initiales des auteurs) a fait autant de bruit dans les milieux scientifiques américains

qu'un pétard atomique dans le désert du Nevada.

Immédiatement, Paul Ehrlich, célèbre professeur d'écologie à l'université Stanford (1), sa femme Anne et quarante biologistes se mettaient au travail pour examiner les conséquences de l'hiver nucléaire sur la flore, la faune et, bien entendu, les hommes.

Le tableau général parut si préoccupant - et si nouveau - que les chercheurs des différentes disciplines décidèrent de se retrouver en congrès à Washington, en novembre 1983. Il y eut sept cents participants et treize communications, dont celle de deux Soviétiques, Victor Alexandrov et Georgi Stenichkov, qui avaient vérifié les calculs des TTAPS avec les ordinateurs mosco-

aussi, menacés à plus long terme!

Revenons avec Carl Sagan et ses chercheurs aux jours apocalyptiques de l'échange atomique. Des milliers de champignons s'élèvent vers le ciel, entraînant avec eux, estime-t-on, un milliard de tonnes de poussière. Bourrées de carburants, de matières plastiques et de produits chimiques, les agglomérations flamboyantes de fumées toxiques. Autour des objectifs militaires, les récoltes et les forêts brûlent, elles aussi.

Aux flashes éblouissants des bombes, aux rougeoiements des tempêtes de feu, succèdent maintenant la pénombre et même l'obscurité. Pour combien de temps? C'est ici qu'in-

Quant aux estuaires, ils seraient soumis à une pollution intense, car les fleuves y apporteraient des monceaux de résidus chimiques et radioactifs.

Nous voilà donc, selon TTAPS, en plein hiver nucléaire. Ce refroidissement survenant au printemps ou en été affecterait gravement les plantes et les animaux qui auraient survécu aux explosions et aux incendies. Adieu troupeaux et récoltes. Mais c'est sans doute l'obscurité qui serait la plus préjudiciable. Les végétaux ne pourraient plus effectuer la photosynthèse transformant le gaz carbonique en composés organiques. D'où arrêt de leur croissance. Les biologistes estiment que, sur 30 % des terres déjà ravagées de l'hémisphère nord, les plantes

jeune entraînerait la rupture des équilibres physiques et biologiques la plus grave qu'ait subie la planète depuis 65 millions d'années.

Bien que fondée sur les études concordantes d'une soixantaine de scientifiques de haut niveau de plusieurs nations, l'hiver nucléaire reste une hypothèse. Qui est donc controversée, et personne ne souhaite qu'une « manip » en vraie grandeur permette de la vérifier.

Mais déjà on aperçoit les multiples conséquences de ce nouveau concept. Même pour celui qui frapperait à l'improviste très vite et très fort, la victoire serait une victoire à la Pyrrhus. Il subirait lui aussi, à moyen et à long terme, les effets dévastateurs de son initiative. La dissuasion par accumulation des armements nucléaires devient absurde: Inversement, en cas d'échange même limité, la protection des populations civiles contre les poussières radioactives, la nuit, le froid et la disette paraît encore plus nécessaire. Enfin, les pays de l'hémisphère sud non dotés d'armes nucléaires ne sont plus à l'abri d'un bouleversement climatique général. Leur action en faveur du désarmement, notamment sur les pays du Nord nucléarisés, devrait s'intensifier. C'est pourquoi il importe aux grandes puissances et aux organisations internationales d'en savoir plus. Les Américains vont mobiliser une douzaine d'agences gouvernementales pour affiner les recherches sur l'hiver nucléaire. On attend pour les semaines qui viennent un rapport d'un comité ad hoc formé par l'Académie des sciences des Etats-Unis. L'Académie des sciences de l'URSS prend la thèse au sérieux, et elle a saisi l'ONU. Celle-ci, à son tour, a demandé au Conseil international des unions scientifiques (CIUS) de faire le point. Enfin, dans son programme de recherche sur le climat, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a prévu un chapitre sur l'effet des explosions nucléaires.

Bref, le débat est largement engagé... sauf en France. En dehors des inquiétudes exprimées par une toute récente Association des professionnels de santé pour la prévention des guerres nucléaires (2), c'est le silence. Silence chez les climatologues, silence chez les militaires, silence dans les milieux politiques.

L'hiver nucléaire, connaissez-vous?

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Paul Ehrlich est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages, dont deux au moins sont traduits en français: *La Bombe P... et Population, ressources, environnement*, chez Fayard.
(2) 96, rue de la Fais, 72000 Le Mans.



Slim Pickens dans « Docteur Folamour », de Stanley Kubrick (1963)

L'arsenal

POUR le compte du premier ministre français, le Secrétaire général de la défense nationale (SGDN) a dressé, cet été, un inventaire général des forces nucléaires dans le monde.

Voici ce décompte. Pour les Etats-Unis : 1939 systèmes nucléaires dits « centraux » (missiles intercontinentaux, missiles à bord de sous-marins et bombardiers) porteurs de 9 792 « têtes » nucléaires explosives qui dégageaient, au total, une puissance destructrice de 2 853 mégatonnes. Pour l'Union soviétique : 2 703 systèmes nucléaires centraux, porteurs de 8 671 « têtes » nucléaires explosives qui

dégageraient, au total, une puissance destructrice de 4 864 mégatonnes. L'énergie cumulée des Deux Grands, soit 7 517 mégatonnes, représente en théorie l'équivalent de 417 811 bombes de la puissance d'Hiroshima (1).

Les autres puissances nucléaires sont loin d'égaliser cet arsenal, avec 560 « têtes » explosives pour la Chine populaire, 132 « têtes » pour la France et 64 au Royaume-Uni.

(1) Ces estimations ne tiennent pas compte de l'existence, chez les Deux Grands comme en France, d'un arsenal nucléaire tactique (par opposition à l'arsenal nucléaire stratégique).

vites. En gros, ils confirment que l'hypothèse de l'hiver nucléaire tenait, hélas! parfaitement debout.

Depuis, d'autres équipes se sont mises au travail avec des modèles atmosphériques plus sophistiqués. Elles contestent certains détails, et la controverse est engagée. Sauf sur un point : la parfaite vraisemblance d'une catastrophe climatique post-nucléaire.

Voyons cela de plus près. Et retenons le scénario « moyen » inspiré à Carl Sagan et à ses TTAPS par les stratégies et les arsenaux des deux super-puissances. Supposons que les helligérants échangent deux mille cinq cents fusées stratégiques de 1,5 à 2 mégatonnes chacune, soit environ 35 % de ce qu'ils ont en magasin. Cinq cents villes et zones industrielles de l'hémisphère nord sont foudroyées par des explosions en altitude et deux mille objectifs militaires sont frappés par des projectiles explosant au sol. Que se passerait-il ?

Selon les évaluations classiques - si l'on peut dire - les Etats-Unis, le Canada, les pays d'Europe, l'URSS, la Chine et le Japon seraient quasiment anéantis en tant que nations organisées. Un milliard de personnes brûlées, soufflées, irradiées ou ensevelies sous les décombres, y mourraient au cours du bombardement. Un milliard d'autres seraient grièvement atteintes, et, faute de soins, beaucoup mourraient encore dans les jours suivants. Resterait tout de même trois milliards d'êtres humains rescapés ou totalement indemnes, notamment dans l'hémisphère sud. Eh bien, selon les nouvelles hypothèses, ces populations-là seraient, elles

terviennent les astrophysiciens spécialistes des particules. Selon eux, loin de retomber rapidement, comme on le pensait jusqu'ici, les suies et les poussières formeraient un colossal « aérosol », atteindrait la stratosphère, au-delà de 12 000 mètres, et y demeurerait des semaines et même des mois, comme cela a été constaté lors d'éruptions volcaniques. Là-haut, l'air est raréfié, il ne pleut jamais et les particules ne redescendent donc que très lentement.

Survient alors un second phénomène. Les couches supérieures de ces nuages de haute altitude sont chauffées par le soleil alors qu'au ras du sol la terre se refroidit rapidement. Même en temps normal, en plein mois d'août, quelques heures de nuit suffisent à faire tomber la température de 5 à 10 degrés. Trois semaines de pénombre post-atomique engendreraient une gigantesque inversion de température. C'est l'hiver qui s'abattrait sur les régions bombardées. Les hypothèses les plus pessimistes indiquent pour la France des températures de - 15 à - 25 degrés. Les plus optimistes, talant sur la discontinuité du manteau nuageux, prévoient une succession de coups de gel durant deux à trois jours chacun. Il y aurait donc des chutes de neige s'ajoutant aux brouillards toxiques résultant des incendies et aux poussières radioactives descendant du ciel.

Sur les côtes, où la mer se refroidit moins vite que la terre, les différences de température entre l'intérieur et le large provoqueraient des ouragans et des pluies diluviennes sur 100 kilomètres de profondeur.

rescapées sécheraient à leur tour. On imagine le sort du bétail et du grand gibier privé de ses herbages.

Et ce n'est pas fini. Les chercheurs américains pensent que la très mince couche d'ozone qui nous protège des rayons ultraviolets pourrait être détruite par endroit sous l'effet des oxydes d'azote propulés par les explosions jusque dans la stratosphère. Au retour du beau temps, la terre serait alors bombardée par ces ultraviolets qui diminuent la productivité du plancton marin, suppriment le système immunitaire des mammifères, brûlent la peau et rendent aveugle.

On admettrait jusqu'ici que le « jour d'après » ramènerait une partie de l'humanité aux conditions de vie du haut Moyen Age, voire du néolithique. A en croire les tenants de l'hiver nucléaire, ce serait bien pis, puisque les survivants n'auraient plus les ressources de l'agriculture et l'élevage, ni même celles de la cueillette et de la chasse.

Les habitants de l'hémisphère sud échapperaient au moins à ces cataclysmes, dit-on, puisque les grands mouvements de l'atmosphère portent les nuages vers les pôles. Selon TTAPS, ces mécanismes seraient modifiés par la multiplicité des explosions. Dès lors, les régions tropicales, à leur tour, pourraient être atteintes par les nuées venues du froid.

Conclusion de Donald Kennedy, président de l'université Stanford, qui dirigeait les débats lors du congrès de Washington, en novembre 1983 : « Nos travaux montrent qu'une guerre nucléaire ma-

McGraw-Hill advertisement for 'L'UNIVERS DES ORDINA TEURS'. It features the McGraw-Hill logo and the text 'pour une nouvelle approche de l'informatique'. Below the title is a small image of a computer monitor and keyboard. At the bottom, it says '276 F. prix de lancement jusqu'au 21 janvier 1985 à partir du 22 janvier 1985: 326 F.' and 'McGraw-Hill 28, rue Beaunier 75014 Paris Tél. 540.94.38'.

A lire advertisement listing several books related to nuclear war and its consequences. The books listed include 'Nuclear Winter' by Anne Ehrlich, 'Long term biological consequences of nuclear war' by Paul Ehrlich, 'Global atmospheric effect of massive smoke injections from a nuclear war' by Curt Covey, and 'The climatic effects of nuclear war' by Richard Turco, Owen Toon, Thomas Ackerman, James Pollack and Carl Sagan (TTAPS). It also mentions 'The climatic effects of nuclear war' by Permette Langley-Danyaz.

Vertical text on the right edge of the page, partially cut off. It includes the word 'NANCY' at the top and 'Une s' below. The text is mostly illegible due to the angle and partial visibility.

Handwritten Arabic text at the bottom center of the page: 'صلى الله عليه وسلم'.

La chimie nouvelle formule

Une image de marque à redresser.

NANCY, du 17 au 21 septembre : premier congrès de la Société française de chimie, une nouvelle société savante née en 1983 de la réunion de la Société chimique de France et de la Société de chimie physi-

Cette fusion est d'abord le résultat d'une volonté, exprimée tout par l'Académie des sciences que par les moindres succès de la recherche (1), de revaloriser le mouvement associatif. Elle pourrait d'autre part contribuer à redorer quelque peu le blason de la chimie, une discipline scientifique et une industrie en plein développement, mais qui, faute d'avoir su se faire connaître et reconnaître, souffre d'une image de marque ternie. Une société savante renouvelée, plus forte et plus représentative de la communauté des chimistes, pourrait tenter de renverser cette tendance.

Société savante : le terme semble désuet. Il est vrai qu'il désigne des associations littéraires et scientifiques nées, pour beaucoup, au dix-neuvième siècle, sous l'œil bienveillant du pouvoir. Ces « compagnies si honorables et si utiles », comme les qualifiait Salvandy, ministre de l'Instruction publique sous Louis-Philippe, occupaient une place de choix dans l'activité intellectuelle française. Elles tenaient des « séances publiques », attribuaient des prix, présentaient des publications littéraires et scientifiques, toutes tâches qui sont encore les leurs actuellement, mais qu'à l'époque elles étaient pratiquement les seules à pouvoir remplir.

Comme tant d'autres, la Société chimique de France, créée en 1857, et la Société de chimie physique, née en 1903, ont survécu aux changements de régimes politiques, à l'évolu-

tion de l'organisation de la recherche, et aux mutations de la science et de l'industrie chimique. Mais au cours des décennies elles ont perdu de leur pouvoir et pris quelques rides. Pourtant, les sociétés savantes de chimie restent des associations non spécialisées, indépendantes de toutes coteries et de toutes écoles. Et, dans les pays anglo-saxons notamment, elles demeurent très puissantes.

En Grande-Bretagne, où les universités ne sont pas habilitées à délivrer des diplômes d'ingénieur, cette tâche est dévolue à la Royal Chemical Society. Aux États-Unis, l'American Chemical Society, forte de ses 130 000 adhérents, de ses 12 000 permanents et de son budget annuel de quelque 92 millions de dollars, est la plus puissante des sociétés professionnelles. Elle publie vingt et une revues scientifiques, qui comptent parmi les plus prestigieuses, et notamment le célèbre *Journal of American Chemistry*, véritable « bible » pour les chimistes du monde entier.

Face à ces associations étrangères « musclées », les chimistes français arrivaient jusqu'à présent en ordre dispersé avec quatre « grandes » sociétés savantes - la Société chimique de France, la Société de chimie physique, la Société de chimie industrielle, la Société de chimie biologique, - auxquelles il faut ajouter la Société de chimie thérapeutique et une kyrielle de petits groupes spécialisés. Mais l'heure de la réorganisation et du rassemblement - partiel - a sonné, et les deux premières de ces sociétés sont enfin réunies. La fusion aura toutefois demandé six ans et nécessitera que soient surmontées des traditions fort ancrées, que soient menagées bien des susceptibilités.



Il reste maintenant à la Société française de chimie à retrouver un nouveau dynamisme. L'une de ses premières tâches, selon son président, M. Claude Fréjaques, sera de retrouver, parmi les chimistes, une audience qui tendait à constamment diminuer (au cours des vingt dernières années, la Société chimique de France perdait chaque année 5 % de ses adhérents).

Ce désintérêt est surtout le fait des jeunes chercheurs, qui estiment pouvoir se passer du cadre associatif pour rencontrer leurs collègues et préfèrent travailler au sein de groupes restreints et spécialisés plutôt qu'en celui de larges sociétés « greffes » entre ces petits groupes et la Société française de chimie, qui les ferait beo-

sonligner son vice-président, M. Jacques Metzger, « de forcer sur la quantité et la qualité de l'animation scientifique, en veillant à associer aux diverses manifestations des chercheurs de disciplines voisines de la chimie, des biologistes par exemple ».

Politique de main tendue aux non-chimistes, mais aussi aux chercheurs et ingénieurs de l'industrie. Ceux-ci sont nombreux parmi les membres de la Société française de chimie (1 200 contre 1 800 universitaires), mais ils étaient jusqu'à présent quelque peu délaissés par une animation surtout conçue par et pour les universitaires. Un colloque comme celui de Nancy sera une première tentative dans ce sens.

Un autre domaine très important, qui est du ressort des sociétés savantes, est celui des publications. Un laboratoire, une communauté nationale, ne sont reconnus que s'ils rendent publics les résultats de leurs travaux dans les revues scientifiques ; et leur réputation est d'autant mieux établie que s'ils s'expriment dans un journal bico « coté ». Dans de nombreuses disciplines, et tout particulièrement en chimie, ce sont les revues américaines qui tiennent le haut du pavé et qui, de ce fait, attirent les articles les meilleurs.

Nombreux sont ceux qui s'inquiètent de cet « exode » de publications et qui souhaiteraient qu'une part - fût-elle faible - d'entre elles soient rapatriées dans des revues françaises. Encore faudrait-il qu'il y ait une sérieuse remise en ordre des publications nationales qui, sur certains secteurs, se concurrencent, et ce brillent pas toutes par leur qualité. Là encore, une amorce de solution a été trouvée dans le regroupement de plusieurs titres (2),

mais la tâche n'est pas terminée pour autant.

Intervenir dans les régions pour améliorer les contacts entre tous les chimistes du CNRS, de l'Université ou de l'industrie, jouer un rôle non négligeable en matière d'enseignement et de formation en chimie, mais aussi, et surtout, faire en sorte que les qualités d'expertise et d'indépendance de la Société française de chimie soient reconnues par les pouvoirs publics, tels sont les autres projets du président et du vice-président de la nouvelle association. Leur programme, relativement ambitieux, ne pourra être mené à bien que s'il est soutenu par l'ensemble de la communauté des chimistes. Peut-être verra-t-on alors émerger une société savante suffisamment forte pour attirer vers elle d'autres associations de chimistes, et pour s'imposer, tant sur le plan national qu'international.

ELISABETH GORDON.

(1) A la demande de M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de l'industrie, l'Académie des sciences s'est livrée, en 1983, à une étude sur les associations scientifiques, techniques et professionnelles en France (AST). Dans un rapport remis en décembre de la même année, l'Académie insistait notamment sur le fait que les AST devaient se préparer à élargir leur rôle et à mieux faire connaître leurs instances représentatives pour chaque domaine scientifique, technique et professionnel. Représentant une partie des conclusions de ce rapport, le ministre de la recherche et de l'industrie a élaboré, en juillet 1984, un programme en dix points pour « créer les conditions du développement d'un mouvement associatif dynamique ».

(2) Depuis le début de 1983, les deux éditions du *Bulletin de la société chimique*, le *Journal de chimie physique*, la *Revue de chimie minérale* (publication privée appartenant à l'éditeur Gauthier-Villars) et le nouveau *Journal de chimie* (appartenant pour moitié à Gauthier-Villars et pour moitié au Centre national de la recherche scientifique) ont été dotés d'un comité de rédaction commun.

Une science-carrefour

Au centre de nombreuses activités humaines.

La chimie est la science de la compréhension et de la transformation de la matière. Elle permet à l'homme de modifier cette dernière, d'en inventer de nouvelles formes, et, comme le disait déjà Berthelot il y a un siècle, elle crée son objet. La démarche des chimistes est aussi essentiellement créative, et cette spécificité les rassemble tous, quelle que soit leur spécialité. Ce sont de véritables architectes de la matière en qui se retrouve le mythe de Prométhée. La chimie est en effet avant tout une construction dans laquelle la dimension esthétique n'est jamais absente, qu'elle se manifeste dans la structure même des édifices créés - matériaux solides ou molécules complexes - ou dans la démarche qui aboutit à leur élaboration. C'est aussi une théorie et une analyse, et l'objet qu'elle produit favorise la découverte.

L'imagination créatrice du chimiste ne travaille pas ex nihilo, elle s'appuie sur un corpus de connaissances sans cesse irrigué par les progrès des autres sciences.

L'architecture, qui, il y a encore un siècle, était celle de l'âge des cavernes, est maintenant celle du futur. Au fil des années, la chimie a étendu et diversifié son champ d'action et, sans perdre sa spécificité, a établi de nombreuses interactions avec d'autres disciplines allant de la biologie à la physique. Elle est devenue une véritable science de transfert, au carrefour des différents aspects de la connaissance humaine. La recherche française en chimie peut se prévaloir d'occuper dans un certain nombre de secteurs une place de premier rang au niveau international. Cette position est le conséquence de l'effort de recherche publique et notamment de l'action du CNRS. La chimie est devenue une science féconde pour laquelle les frontières entre science et technologie, entre recherche fondamentale et recherche appliquée, se sont estompées. C'est notamment dans cette discipline que les dépôts de brevets sont de loin les plus nombreux, aussi bien en France que dans le monde.

La chimie se trouve au centre de nombreuses activités humaines. Elle s'occupe de la santé par la mise au point et la fabrication de médicaments, de l'alimentation, de l'agriculture, de la métallurgie, du textile, des parfums, elle intervient dans les composants pour l'électronique, l'énergie, etc. Son industrie a connu, depuis 1970, tant en France que dans le reste du monde, une croissance de 70 %, contre 30 % pour l'ensemble des branches industrielles. Avec un chiffre d'affaires de 230 milliards de francs en 1983, l'industrie chimique française est fortement exportatrice (elle est au troisième rang mondial et réalise environ 12 % des exportations nationales). Il faut cependant noter que cette industrie est essentiellement axée sur la fabrication des produits de base, alors que les progrès réalisés ces dernières années, au niveau mondial, sont dus surtout à l'apparition d'activités nouvelles en chimie fine, avec l'invention et la production de produits originaux (molécules ou matériaux) de très haute valeur ajoutée. Faute de n'avoir pris que tardivement conscience du puissant effort de recherche que nécessite ce secteur lié aux technologies les plus avancées, l'industrie chimique française a une balance des exportations encore déficitaire pour les produits de la chimie fine. Il est donc nécessaire de poursuivre intensivement les actions mises en place ces dernières années dans ce secteur, et notamment les programmes de recherche mobilisateurs, qui représentent un élément déterminant du processus de modernisation de notre industrie.

Celle-ci doit faire face à des concurrents étrangers qui ont souvent hérité d'une longue tradition de recherche et dont les responsables ont été formés par la recher-

che. En France, la formation des élites dirigeantes du pays est essentiellement le fait des grandes écoles, dont les critères de sélection sont encore fondés sur des schémas hérités de la classification d'Auguste Comte, qui considère la chimie comme une sous-discipline de la physique. Le contenu des programmes de l'enseignement secondaire et des classes préparatoires, qui dissimule l'importance et l'intérêt de la chimie, aussi bien au plan conceptuel que dans tous les domaines de la production industrielle, n'est pas du reste à susciter des vocations de chimistes. La plupart des élèves qui intègrent les grandes écoles de chimie le font trop souvent par un choix négatif, faute d'avoir été admis dans des établissements plus prestigieux, comme Polytechnique ou Centrale. Aussi bien dans l'enseignement secondaire et les classes préparatoires que dans les grandes écoles ou à l'Université, il est donc urgent de donner à la chimie la place d'une science à part entière. Cela passe par la formation des maîtres et par la modernisation des programmes d'enseignement. La formation des jeunes ingénieurs par la recherche est également un facteur-clé du développement de la science et du dynamisme industriel et économique de nos entreprises.

Les chimistes sont, avec les autres scientifiques, aux premières lignes de la recherche pour la conquête du savoir. On peut prévoir que la majorité des produits qui seront utilisés dans cinquante ans n'existent pas encore, et il incombe aux chimistes la tâche excitante de les inventer.

GILBERT BALAVOINE, professeur à l'université de Paris-Sud, chargé de mission au CNRS.

En Toute Logique

Un pour tous

Problème N° 270
Les chiffres comme les mots expriment ce qu'un auteur veut bien leur faire exprimer. Ainsi, les dix chiffres additionnés donnent : 0 + 1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7 + 8 + 9 = 45
Mais il est possible de leur faire exprimer 1 en les disposant différemment et avec sau-

lement trois symboles arithmétiques. Comment ?

Solution du problème N° 269. - Ici encore, le problème ne peut se résoudre qu'en sortant de l'univers à deux dimensions de la table. Les trois allumettes du bas de la figure sont donc déplacées pour former un tétraèdre sur les trois allumettes du haut.
PIERRE BERLOQUIN.

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e
Tél : 326-51-09

Bouquins - Dossiers par milliers
Rayonnages Bibliothèques
au prix de fabrication
du kit au sur mesure
LEROU FABRICANT
équipe votre appartement
bureaux, magasins, etc.
25 années d'expérience
Une visite s'impose
208, av. du Maine, Paris (14^e)
540-57-40 - N° Alsésis.

NUMÉRO DE SEPTEMBRE
Le Monde L'ÉDUCATION
profs: l'ère du doute
parents: trois rentrées à réussir: maternelle CP et sixième
tous les sujets du bac en français et en philo
GILBERT BALAVOINE, professeur à l'université de Paris-Sud, chargé de mission au CNRS.

L'architecture française pour une fois est à l'honneur. L'œuvre de trois personnalités,

Equerre de choc

La jeune architecture française existe. Le travail de Gaudin, Ciriani et Portzamparc, présenté en images et en volumes à l'Institut français d'architecture, confirme trois personnalités, parmi les plus inclassables, d'une nouvelle génération. Celle qui tient les promesses bafouillées après 1968 sur les « décombres fertiles » de l'École des beaux-arts et du Mouvement moderne.

C'est le renouveau dans une discipline où la France n'a plus honte de se montrer (l'exposition de la rue de Tourmon ira au Japon), en pleine crise du bâtiment. Une débauche d'idées, de discours et d'expériences formelles quand les chantiers sont divisés par dix, par cent parfois.

Paradoxal ? Non. Instruits par les échecs de l'après-guerre, nourris de doutes, plongés dans une concurrence sans merci, les architectes travaillent. Sur le papier, dans leur tête, et pour ceux qui ont la chance de décrocher une commande et d'obtenir la confiance d'un maître d'ouvrage, dans la boue des chantiers.

Ils ne méprisent plus l'histoire de l'art, ni l'histoire tout court, relisent avec le recul critique qui convient les dogmes modernes, fondent leur manière propre. Ils n'ont pas toujours beaucoup plus que leurs aînés la souci de l'habitant, mais ils l'ont entendu exprimer un malaise, ont reconnu sa frustration. Ils savent, comme le dit Henri Ciriani, que « le jour où on l'a réduite à la satisfaction des besoins, l'architecture a perdu son essence, sa raison d'être, qui est de satisfaire des exigences ».

Beaucoup s'enlissent dans les nouvelles ornières que tracent les modes, accrochent comme fanfreluches et breloques chatoyantes des signes sur les pauvres façades minces qu'autorisent la technique et l'économie actuelles de la construction.

D'autres luttent contre la dureté des temps avec fougue et tiennent l'adversité pour stimulante. Là où leurs aînés sortaient des plans à la chaîne, eux figent des tracés variés pour quaranta — ou seulement douze — logements, une crèche, un pavillon de musique, une école de danse.

Le résultat est là. Dans les villes nouvelles, où on leur cède plus volontiers un coin de terre à retourner, mais où la profusion expérimentale confine à l'écoulement. En banlieue, quand il s'agit de rafistoler des quartiers soumis à rude épreuve. A Paris, où, de moins en moins rarement, l'on donne à ces architectes, jeunes en esprit et en audace, l'occasion de mettre une pièce sur le pourpoint fatigué de la capitale.

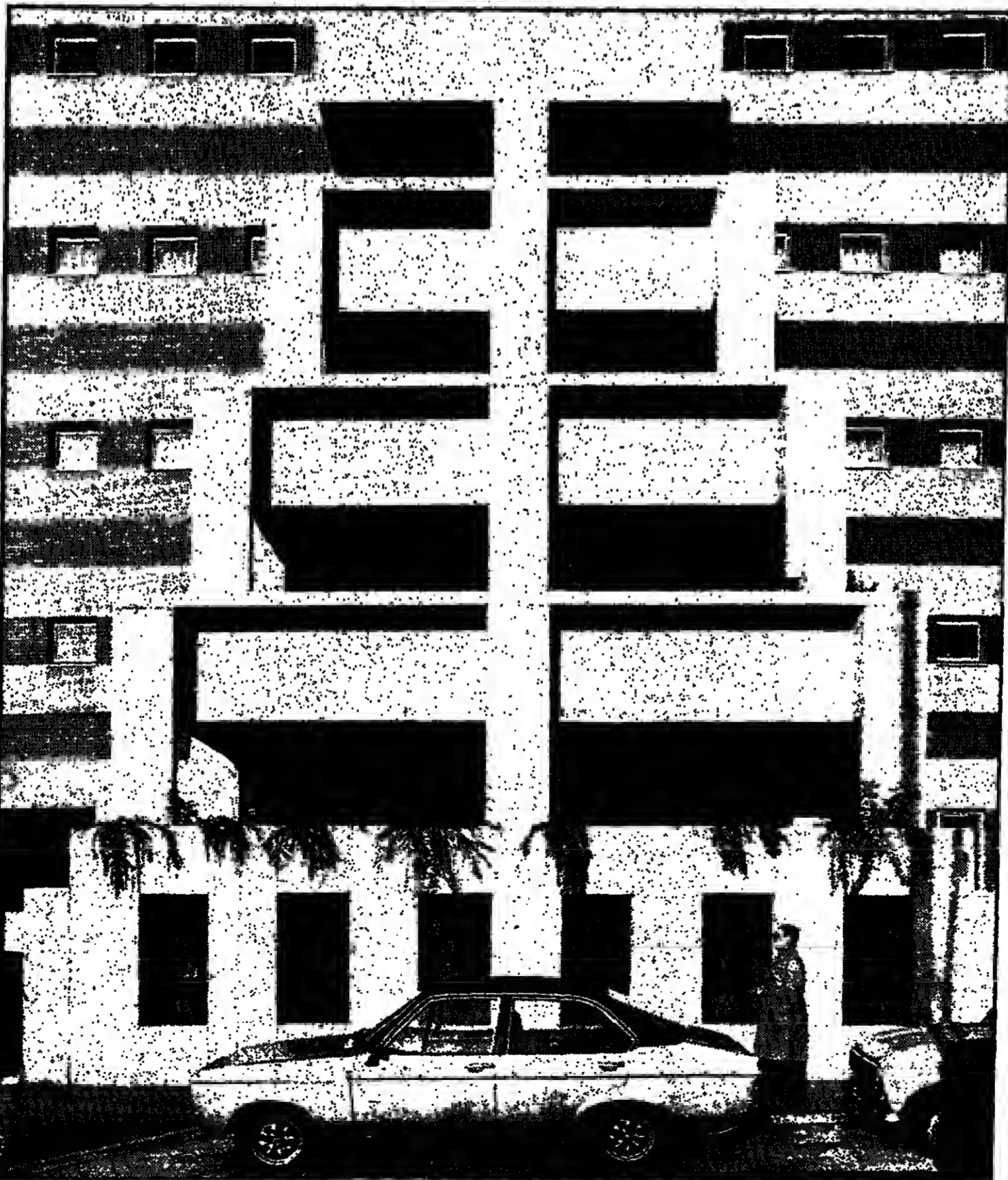
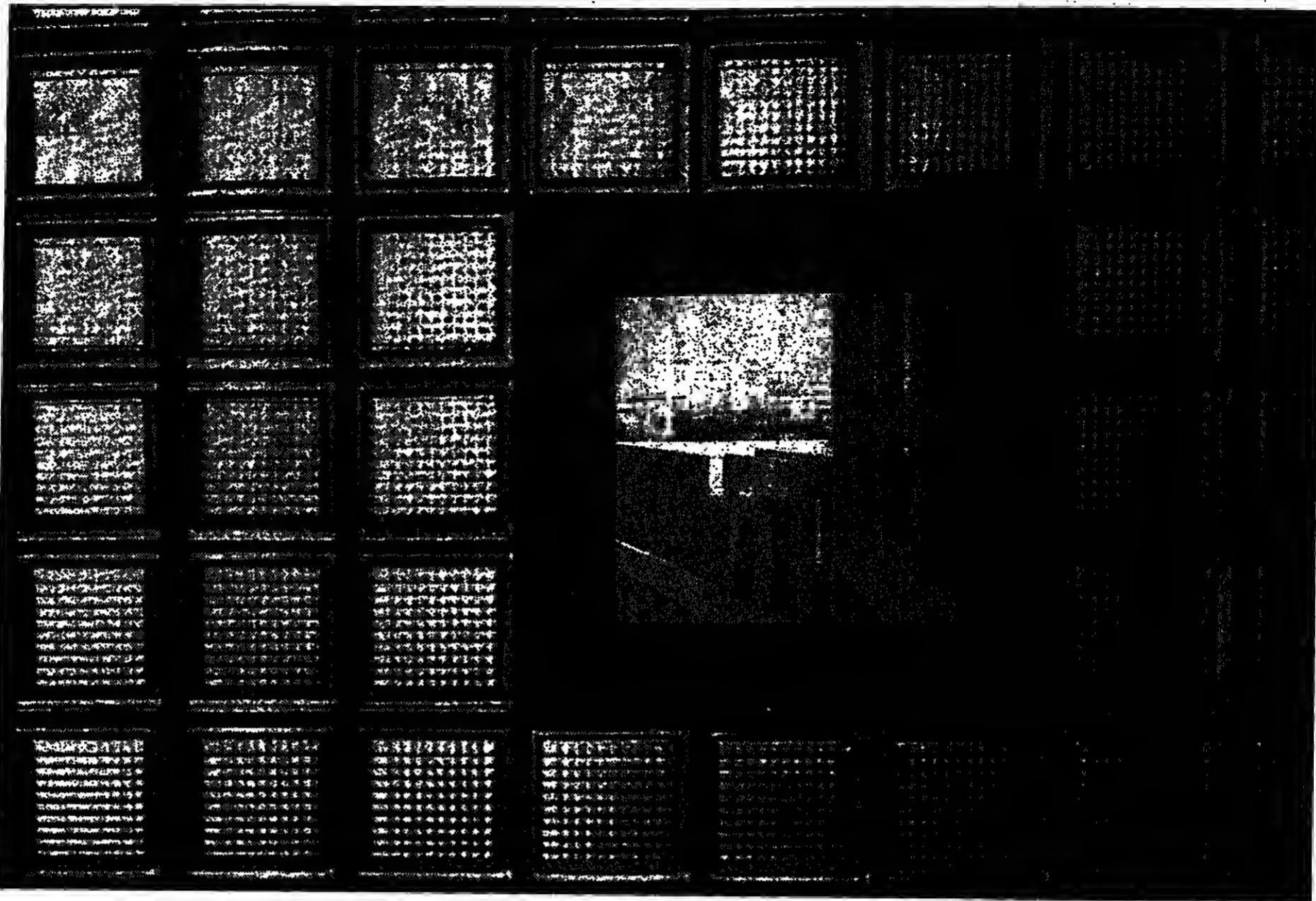
Gaudin, Ciriani et Portzamparc, dans des registres que tout oppose, sont de cette veine. Exclusivement consacré à la commande publique (équipements et logement social), leur travail témoigne d'une réflexion amplement développée dans les trois livres qui accompagnent l'exposition. Chacun est représenté ci-contre par un édifice récent, à Paris, à Saint-Denis et à Maurepas.

Le président de la République vient en effet de désavouer le jury du conservatoire de musique de La Villette qui avait nettement mis en avant les projets de Gaudin et de Portzamparc, et n'a retenu pour la deuxième phase que ce dernier. Exit Gaudin...

MICHÈLE CHAMPENOIS.

« Exposition « Trois architectes français » à l'Institut français d'architecture, 6, rue de Tourmon, Paris 6. Du mardi au samedi. Jusqu'au 13 octobre ».

Les trois catalogues sont édités par le Moniteur. Lire aussi : la Cabane et le Labyrinthe d'Henri Gaudin, éditions Pierre Mardaga.



CIRIANI

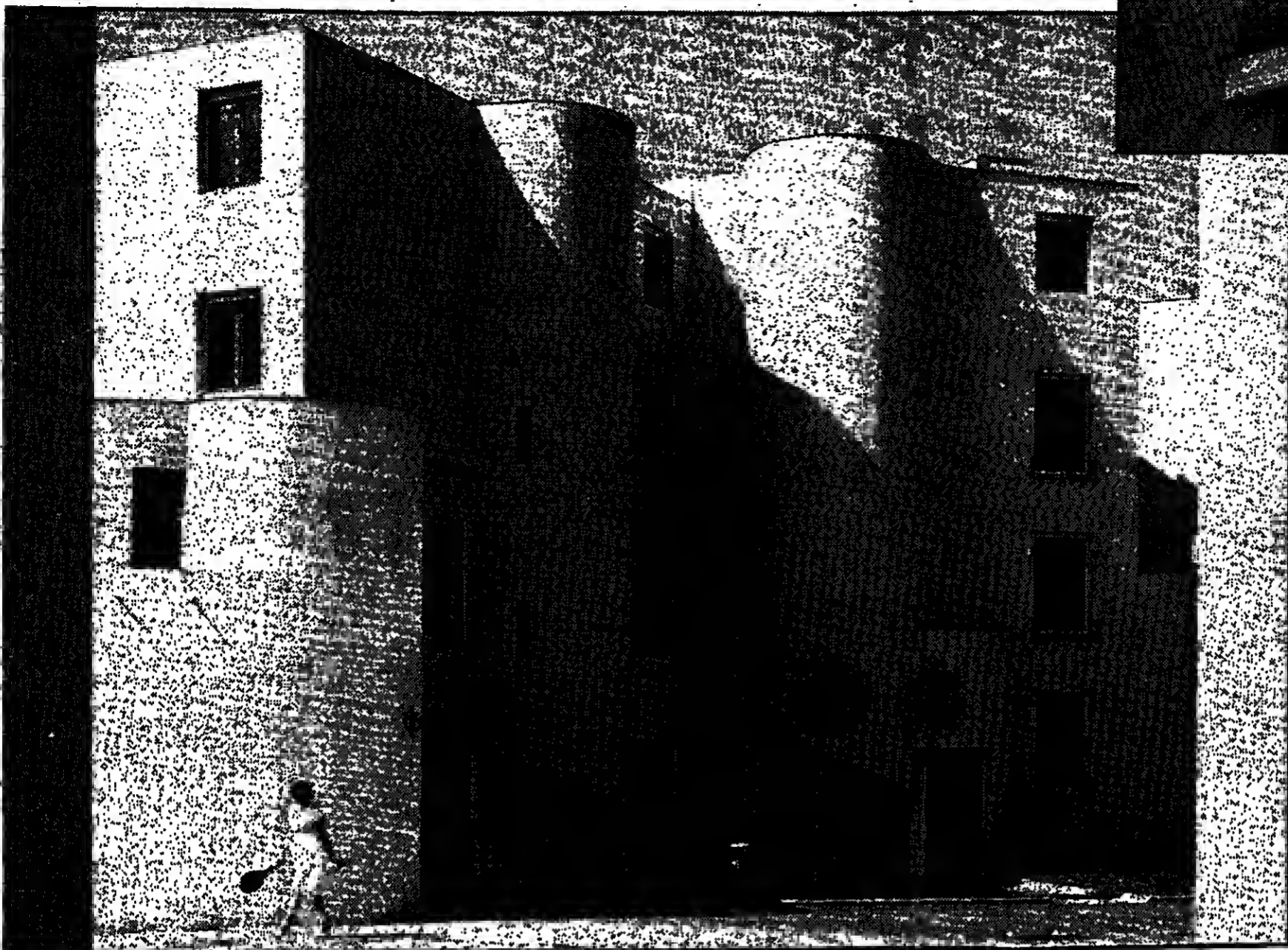
Le contrefort des balcons en cascade pétrifiée, une puissante frise de losanges, des strates repérables par leur couleur, de l'ocre, du bleu, contribuent à enraciner dans un quartier disparate, un peu défilé, à Saint-Denis, ces immeubles de logements HLM construits par Henri Ciriani.

La rigueur du carré, motif cher à l'architecte qui en a exploité maintes variations dans un premier ensemble à Noisy-le-Grand, est présentée à plusieurs échelles : des pavés de verre et du fenestron (photo du haut) jusqu'au plus général de la « Cour d'angle », nom donné à l'ensemble, qui tient dans son dessin strict et par ses ramifications géométriques, un coin de rue. En banlieue.

« Je continue là où il s'est arrêté », dit Ciriani de son maître Le Corbusier. Né en 1936 à Lians, il travaille en France depuis 1964. Il a reçu en 1983 le Grand Prix d'architecture.

صلى الله عليه وسلم

parmi les plus prometteuses, est « accrochée » à Paris avant d'être montrée à Tokyo.



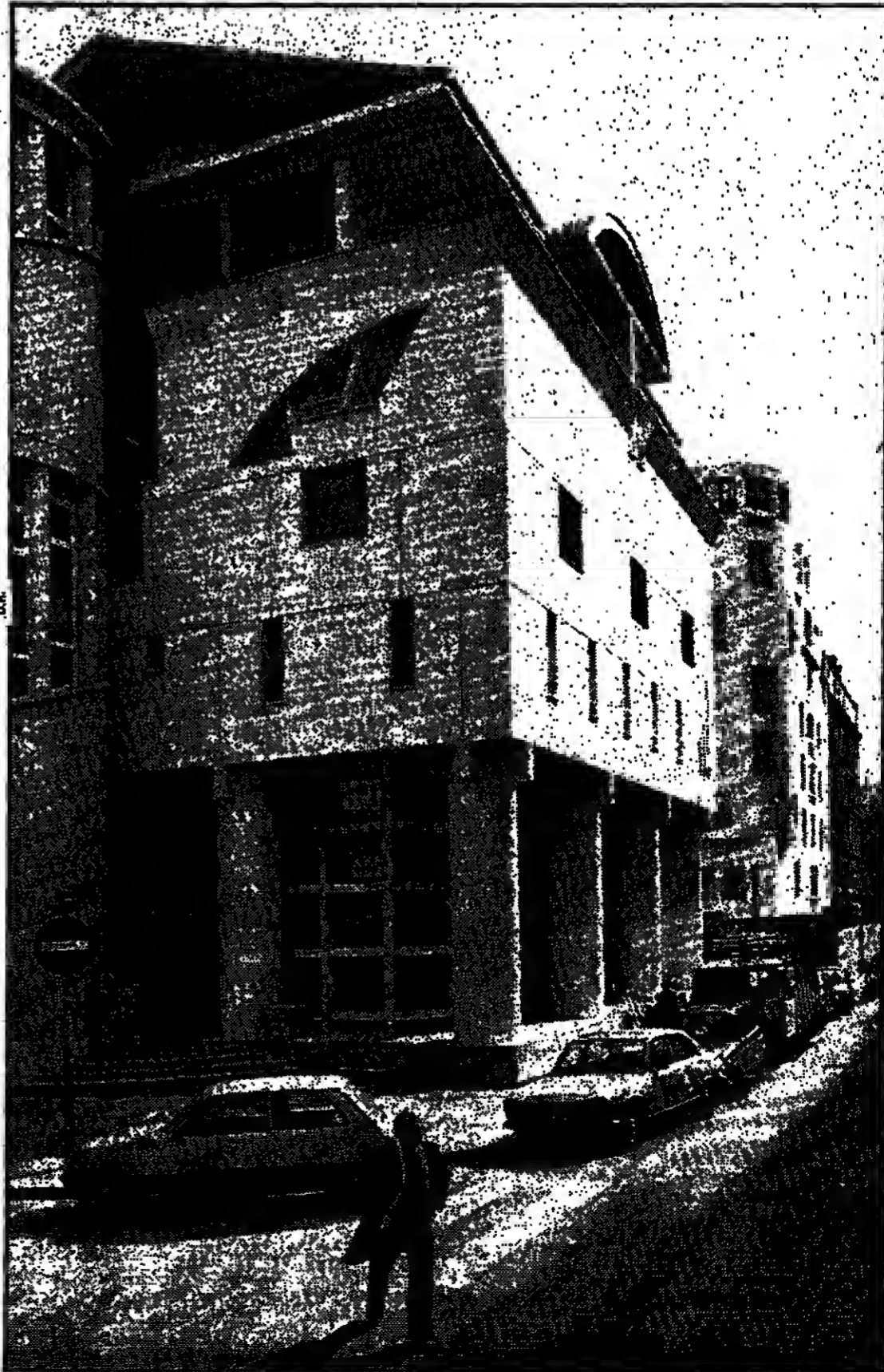
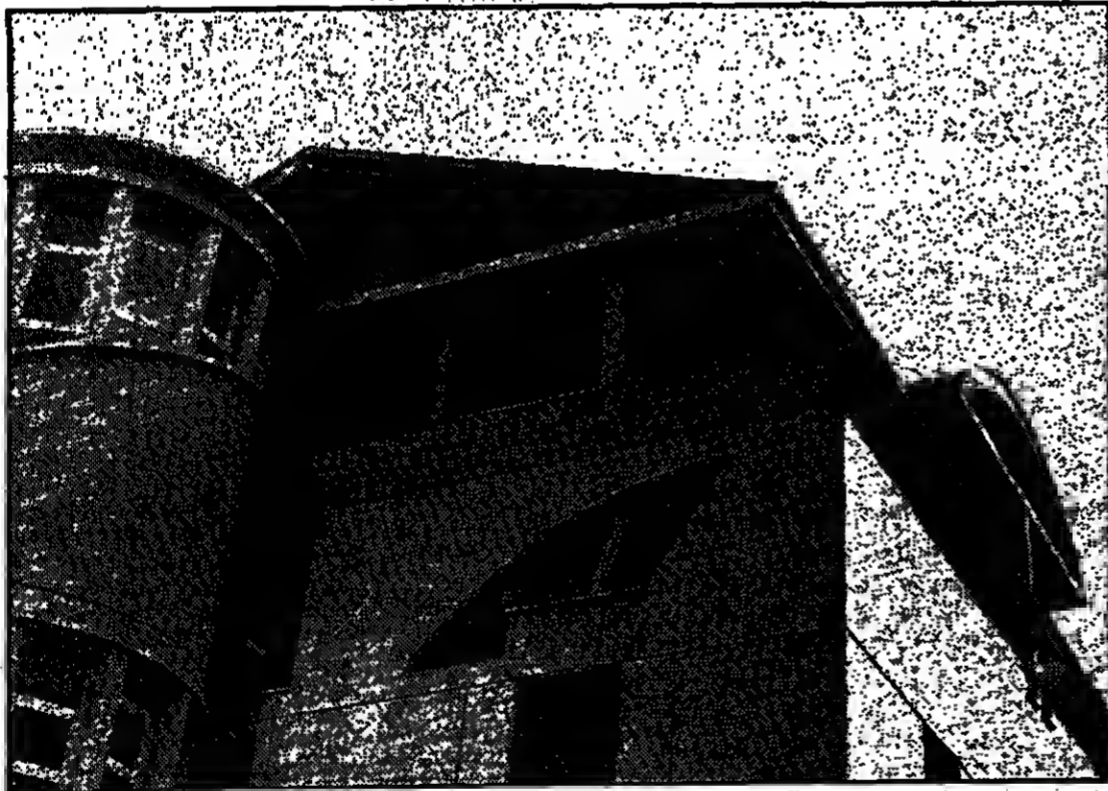
GAUDIN

L'image blanche, calme et pourtant riche en plis, en drapés, en volutes raidées des logements de Maurepas, dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui étonna tant en 1981, date de son achèvement, illustre aujourd'hui l'œuvre bâtie d'Henri Gaudin.

D'autres projets, un chantier en cours à Evry, ne pourraient être montrés qu'en dessins qui ne convaincraient pas forcément le lecteur de la capacité de l'architecte à manier la matière, à pétrir les volumes selon son exigence.

On voit à Maurepas son souci d'« avoir des milliers d'images en tête pour n'en laisser paraître aucune ». Architecture sans marques, sans motifs, sans style, sinon le sien : plénitude, formes rondes, douces et enveloppantes, niches hospitalières qu'il ménage dans des surfaces lisses, sans enfermer, sans opprimer, en laissant du ciel. Et là-haut, ce petit balcon « que les parois étirent, auquel elles donnent le profond d'une bouche ».

Gaudin, né en 1933, qui a quitté en 1956 la marine marchande pour l'architecture, veut « renouer avec la complexité, mais l'exprimer avec ascèse ». Il dit travailler avec l'air, en creux.



PORTZAMPARC

Au cœur du 7^e arrondissement de Paris, à la place du marché Jean-Nicot, la ville voulait construire un conservatoire de musique et un foyer de personnes âgées. Traitant séparément chacun des deux édifices (alors que la commande prévoyait de les superposer !), Christian de Portzamparc a installé au coin de la rue ce pavillon de musique qui chante juste, et dit clairement ce qu'il est : un petit édifice public de quartier accueillant et raffiné.

La tourelle, c'est l'escalier lumineux, aéré. Bien assise sur un péristyle sobre, la façade fait des gammes : rez-de-chaussée en retrait, translucide ; menuiseries minimales dans les salles de répétition, à l'étage ; attique néo-classique pour la salle de danse, sous le toit.

Le raccordement des lignes de force du nouveau bâtiment avec ses voisins est très étudié. Séparé par une ruelle neuve, l'immeuble destiné aux personnes âgées a une tout autre allure, discrète et réservée, conforme à l'usage et au style du quartier.

Né en 1944, Christian de Portzamparc a construit dans les villes nouvelles avant de se faire remarquer pour un ensemble de logements dans le 13^e arrondissement, les Hautes Formes.

CIRIANI

Le confort des balcons encastrés, les escaliers de logements, des vitres repoussées par leur couleur à l'ocre, de beaux courants d'air dans un quartier disparaté, un peu de fait, à Saint-Denis, ces immeubles à logements HLM construits par Henri Ciriani.

La rigueur de cette œuvre, l'élégance de l'architecte qui en a exigé des variantes dans un premier ensemble à Saint-Denis, est présente dans plusieurs autres : des plans de ville jusqu'au plan général de la « Cour d'angle », des logements à l'économie, qui sont dans des zones strictes et par ses réalisations géométriques et son de rue, à la hauteur.

« Je continue la cité de la rue de la Courbe », dit Ciriani de son maître Le Corbusier. Né en 1904 à Lyon, il travaille en France depuis 1964. Il a reçu le Grand Prix d'architecture.

صحة من الامم

A l'ombre des machines dévorantes...

Pour Jacques Attali, la survie de notre société dépend de sa capacité à dominer l'« ordre marchand ».

A QUARANTE ans, ce brillant polytechnicien-énarque en est déjà à son dixième essai. Comment fait-il - tout en étant conseiller spécial auprès du président de la République - pour rester un intellectuel passionné par tous les nouveaux paradigmes qui marquent notre époque ?

On le savait professeur d'économie à l'École polytechnique, et voilà que Jacques Attali trace de nouvelles perspectives pour la musique (1), la médecine (2), les instruments de mesure du temps (3) et, évidemment, pour l'économie (4), avec pour seul point de départ possible, le concept de la « crise ». Pour analyser celle-ci, il distingue trois mondes de pensée correspondant à trois réalités : celle de l'échange et de la régulation, où la crise n'est qu'un écart hors de l'équilibre; celle de la production, où la crise dévoile les contradictions qui sont le moteur de l'histoire; et la nôtre, celle de l'organisation, où l'ordre apparaît comme une structure ayant du sens et la crise comme une restructuration permanente, une réécriture perpétuelle du manuscrit de l'histoire (5).

Selon Jacques Attali, le pouvoir est aussi caractérisé par sa capacité de gérer la violence, dont les deux dimensions essentielles sont le lieu où on la localise, et la date à laquelle on la canalise; il en découle que tout processus qui mesure le temps enserme la violence et reflète nos libérations et asservissements respectifs.

« Votre démarche frappe par son effort de synthèse interdisciplinaire, vous appliquez les théories de la thermodynamique, de l'information, ou de la cybernétique à l'économie, au politique et au social. Pourtant Popper disait déjà « la science est un mythe clarifié par la critique »... »

« La démarche de Popper concernant le concept du vrai paraît parfaitement adaptée aux sciences humaines. Lors de toutes les grandes crises de la pensée, les théoriciens de la société recherchent des métaphores utiles et les trouvent dans les sciences exactes; aujourd'hui, la métaphore utile est sans doute fondée sur les théories de l'information et tourne autour du paradigme encore très flou de « l'ordre par le bruit ». Il me paraît devoir être au centre des sciences physiques et humaines de demain, comme la mécanique était au cœur des métaphores fondatrices des théories sociales aux dix-septième et dix-huitième siècles et la thermodynamique était la toile de fond des théories physiques et sociales au dix-neuvième siècle.

« Si la thermodynamique, liée à la révolution industrielle, prônait l'idéologie du progrès, quelle serait la conception socio-culturelle reflétée par ce nouveau paradigme ? »

« Selon la théorie de « l'ordre par le bruit », un ordre n'existe, une forme ne se maintient que si elle est capable de faire circuler des informations ayant un sens pour chacune de ses parties. De ce fait, lorsqu'un bruit agresse une forme, il commence par y être un « parasite », en interceptant la communication, et donc en réduisant le sens. Mais il peut aussi y créer du sens - à un autre niveau d'organisation - c'est-à-dire recréer une complexité, une forme : le désordre devient créateur d'ordre; il n'y a alors plus de progrès en soi, mais des formes provi-

soires, en perpétuel danger d'être agressées par des bruits, eux-mêmes réorganiseurs de formes neuves.

« Ce paradigme permet d'esquisser une théorie sociale : un ordre social n'existe que lorsque les modes de communication entre ses membres confèrent une signification cohérente aux informations qu'ils échangent; la survie du groupe dépend alors de sa capacité à gérer les parasites, autrement dit à canaliser ce qui dérange, à éliminer ce qui agresse, à prévenir la violence, à donner un sens au bien et au mal. L'apparent paradoxe de ce paradigme est que le mécanisme qui détruit le sens est justement celui-là même qui fait naître le sens nouveau. D'une certaine façon, on peut dire que le sens de la forme y remplace le sens du progrès.

« Justement, si les trois ordres, les trois types de formes, qui ont marqué l'histoire - le rituel, l'impérial et le marchand, fondant le maintien de l'ordre sur le mythe, la force et la marchandise - atteignent leur fin, quel nouvel ordre permettrait de conjurer la violence actuelle ? »

« Un bref survol panoramique est nécessaire pour esquisser une réponse à cette question. Je fais l'hypothèse que, aux origines, chaque homme désire s'approprier la force de l'autre, et pour cela, le consommer, le manger même. Cela est, selon moi, à la source de toute violence primitive. Dans les premières sociétés, le rituel organise la canalisation de cette violence dans le sacrifice du bouc émissaire et l'échange des objets; le système impérial cherche, lui, à donner un sens à la violence et à conjurer par la force et non plus par la peur. A partir du douzième siècle, l'ordre marchand introduit une nouvelle gestion de la violence, par la monnaie.

« Chacune de ces sociétés a son éthique, son bourreau, son maître, son élite, ses guides, que je nomme vigiles, guetteurs et chasseurs, son cœur, ville-phare de la forme, et sa périphérie, où règnent la misère et le désordre, comme conséquence de la complexification et de l'ordre du cœur.

« Or ce que je montre, de livre en livre (et que je ne peux qu'esquisser ici), est que l'ordre marchand se dissout, aujourd'hui et que l'ordre en devenir dans la crise actuelle est celui « des codes », où tout risque de devenir objet biologique industriel, y compris les comportements de l'homme, jusque l'homme lui-même, produit et consommé comme un objet marchand. Dans ce scénario du futur, que je ne souhaite pas mais qui s'esquisse là où on n'y résiste pas, la conjuration du mal est intériorisée à la norme de chaque chose, et chaque homme y devient le gestionnaire de la violence qu'il subit et s'inflige. Il n'y a plus, à la limite, dans cet ordre, de bourreau ou de vigile identifiable : chacun y sera son propre bourreau. L'enjeu d'aujourd'hui est donc d'éviter cet avenir pour faire en sorte que l'homme des sociétés hyperindustrielles fasse surgir une forme où la liberté de création se substitue à la violence elle-même, sans pour autant qu'une périphérie ne paie par sa misère le prix de la liberté du cœur.

« Dans ce cas, de quelle façon la métaphore paradigmatique de la Figure de Fraser ou plutôt votre Théorie générale des formes seraient-elles aptes à expliciter la crise - ce lien d'émergence d'un nouvel ordre social ? »

« Cette métaphore éclaire la dualité de l'histoire, à la

fois sens et mouvement, immobilité et répétitivité. Au fond, la seule chose immobile dans l'histoire, c'est la façon dont les formes, naturelles et sociales, naissent et disparaissent. Ce qu'on appelle la crise est donc l'état permanent de toute réalité : une forme est toujours en tension vers un idéal en réalisation ou en destruction; et la « non-crise » est un moment extraordinairement fugace, une utopie volatile entre deux périodes de crise, de réécriture de texte de l'histoire du monde.

« Le rythme des crises ne s'est-il pas accéléré avec l'avènement de la modernité ? »

« Oui, on a, en effet, l'impression que s'accélère le rythme selon lequel se modifient les formes. Et puisque de plus en plus de temps est accaparé par la « marchandise », les crises marchandes apparaissent comme de plus en plus nombreuses; comme si les sociétés se réécrivaient de plus en plus vite. Mais il faut se garder d'un jugement hâtif : notre point de vue est subjectif, parce que nous regardons les choses de l'intérieur, parce que nous analysons la crise lors d'une crise.

demande des biens marchands. Autrement dit, l'État produit l'environnement social et idéologique et distribue les revenus nécessaires à la solvabilisation de ces besoins : successivement le vêtement, la montre, la machine à coudre, l'automobile, la machine à laver, le tourne-disque, la télévision. L'État aide à l'extension de l'autonomie marchande.

« On a pourtant l'impression du contraire, c'est-à-dire que l'État prend davantage le relais... »

« Ce n'est pas l'État qui prend le relais, mais la « marchandise » qui s'étend et canalise les rivalités, en faisant passer du désir de manger l'autre au besoin de consommer les marchandises qui se substituent à l'autre.

« Une des causes majeures de toute crise est l'alourdissement du processus social et idéologique de cette production de demande et la nécessité de son extension. Lorsqu'une forme atteint son apogée, le coût de son organisation l'oblige à transformer des institutions de production de demande en industries de production d'offre, des ser-

capables de rendre ces services : surgissent ainsi des machines de soin et d'éducation, formant un gigantesque continuum que j'ai appelé la « chrono-vidéo-industrie ». Produire la demande et l'offre de ces biens et inciter leur usage créatif et libérateur devient alors un des axes les moins classiques, mais les moins contournables, de toute politique de sortie de crise.

« Mais toutes ces nouvelles machines de la « chrono-vidéo-industrie » ne sont pas particulièrement culturelles... »

« Vous avez raison. Elles concernent toute la société, et la sortie de crise aura lieu en priorité dans les pays qui réuniront les moyens financiers, technologiques et culturels nécessaires à l'expansion de cette « chrono-vidéo-industrie ».

« Ne croyez-vous pas qu'une éducation est nécessaire pour faire accepter ces technologies avancées ? »

« Oui, elle se fait et se fera par toutes les institutions sociales, de la musique ou du jeu en passant par l'école et la famille. Le débat politique restera cependant intact entre la droite et la gauche : dans la nouvelle forme, on pourra en effet soit permettre, soit interdire le développement de la liberté pour tous, sur des terrains radicalement neufs, ceux du corps et du savoir, terrains qu'on ne peut déceler qu'à partir d'une analyse de l'histoire longue, d'une philosophie de l'histoire.

« N'est-il pas paradoxal que, conseiller du prince, vous citiez le taoïsme, « le sage gouverne par le non-faire », et prônez la révolte et la subversion, afin que « les libertés ne soient pas détournées en objets marchands » ? »

« Il y a toujours eu une dialectique entre le pouvoir et sa négation : s'il va au bout de lui-même, le pouvoir a vocation d'asservir l'homme. Il peut aussi, à l'inverse, aider l'homme à augmenter sa capacité à lui résister.

« Ne semblez-vous pas prôner ainsi une certaine marginalisation ? »

« Non, sinon ce n'est toujours des marges que viennent ceux qui dérangent et régénèrent les formes. L'ordre marchand lui-même est d'ailleurs né aux marges des derniers grands empires, et la marginalité est, encore aujourd'hui, à la source de marchés économiques porteurs et de l'ordre des codes. Les idées des marginaux de l'avant-crise participent toujours à la naissance des valeurs de l'après-crise. Ainsi, lorsque les marginaux des années 60 prônaient le droit de chacun à s'éduquer et à se soigner soi-même, ils se faisaient, sans le savoir, les meilleurs agents de publicité de ces futures machines dont ils ne soupçonnaient ni l'existence ni le rôle dans le dépassement de la crise économique, au sens le plus économique du mot.

« Ces idées dégagent, néanmoins, une connotation élitiste, car il faut « déjà » être informé pour avoir recours au « self-help »... »

« Non, c'est inexact; et c'est bien tout le problème : puisqu'il s'agit d'une consommation de masse, l'homme risque en fait de n'avoir qu'à surveiller sa conformité à une norme assez simple et grossière pour que tous puissent s'y soumettre.

« Nous voilà en plein scénario orwellien : une société composée d'individus atomisés, entourés de machines miracles, mais ne sachant plus communiquer entre eux... »

« C'est là où réside l'ambiguïté politique de l'ordre de demain, car ces machines pourront aussi bien être libératrices (si elles sont associées aux maîtres et aux médecins dont le rôle devra être promu) qu'auxiliaires de police (si rien n'est fait pour les inscrire dans un projet culturel d'ensemble); à la différence d'Orwell, je ne crois pas à la probabilité d'un ordinateur central dans le futur; tout le pouvoir social sera en fait dans les codes qui structureront ces machines, c'est-à-dire qu'il appartiendra ceux que je nomme les « matriciers », qui fabriqueront les codes. Tout se passera comme dans l'homme lui-même où il n'y a pas de « centre de pouvoir », sinon le code génétique ou même le code commun à tous les codes biologiques.

« Malgré ces spéculations futuristes, vous avez soutenu que « l'avenir est présent dans son passé », alors qu'Abraham Moles pense le présent à partir du futur... »

« Pour penser le quotidien, tout économiste, tout philosophe de l'histoire doit comprendre comment fonctionnait le rituel de l'échange dans les sociétés primitives et en dégage les invariants. L'idée d'Abraham Moles renvoie à quelque chose de très différent, mais pas contradictoire, au futur pensé à travers la théorie du hasard.

« Ainsi le temps peut-il être mécanique et réversible pour Newton, thermodynamique et irréversible pour Boltzmann, alors qu'Il'lya Prigogine évoque la multiplicité des « temps internes » coexistants dans l'unité du « temps universel »... »

« Prigogine a très bien expliqué la simultanéité de deux temps dans des paradigmes différents. Il nous faut appliquer à l'histoire l'idée que le temps est à la fois universel et propre à chaque individu. Ce qui renvoie à l'idée que j'ai évoquée tout à l'heure, à savoir que chaque individu va, plongé dans le temps universel des ordres, trouver son temps propre et surveiller pour lui-même le respect de leurs rythmes. Le pouvoir aura alors à rendre cohérents ces temps multiples, et à harmoniser les rituels qui les scandent, et qui donnent un sens au bien et au mal.

« Le sens de l'histoire ne serait-il pas justement lié à une éthique, à la maîtrise du « désordre » et du « bruit » afin que l'homme puisse survivre ? »

« L'histoire est avant tout quête inassouvie de la liberté contre la barbarie. Elle utilise toujours le désordre, le mal, comme signe annonciateur de l'urgence d'un dépassement de soi. Là encore, comme dans toute chose, le mal peut être source du bien.

« Serait-ce dans le sens de Nietzsche : « Tout ce qui ne me tue pas me fortifie » ? »

« Dans un tout autre contexte, c'est à peu près la même chose : une collectivité qui ne sait pas percevoir ce qui la menace n'a aucune chance de survivre. La conscience du danger et l'existence d'un idéal de justice et de liberté à défendre sont deux conditions de la survie d'une société; mais elles n'en sont pas la garantie. »

GUITTA PESSIS-PASTERNAK

(1) Bruits, PUF, 1977.
(2) L'Ordre cannibale, Grasset, 1979.
(3) Histoire du temps, Fayard, 1982.
(4) Les Trois Mondes, Fayard, 1981.
(5) La Figure de Fraser, Fayard 1984.



Or si l'on examine les trois ordres précédents, chacun d'eux a, en fait, dominé le monde pendant un laps de temps de plus en plus court. Et, à l'intérieur de chaque ordre, les formes se sont succédées à des rythmes de plus en plus rapides au fur et à mesure qu'on approchait la fin de l'ordre lui-même. Nous arrivons donc, peut-être, non seulement au moment du délitement d'une forme, que je décris dans mon dernier livre comme la neuvième version de l'ordre marchand, mais à l'ordre de la destruction de cet ordre lui-même. Et c'est ce qui donne ce sentiment d'accélération de l'histoire.

« Comment la « logique des formes » pourrait-elle conduire non pas à moins d'État mais à un autre État ? »

« L'histoire des sociétés est celle d'un changement des rôles de l'État. Dans l'ordre marchand, non seulement il reste chargé du maintien de l'ordre, réel et symbolique, mais il est aussi une sorte de guide du développement de l'autonomie marchande de l'individu, en organisant, par ses institutions, ce que j'appelle la production de la

L'autre presse

Les publications des associations veulent sortir de leur ghetto

La presse des associations est le secteur de l'écrit le plus méconnu, bien que le plus important en nombre de publications. Alors que les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) diffusent environ 2 400 titres, la presse associative en regroupe plus de 10 000 déclarés. La première étude sérieuse vient d'être publiée (1). On la doit à Hervé Collet, le rédacteur en chef de la revue de l'Union française des centres de vacances et de loisirs (UFCV), qui milite depuis de nombreuses années pour que ce type de journaux ait une sorte de statut spécifique, à tout le moins une reconnaissance.

Si l'on estime que trois associations « loi de 1901 » sur quatre possèdent un bulletin, il

rements d'élèves (800 000 exemplaires pour la Nouvelle Famille éducatrice, éditée par l'Union nationale des parents d'élèves de l'enseignement libre); d'autres, au contraire, sont quasiment confidentielles (voir ci-dessous le tableau par catégorie établi par le SJTI). Comme celles-ci sont les plus nombreuses, la consommation de papier est relativement faible: sur les 1 235 000 tonnes annuelles évaluées par le SJTI, la presse associative stricte (hors publications politiques, religieuses et diverses) représente « environ 50 000 tonnes, soit approximativement 4 % de l'ensemble de la presse française déclarée ». D'autre part, les PTT estiment que la presse associative représentait, en 1982, 215 millions d'exem-

plaires (CNVA); ce dernier crée une commission « presse associative »; il adopte, le 20 mars 1984, un avis officiel transmis au gouvernement.

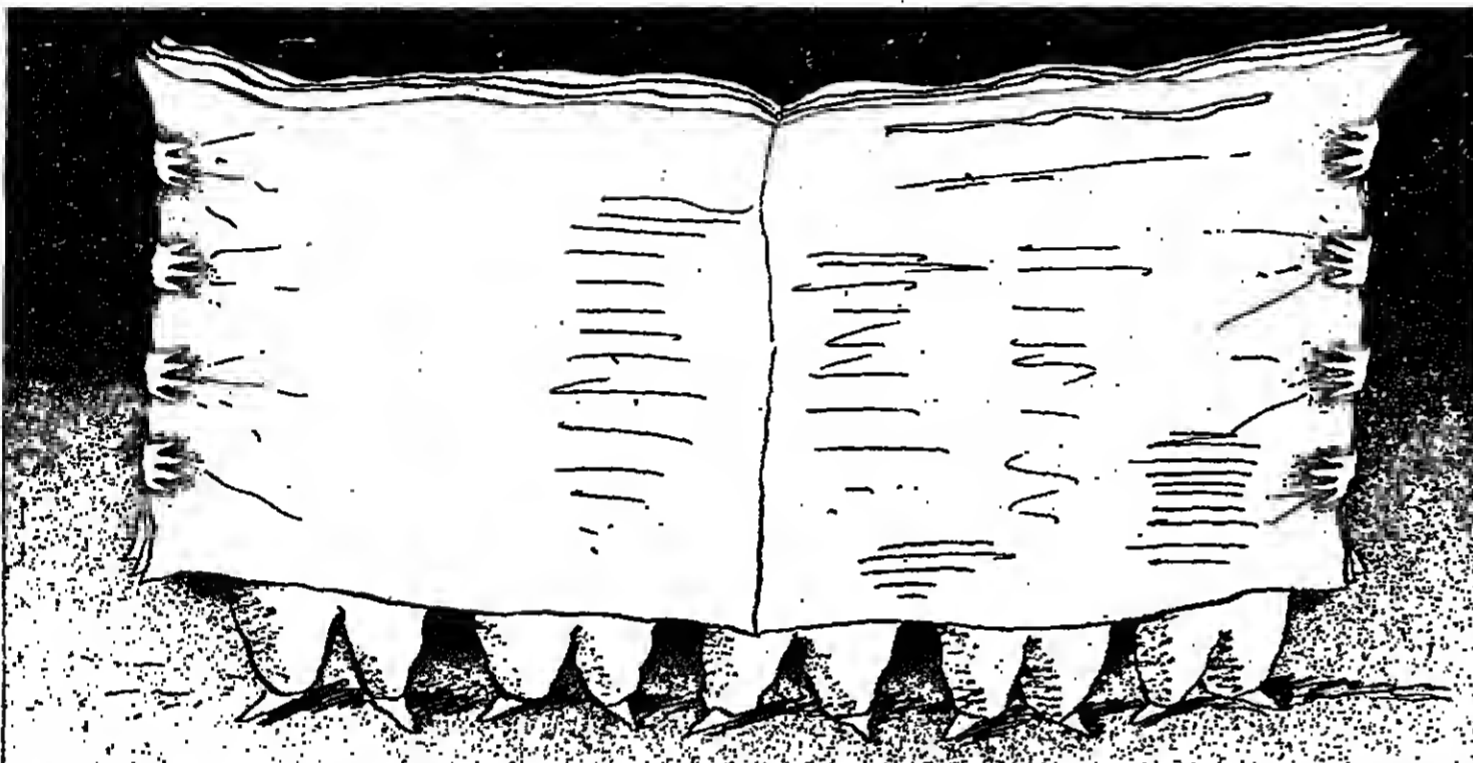
Dans cet avis, le CNVA réclame un statut spécifique pour la presse d'associations, et que des « mesures significatives » soient prises lors de la réforme des aides économiques à la presse. Il demande, dans l'immédiat, d'assouplir les règles d'accès de la CFPAP (distinction entre abonnement et cotisation, articles assimilés à de la publicité...) (5).

L'auteur de l'ouvrage estime, lui aussi, que la presse associative ne peut être assimilée à la grande presse — et donc régée par les mêmes règles, — dans la mesure où elle émane

plus tournée vers un public extérieur aux adhérents, en vue d'accroître leur audience. « Cette évolution, écrit Hervé Collet, est particulièrement frappante dans les mouvements militants, qui se sont dans l'ensemble efforcés de mieux présenter leur message, pour être plus crédibles auprès de leurs interlocuteurs. Leurs revues deviennent plus pédagogiques et moins doctrinales. Elles veulent montrer plus que démontrer. »

Enfin, le mode de diffusion principal — l'abonnement — est commun avec bien des publications périodiques de la grande presse. Les associations connaissent alors les mêmes problèmes avec la détérioration du service postal.

Hervé Collet pense que le



à environ 300 000 publications... Par divers recensements, Hervé Collet estime que le nombre des publications déclarées — paradoxalement, on ne peut en connaître les effectifs avec précision — est compris entre 11 700 et 14 300. Du 1^{er} juin 1982 au 31 décembre 1983, la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP) a traité 1 043 demandes nouvelles émanant d'associations (707), de mutuelles ou de syndicats (336), soit 42 % des 2 461 demandes d'agrément déposées au total.

Ces publications sont en majorité à faible périodicité. Le Service juridique et technique de l'information (SJTI) a pu donner des pourcentages pour la « presse de groupements » en 1981. Périodicité annuelle: 4,07 %, semestrielle: 4,89 %, trimestrielle: 40,01 %, bimestrielle: 14,19 %, mensuelle: 22,77 %, bimensuelle: 6,06 %, supérieure à mensuelle: 3,26 % (2,59 % hebdomadaire).

Les tirages sont très variables, puisque certaines publications émanent d'organisations très importantes comme Mes-sages du secours catholique (985 000 exemplaires) ou les revues des fédérations de pa-

plaires, soit 10 % environ du trafic postal de presse (2 153 millions d'objets transportés).

« Si l'on excepte une fiche technique publiée vers 1973 par le CNAJEP (2), écrit Hervé Collet, il faut attendre 1979 pour trouver la première initiative notable du secteur associatif pour faire avancer le problème de sa presse. » En 1979 et 1980, diverses associations se regroupent à l'initiative du GERA (3) pour examiner les questions spécifiques à ces publications: accès à la commission paritaire, problèmes fiscaux, rédactionnels... Des contacts sont pris par la suite avec les milieux professionnels d'éditeurs de presse. De son côté, la FONDA (4) s'intéresse à la question. Le 18 octobre 1983, huit grands regroupements interassociatifs adoptent un texte commun, qui est repris à son compte, le 6 octobre 1983, par le nouveau Conseil national de

de groupements sans but lucratif et où les fonctions qu'elle remplit sont différentes. Pour Hervé Collet, les publications des associations ont une « double vocation de constituer un support de communication sociale et un instrument de liaison entre des personnes réunies autour d'intérêts communs ». Il précise ces fonctions dans son livre avec ce qu'il appelle la « règle du PLOND »: promotion, liaison, opinion, notoriété, diffusion de connaissances.

Pourtant, certaines tendances actuelles de ce type de presse la font se rapprocher des autres. Le bénévolat ne résout pas tout et les avantages de l'expression libre ne peuvent suppléer à la maîtrise des techniques rédactionnelles: beaucoup de ces publications évoluent vers le professionnalisme (avec parfois des tensions entre des rédacteurs et les responsables élus des associations). Les grandes revues associatives, d'autre part, sont de plus en

moment est venu pour la presse associative de « sortir du ghetto ». Cela ne se fera pas sans une « amélioration de l'image de marque », donc une meilleure qualité et un effort pour être « plus attractif sur le plan de la forme et du fond ». Mais cette évolution ne peut se produire que si le mouvement associatif lui-même prend conscience de l'importance de la communication.

YVES AGNES.

- (1) Et la presse associative ? par Hervé Collet, édité par le Centre de création industrielle du Centre Georges-Pompidou, collection Culture au quotidien, 80 pages, 48 F. L'ouvrage décrit aussi treize expériences et constitue, avec ses annexes, un guide pour les démarches juridiques et administratives.
- (2) Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire; il regroupe cent dix organisations.
- (3) Groupement d'étude et de recherche pour l'éducation des adultes; il assemble une vingtaine d'associations.
- (4) Fondation pour la vie associative.
- (5) L'agrément de la commission paritaire ouvre, seul, les droits aux aides publiques.

La classification du SJTI

Le Service juridique et technique de l'information a établi pour 1981 le classement des différents titres de la presse « de groupements », dont 52 % sont des publications d'associations.

Catégorie	Tirage moyen en milliers	Moyenne rectifiée
Doctrines et opinions	12 546	5 590
Divers	9 480	5 340
Sport	8 520	4 130
Associés combattants	7 650	4 190
Associations diverses	7 150	2 890
Jeunesse	4 280	2 880
Vie scolaire	3 940	1 780
Culture, pédagogie, sciences	2 470	2 470
Histoire et culture locale	1 450	1 450

Le SJTI a, d'autre part, répertorié les tirages des titres déclarés de la presse de groupements. La « moyenne rectifiée » s'entend hors tirages exceptionnels.

Médias du Monde

Grande-Bretagne : la guerre du bingo

Les quotidiens britanniques à grand tirage sont engagés depuis plusieurs semaines dans une lutte sans merci pour accroître ou fidéliser leur audience. C'est M. Robert Maxwell, le nouveau propriétaire du Daily Mirror, qui a entamé les hostilités en fixant à son quotidien (3,2 millions d'exemplaires) l'objectif de dépasser le Sun (4 millions d'exemplaires) de M. Rupert Murdoch.

Les deux journaux s'affrontent au travers du bingo, le jeu le plus populaire outre-Manche, pour lequel le premier prix a été fixé à 1 million de livres par mois. Le premier gagnant du gros lot a été un lecteur du Sun. Pour contre-attaquer, le propriétaire du Mirror a décidé de baisser son prix de vente de 2 pence (23 centimes), décision sur laquelle le Sun et le Star (2 millions d'exemplaires) se sont immédiatement alignés.

M. Rupert Murdoch a ouvert un second front en faisant entrer le bingo dans les colonnes du très sérieux Times. Mais, pour l'occasion, le jeu populaire a été transformé en compétition boursière. L'opération a semblé-t-il porté ses fruits puisque, pour la première fois depuis six ans, le Times a dépassé le Guardian en vendant, une moyenne de 481 000 exemplaires par jour contre 453 000 exemplaires pour son rival.

Etats-Unis : un nouveau président pour UPI

M. Luis Nogales a été nommé président de l'agence de presse américaine United Press International (UPI) en remplacement de M. William Small. M. Nogales était auparavant directeur général de l'agence. Le porte-parole d'UPI s'est refusé à donner les raisons du départ de M. Small, « UPI est en plein changement, et le départ de M. Small doit être vu dans le contexte des modifications pour redresser la situation financière de l'agence ».

L'agence, qui connaît des difficultés financières depuis une dizaine d'années, a annoncé le jeudi 23 août un plan de redressement prévoyant une réduction de salaires de 25 % jusqu'à la fin de l'année et la suppression de deux cents emplois (le Monde du 25 août). M. Nogales dirigeait l'équipe chargée de la conception de ce plan de sauvetage, qui a été accepté par le syndicat du personnel.

Agé de quarante ans, M. Nogales est entré à l'agence UPI, en août 1983, comme vice-président. A ce titre, il a eu la responsabilité des affaires financières et sociales de l'entreprise. Licencié à la lettre de l'université de San-Diego en 1968 et diplômé en droit de l'université Stanford, en Californie, en 1969, M. Nogales a acquis une solide expérience des entreprises de presse et de communication à la suite de son passage chez Golden West

Broadcasters de 1973 à 1981, puis dans la firme de relations publiques Fleishman-Hillard de 1981 à 1983.

Etats-Unis : regroupement sur un satellite

Après les abandons en série de Rupert Murdoch, CBS, Western Union et RCA, dans la course à l'exploitation de satellites lourds de télévision directe, deux des derniers restés ont décidé d'unir leurs efforts. Comsat, maison mère de STC, et Prudential Insurance, actionnaire principal d'USCI, viennent de former une société commune. Un nouveau venu dans la course au satellite, l'agence de presse UPI, a rejoint les deux premiers actionnaires.

La nouvelle société continuera d'exploiter les cinq chaînes de télévision qu'USCI diffuse sur les Etats-Unis depuis neuf mois par l'intermédiaire du satellite canadien Anick C. Ce service de télévision par satellite, le seul opérationnel pour le moment aux Etats-Unis, ne compte que 12 000 abonnés, qui payent 39,95 dollars par mois pour recevoir des programmes de sports et de divertissement. A partir de 1986, ce service devrait être transféré sur un ou deux satellites lourds construits par RCA.

Italie : les bonnes affaires de Rusconi-Hachette

Le groupe de presse et d'éditions italien Rusconi, qui vient de s'associer à Hachette, a racheté le quotidien milanais du soir La Notte (95 000 exemplaires) à la Société Immobilière appartenant au financier Carlo Pesenti. La Notte avait perdu l'an dernier 6,3 milliards de lire (plus de 31 millions de francs), mais M. Rusconi — qui a racheté la titre pour 6 milliards de lire — pense « avoir de bonnes chances de rétablir l'équilibre des comptes ».

Ce rachat lui permet ainsi de disposer de son premier quotidien: le groupe possède déjà vingt-trois magazines, dont les hebdomadaires Gente (un million d'exemplaires), et Gioia (600 000 exemplaires), ainsi que trois mensuels français en collaboration avec Hachette: Décoration internationale, Mariage et Femmes (sur le point de fonctionner avec l'hebdomadaire français F magazine). M. Rusconi souhaite faire de La Notte un quotidien populaire dans le style Evening Standard ou Daily Mirror.

M. Rusconi s'est d'autre part déclaré « très satisfait » de la collaboration avec Hachette. Les trois mensuels sont diffusés par Hachette Rusconi SARL (51 % Hachette, 49 % Rusconi), tandis qu'en Italie Rusconi Hachette SPA (51/49 %) fera paraître dans deux mois une édition italienne de Vital, le mensuel de gymnastique et de santé déjà diffusé en France.

Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

COTE D'AZUR - 06500 MENTON
Hôtel CELINE-ROSE ** 101 St. Anne de Capri
Tél. 03 29-26-38. Chambre tout confort
cuisine et sanitaires, eau, chauffage, jardin.
Paiement comptant, semaine 1984: 161 F à 190 F T.T.C.

Produits régionaux

SPECIALITES DU TERROIR
En direct du GERS et des LANDES
Préparation traditionnelle
Remise spéciale aux lecteurs
Demander tarif: LE CERCLE DE L'OE,
15, rue du Télégraphe, 31-TOULOUSE.

Vins et alcools

CHATEAU LA TOUR DE BY
Cru Grand Bourgeois du Médoc
Bégadan, 33340 Lesparre Médoc
Tél.: (056) 41-50-03
Documentation et tarif sur demande.

LUNETTES service

Si vous avez cassé, perdu ou simplement oublié vos lunettes, il y aura, pour vous, chez Leroy, une solution ultra-rapide.

- Dans les centres Leroy répartis dans Paris, 50 spécialistes, hautement qualifiés, vous attendent.
- 104, Champs-Élysées ▲ ● ■
 - 11, bd du Palais ■
 - 155, rue de Lyon ▲
 - 147, rue de Rennes ▲ ○
 - 5, place des Terres ▲
 - 27, bd Saint-Michel ○ ■
 - 127, Fg Saint-Antoine ■
 - 38, bd Barbès

LE ROY
OPTICIEN

du lundi au samedi inclus. 38, bd Barbès
Rayons spécialisés: A. acoustique médicale - verres de contact - filtres solaires -

سكرا من الاميل

Les dias du Monde

Etats-Unis : regroupement sur un satellite

Je fais le rapprochement de la situation de Paris avec celle de Varsovie au début du mois d'août 1944. A ce moment Varsovie aussi a surgi à l'approche des armées soviétiques. Le commandement insurrectionnel polonais spéculait sur l'aide des Russes. Staline ne modifia pas cependant son plan de bataille ne passant pas par Varsovie. Les troupes soviétiques installées dans les faubourgs de Praha ne secoururent pas la ville, et celle-ci capitula le 2 octobre 1944.

Italie : les bonnes affaires de Rusconi-Hachette

PRÉCISION. — Dans l'article qui a paru d'Alfred ? (le Monde aujourd'hui daté 9-10 septembre 1984), le chiffre de 4 milliards cité ne correspond pas au montant des recettes réalisées à Paris, mais au montant des recettes mondiales des quatre premières reprises d'Alfred Hitchcock.

Quatre coins France
CHATEAU LA TOUR DE BR...

Une capitale sauvée

Je crois utile de vous soumettre mes réflexions au sujet des événements ayant trait à la libération de Paris le Monde Aujourd'hui du 26-27 août. La lecture du récit fait par M. Michel Robert-Garouel m'a profondément intéressé.

Il y relatait non seulement son entrée à Paris le 25 août 1944 avec la 2^e DB, mais aussi les difficultés rencontrées par Leclerc pour faire admettre à Eisenhower la nécessité de libérer rapidement la capitale. Sans l'appui de Leclerc, la libération de Paris aurait été incertaine. Le garrison allemande forte de vingt mille hommes bien armés, et attendant le renfort d'une division déjà en route, s'affrontait à une insurrection populaire à l'armement dispersé et au ravitaillement aléatoire.

F. LULIN, (Paris).

A pleines dents...

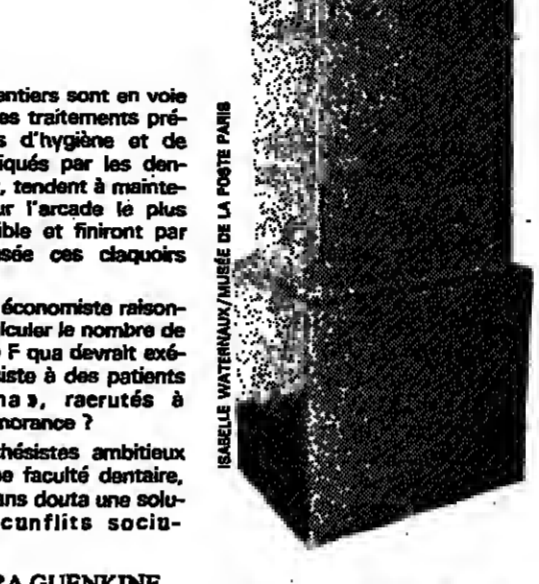
C'est en riant à pleines dents (les miennes) que j'ai lu votre article paru dans le Monde de samedi. Ces prothésistes en mal de contact humain rêvent d'appareiller eux-mêmes des bouches, de palper de la gencive et de la muqueuse, en ont assez de travailler sur du plâtre. Le déplacement de la frustration vers l'économique pose le vrai problème qui est celui de l'argent dans la relation de restauration. Le technicien ne supporte pas l'intermédiaire du dentiste et lui conteste à la fois son savoir et son pouvoir. Ce qu'il oublie, c'est que le patient ne se trouve pas gratifié dans son corps s'il porte un « dentier » fabriqué au rabais, et que la prothèse doit être conçue comme partie intégrante de la bouche. La bouche, tout un programme...

KLARA GUENKINE (Paris).

La « MG 205 »

naissant. Je venais commander ma voiture. Prêt à signer le contrat. A ce moment un vendeur n'était présent. Pour tout l'après-midi. Je revins le lendemain. Toujours pas de vendeur. J'en demandai la raison à la seule employée visible. « En formation permanente... » Tranquillisé, mais ébahi, pressé par le temps, je décidai illico d'en rester là et d'arrêter mes futurs rêves.

ALAIN QUINTRIE (Paris).



Boîte aux lettres israélienne.

raison aurait été trop long. Je renonçai.

Je courrais jeune en rentrant à mon bureau. J'appelai mon garage Austin. En cinq minutes, l'affaire était conclue. J'avais une reprise convenable pour mon vieux véhicule. Le lendemain à 19 heures une voiture neuve. MG Metro. Pas si chère !...

ALAIN QUINTRIE (Paris).

Moi et les Jōrai

J'ai fort apprécié la page de G. Condominas « Le Moi est hétéro-bis » parue dans le Monde aujourd'hui daté 2-3 septembre. Familier de ces populations indo-chinoises, parmi lesquelles j'ai vécu vingt-cinq ans, je puis juger de la valeur de ce que l'on écrit sur elles.

JACQUES DOURNES (Paris).

Poésie

Rose-déclie par Dominique Fourcade

Elles savent quand la dose est fatale (ou si peu de rumer les infirmes) check to check dans la roserie elles dansent un slow mortel. Sous une pierre ce qui fait qu'une rose est une rose, n'est pas écorcé et elle demeure sidérato comme ses soeurs.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Histoire

Cette furieuse passion du terroir

Fondée en 1928 par des Guérandais qui, à Rennes, se considéraient en exil, la Société des Amis de Guérande, affiliée à plusieurs sociétés savantes de Bretagne, compte à ce jour environ quatre cents adhérents. Outre la publication de Cahiers du pays de Guérande, à laquelle Pierre de La Condamine est très attaché, l'association organise régulièrement des cycles de conférences : par exemple sur les officiers de la Royale, sur la chasse à courre en basse Bretagne. On enregistre par des recherches effectuées par des équipes de plongeurs sur le lieu du combat des Carinaux. (Ne cherchez pas là un quelconque conflit entre Richelieu et Mazarin ! Les Carinaux sont des îlots rochers situés au large du Croisic, et près desquels, en 1759, la Royal Navy écrasa la flotte française.)

Le Pire Emile Letertre est l'« homme » de Piriac. Diable d'homme que ce prêtre-là : sa puissance de travail semble inépuisable ! Auteur-éditeur de ouvrages érudits (6), mais non dénués d'humour, qui font référence — Piriac d'hier et d'aujourd'hui, les Mystères de l'île Dumet, Piriac au dix-neuvième siècle... — il accumule sans répit, avec une curiosité d'esprit inlassable, les matériaux qui lui permettront de rédiger de nouveaux ouvrages consacrés à ce joli petit port qui comprend un bel ensemble de maisons du dix-septième siècle. Si le Breton admire le site de la pointe de Castelli, l'historien se refuse à cautionner le récit légendaire du tombeau d'Almanzor, ou d'autres fariboles se rattachant aux nombreuses grottes de cette côte sauvage.

Quatre coins France
CHATEAU LA TOUR DE BR...

Kiosque

Nous allons faire un beau voyage

Il y a tant de mots pour le dire aujourd'hui que ce doit être une maladie du siècle. Partir, tout plaquer, larguer les amarres, se tirer, fuir, se barrer, disparaître, se tailler, voyager, galérer, rauter, vaguer. On se passe.

C'est la tentation de l'automne. Récupérés, happés, tournéboulés par ces immenses accélérateurs de particules que sont les villes, les usines, les bureaux, rompus par ces moulins à existence, nous rêvons tous derrière la vitre mouillée de l'autobus. Et si la porte de l'ascenseur, pour une fois, ouvrait sur l'espace?

Rêve de journaliste et rêve d'enfant, rêve de journaliste-enfant. La vie du rail annule la vie. Après l'Union soviétique, vient la Chine: « Passé la première semaine de voyage, raconte PPDA, on apprivoise l'insouciance, le vide, l'infini. Infiniment lente, la course du train n'appelle plus une fin. Nous sommes à jamais calés sur des oreillers bien rembourrés derrière nos rideaux de crêtonne ajourée. La paupière se soulève paresseusement à chaque entrée en gare et se laisse gagner par l'assoupissement dès que notre locomotive, noire comme jais, ocheve son pique-nique de charbon et d'eau et s'apprête à repartir. » Au fond, partir c'est mourir un peu et dormir beaucoup.

Encore qu'il faille, pour s'assoupir, choisir sa classe, même dans les pays socialistes. « Les wagonnets de seconde, raconte Poivre d'Arvor, ont corrompu l'air d'hôpitaux militaires de campagne. Un couloir, pas de porte, six couchettes par compartiment, abritées du passage par un léger volage, et une participation assurée à tous les petits bruits du wagon. Médoille d'or, cette nuit-là, entre Da-Tong et Pékin, rolements de gorge et crachots. On crache beaucoup en Chine, on vise bien aussi. Le pot installé au centre du compartiment remplit généreusement son office. » Ce ne sont là que

petits tracas, et PPDA peut confesser: « Je suis drogué de train. » Les Chinois aussi voyagent, mais le plus souvent à bicyclette. L'Humanité-Dimanche raconte que, désormais, à Sbangai, « le problème n'est plus d'avoir de l'argent mais de savoir comment le dépenser ». Il y a là-bas un boom sur la bicyclette. Vous pensiez que les Chinois étaient déjà tous équipés? Erreur: ils se les arrachent. « Les ventes de bicyclettes, raconte l'Humanité-Dimanche, qui restent un indicateur économique ou même titre que celles des automobiles chez nous, ont augmenté de 36% depuis 1978. L'usine de bicyclettes « l'Eternelle », la plus populaire de Chine, fabrique aujourd'hui 2,6 millions de vélos par an, 800 000 de plus qu'en 1980. »

Cette fameuse « Eternelle », on ne la conseillerait pas à Bernard Hioault ni à Francesco Moser mais bien plutôt à Caldersen: elle est conçue pour « supporter des charges de 500 kilos et durer plus de vingt ans ». C'est pourquoi les paysans chinois l'ont surnommée « l'âne qui ne mange pas d'herbe ». Le vélo c'est bien mais, pensent les exigeants, ça reste à ras de terre et on en a vite fait le tour. Qui aspire à l'espace, aux sensations fortes, au corps à corps avec l'infini, au commerce du ciel, choisira plutôt le parachutisme. « Cela devieut, chez nous, un sport national.

Attention, il est fini, nous dit l'Equipe-Magazine, le temps du para qui voulait « frimer », faire militaire, bref du para-tout court. « La France est un pays de sauteurs. Depuis deux ans, c'est un véritable boom que connaît le parachutisme. Huit mille licenciés en 1973, pas beaucoup plus en 1982 (10 500), mais plus de dix-huit mille en 1983, et les vingt mille seront dépassés à la fin de l'année. » Parmi les adorateurs de la corolle, les dévôts du saut, beaucoup de femmes: 20%. L'une d'elles témoigne: « Elle saute pour connaître un sentiment de liberté totale. »

Le saut dans l'inconnu, le voyage à hauts risques, la fuite hors des contraintes de la croûte terrestre, cela peut passer par d'autres chemins: ceux de la drogue. Ces voyageurs-là, à force d'en parler, on finirait par les oublier. Ils sont dans le champ social comme ces verbes qu'on ne voit plus sur les visages familiers.

Outre l'intéressé, ces voyages font des victimes: les parents. La Vie a rencontré ceux de Patrice, qui a commencé à fumer du haschisch à dix-sept ans avant de passer à l'héroïne, « initié par un médecin du SAMU où il travaillait ». « Un toxico, dit Patrice, ce n'est pas un comble, c'est quelqu'un qui a besoin de tendresse. C'est rare d'entendre des parents dire à leurs enfants: je t'aime. Chez moi, on

a été incapable de me le dire. » Alors, il est parti dans la drogue, et ses parents lui ont couru après, affolés: « C'est affreux, dit la mère, à se taper la tête contre les murs. J'ai pris 20 kilos. Mon mari, lui, o maigri. Je fais de l'asthme, ma fille aussi. » Elle avait écrit à la Vie: « Venez chez nous, vous verrez une famille détruite. »

Pourquoi une famille qu'on voit soudée, noie, oormiale, part-elle ainsi par tous les bouts? Le professeur Jean Bergeret, directeur du Centre national de documentation sur la toxicomanie, professeur à l'université de Lyon-II, donne une explication dans le Journal des psychologues. Les parents des toxicomanes, il les appelle des « parents chewing-gum ». « Cette expression image, un peu caricaturale, me semble bien les définir. Il serait faux de croire que les toxicomanes naissent chez des familles très pauvres, socialement très meurtries, ou dont les parents sont forcément séparés ou divorcés. (...) Ce sont des familles qui ne s'occupent pas de leurs enfants. Ils leur assurent (parfois même très bien) un bien-être matériel, mais ne s'occupent absolument pas de leur progression ni de leur éventuelle régression ou même de leur stagnation sur le registre de l'évolution affective. Conclusion: il faut absolument sortir les jeunes générations, avant même qu'elles

soient parents, de leur morosité dépressive. »

Encore faut-il mettre la maio sur eux! On observe actuellement en France une augmentation inquiétante du nombre des jeunes qui « galèrent ». Ces galéreux, qu'un auteur a appelé les « vageux », sont partis un jour de chez eux, ne sont jamais revenus et ne sont pas non plus arrivés. Ils ne sont nulle part. Ils logent sur un banc public, un trottoir, tantôt chez un copain, parfois dans un foyer d'accueil. Message, le journal du Secours catholique, publie une étude sur ces errants — qui font des routards... et des clochards — dans la région parisienne. Ceux qui ont pris contact avec le Secours catholique sont passés de 4 708, en 1976 à environ 8 000 en 1981. Une statistique sur 2 202 « passagers » de centres d'accueil montre que les moins de trente-cinq ans représentent plus de 52% du total.

Un jour, trois d'entre eux piquent dans une ville de province, sur un trottoir. Un voisin surgit, s'insurge, appelle la police, veut les chasser: « Partez d'ici, on est chez nous! » Vous supportez bien les débris et les ordures », lui fait remarquer un « vageux » avant de continuer son repas sur le trottoir crasseux de ce voyage sans destination.

BRUNO FRAPPAT.

Nostalgie

Sur les bancs de ma première A

UN lycée sans charme, une petite ville de l'Est: Sarrebourg. De longues semaines d'ennui mou, des mois adolescents, certainement marqués par la mélancolie avant que la France, au printemps 1968, ne bascule dans une autre époque. Des anxiétés restées inexplicables, des souvenirs éparpillés...

Quoi d'autre, bon sang? Vraiment rien de plus? Tous ceux qui, à l'aube de l'automne, ont un jour ressenti le besoin de se retourner vers une de leurs rentrées scolaires oubliées ont sans doute ressenti ainsi le poids terrible de l'amnésie, cette difficulté d'aller poser au décor, aux témoins, d'impossibles questions: « Qui étions-nous? Qu'est-ce qui, par exemple, en septembre 1967, pouvoit bien préoccuper la classe de première A? Etions-nous heureux ou malheureux? »

Le passé, bien évidemment, nous regarde avec des yeux ronds. Il se laisse approcher avec un amusement compréhensif, il nous laisse entrer, comme on fait visiter à un ancien locataire un appartement vidé de ses signes. En vous prévenant que toute trace des passages antérieurs a été effacée.

En 1967, le lycée de Sarrebourg n'était encore qu'un jeu

de cubes, nouvelle norme, c'est-à-dire d'un urbanisme froid à pleurer, posé sur un terrain en pente à la sortie de la ville. Le gris domioait, du béton au ciel. La cour de récréation ressemblait à un parking de supermarché, clos par un dépôt militaire lui-même surmonté de miradors.

Ce paysage, évocateur des plus hautes surveillances, n'a apparemment jamais choqué personne, puisque les miradors sont toujours là. Le lycée version 1984 s'est pourtant égayé de quelques discrètes touches de vie. Des arbres ont poussé autour de la piste de cendrée, alors régulièrement détrempée par la pluie. Des fresques de couleurs vives, bienfaits du « 1% culturel », éclairent les couloirs. L'ensemble reste peu engageant, mais il doit y avoir pire ailleurs. La comparaison avec une cité de HLM, si souvent faite, n'est plus possible.

« Votre génération n'a pas eu de chance, explique le proviseur, M. Schnitter, en fonctionnaire depuis le début des années 70. Elle a inauguré l'établissement et a coché sa scolarité dans les travaux d'aménagement. » Nos études dans les gravats. Les plâtres essuyés pour le lancement d'uo établissement qui a aujourd'hui trouvé sa patine, à raison, entre

autres, d'une classe de première A par an.

Nos successeurs manifestent peu d'intérêt pour notre recherche d'une sorte de confrérie illusoire. A chacun ses problèmes et son histoire, laisse entendre un élève boutonneux de première. A lui la jeunesse, à nous le vertige des années. Ce qu'ils ont dans la tête, ces poursuivants, en cette rentrée 1984, doit bien avoir un vague air de ressemblance avec le blues des vieilles cuvées, mais chaque âge, le nôtre, le leur, veille jalousement sur son patrimoine émotionnel. Restons-en, semblent-ils suggérer, aux comparaisons raisonnables, vestimentaires, ou du degré d'innocence du compartiment. D'accord, ils enlacent leurs petites amies dans les couloirs et nous volions, la peur au ventre, des baisers dans les toilettes. Et alors? Dix-sept ans ont passé, rien de plus, rien de moins, qui marquent strictement l'évolution des mœurs scolaires.

Le lycée, désormais, respire au rythme de la pédagogie nationale. Les profs viennent des quatre coins du pays et s'embarrassent peu du vieux particularisme alsacien-lorrain qui pesait, en 1967, comme un ciel bas, sur la vie scolaire. Le lycée a même fini par devenir une avant-garde et à se prému-

nir contre une ville encore très marquée par la seconde guerre mondiale et son isolement culturel. Dix-sept ans plus tôt, les lycéens retrouvaient dans l'établissement la toute-puissance hautaine d'une cité commerçante, conservatrice, d'une ville de garnison, frileuse comme on l'est aux frontières. Ni germanique ni tout à fait française, Sarrebourg, pour échapper à la crise d'identité, a trop longtemps préféré le passé au présent, le repli sur soi à l'aventure, la rumeur à la thérapie ouverte.

D'étranges histoires circulaient en ville et donc au lycée sur les « profs collabos », sur le terrible destin de quelques familles de notables dont les rejetons occupaient d'office, en classe, les premiers rangs. « En septembre 1967, voilà de quoi, sans le savoir, vraie génération o dû souffrir », dit un enseignant d'origine sarrebourgeoise.

D'un air du temps encombré de vieux fantômes, d'un ordre des choses imposé en classe par la ville et qui façonnait les groupes: les fils de la bourgeoisie locale, omniprésents; les enfants de la campagne environnante, à leur place, c'est-à-dire derrière; les gosses de militaires, solitaires, en transit, le cœur chagrin des souvenirs

d'Afrique ou de la fuite d'Algérie. « La ville n'a toujours eu cinq ans de retard sur l'histoire nationale, note encore l'enseignant. D'au vos impressions d'ennui. » Certains élèves de la première A de 1967 se souviennent très bien du rythme des semaines, des rondes du bistrot au bistrot, de l'accompagnement à la bière dès l'âge de seize ans, pour compenser ce que nul n'aurait jamais osé imaginer: qu'il devait bien y avoir, plus à l'est ou plus à l'ouest, une vie plus contemporaine, des plaisirs, des attractions moins décalées. « Rappelle-toi, dit Martine, aujourd'hui enseignante d'anglais, il o fallu attendre nos études à Strasbourg au si Nancy pour nous éclorer. »

En 1984, ils s'éclatent un peu plus au lycée même. Les classes sociales se sont compliquées. L'établissement, qui compte plus de deux mille élèves contre sept cents en 1967, s'est gonflé d'une population plus hétérogène. Reste, bien sûr, un soupçon de monotonie autour de la vie scolaire, mais c'est celui de toutes les provinces françaises qui manquent de cinémas ou d'aspirations culturelles et qui consomment de la télévision à haute dose. « Ils vont encore au bistrot, comme parotout, mais ils se rattrapent en portont en

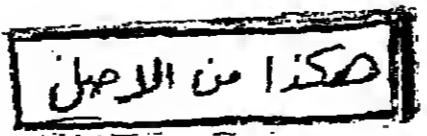
vacances, en s'échappant plus régulièrement que leurs aînés. »

Après tout, la somnolence ressentie par les générations des années 60 devant avoir du bon, car sur une classe de trente élèves, la majorité est revenue s'installer à Sarrebourg après un simple détour par l'université. Les enfants du « centre-ville » ont sagement chassé les pantoufles familiales, ceux de la proche région, plus modestement, sont devenus instituteurs ou employés de banque, les plus ambitieux ont fait médecine.

Manquent à l'appel immédiat les fils de militaires, partis sans regret et dont la ville n'a pas cherché à suivre la trace. Quelques destins bizarres, comme celui de Bruna l'ex-comédien, de Sophie, papillon de nuit qui allait de garçon en garçon et qui a continué plus loin sa ronde amoureuse. Un ou deux mars, quelques exils nationaux ou strasbourgeois qui prennent fin à chaque week-end. Rien qu'une poignée d'absents. « Après vos années, explique encore un témoin, les jeunes ont mieux supporté le choc. Ils se sont faits à la vie d'ici. On n'y est pas plus mal qu'ailleurs. »

PHILIPPE BOGGIO.

JOURNÉES JEUNES CRÉATEURS Autrement Le Monde. Le prochain numéro du Monde Aujourd'hui, daté 23-24 septembre, sera entièrement consacré à la présentation des journées des jeunes créateurs, organisées à Paris du 25 au 30 septembre, par notre journal et la revue Autrement.



Le Maroc... à lui-même... plusieurs partis politiques... Encoré faut-il mettre la maio sur eux! On observe actuellement en France une augmentation inquiétante du nombre des jeunes qui « galèrent ».